

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT MUTUEL ARKEA

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 1 258 075 000 Euros
Siège social : 1, rue Louis Lichou - 29480 Le Relecq-Kerhuon/Brest
Siren : 775 577 018 RCS Brest

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale ordinaire du 21 mai 2026

A. — Comptes globalisés au 31 décembre 2025

I. — Bilan
(en milliers d'euros)

Actif	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Caisse, Banques centrales	1	12 190 182	10 143 166
Effets publics et valeurs assimilées	2	5 540 972	6 213 534
Créances sur les établissements de crédit	3	40 348 695	40 088 117
Opérations avec la clientèle	4	49 032 250	48 374 167
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	10 904 658	9 961 173
Actions et autres titres à revenu variable	6	254 686	263 395
Participations et autres titres détenus à long terme	7	445 070	446 086
Parts dans les entreprises liées	7	6 206 518	6 044 966
Immobilisations incorporelles	8	9 210	9 291
Immobilisations corporelles	8	239 426	230 786
Autres actifs	9	1 148 392	1 161 776
Comptes de régularisation	10	902 998	1 119 547
Total		127 223 055	124 056 005

Passif	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Dettes envers les établissements de crédit	11	61 297 172	59 219 499
Opérations avec la clientèle	12	35 011 128	35 338 037
Dettes représentées par un titre	13	18 207 447	17 492 673
Autres passifs	14	1 219 052	618 703
Comptes de régularisation	15	1 523 198	1 549 182
Provisions	16	54 891	47 742
Dettes subordonnées	17	2 366 658	2 442 366
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		732 500	775 407
Capitaux propres hors FRBG	18	6 811 010	6 572 396
Capital souscrit		3 176 365	3 040 048
Primes d'émission		9 907	9 837
Réserves		3 410 739	3 284 433
Provisions réglementées et subventions d'investissement		4 590	4 579
Report à nouveau		27 247	32 278
Résultat de l'exercice		182 162	201 221
Total		127 223 055	124 056 005

Hors-bilan (En milliers d'euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés	22	6 377 309	5 801 347
Engagements de financement		3 000 043	3 065 236
Engagements de garantie		3 365 494	2 732 923
Engagements sur titres		11 772	3 188
Engagements reçus	22	15 171 008	14 661 862
Engagements de financement		13 260 398	12 810 344
Engagements de garantie		1 751 816	1 671 169
Engagements sur titres		158 794	180 349
Instruments financiers à terme	23	146 843 408	142 086 122

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Intérêts et produits assimilés	24	4 479 785	5 420 804
Intérêts et charges assimilés	24	-4 285 337	-5 266 657
Revenus des titres à revenu variable	25	302 870	338 213
Commissions (produits)	26	595 208	600 552
Commissions (charges)	26	-88 353	-86 117
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	27	939	-30
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	27	26 301	-2 721

Autres produits d'exploitation bancaire		5 131	5 126
Autres charges d'exploitation bancaire		-13 411	-12 618
Produit net bancaire		1 023 132	996 552
Charges générales d'exploitation	28	-801 582	-844 084
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-11 290	-9 561
Résultat brut d'exploitation		210 260	142 907
Coût du risque	29	-72 696	-49 567
Résultat d'exploitation		137 563	93 340
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	30	-25 711	-43 040
Résultat courant avant impôt		111 852	50 300
Résultat exceptionnel	31	-	-84
Impôt sur les bénéfices	32	27 403	50 168
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		42 906	100 837
Résultat net		182 162	201 221

III. — Annexe - Comptes globalisés du 31.12.2025

Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

Cadre juridique et financier

Les comptes globalisés publiables de Crédit Mutuel Arkéa regroupent, en application du règlement R511-3 du code monétaire et financier :

- la Fédération du Crédit Mutuel de Bretagne et les caisses de Crédit Mutuel affiliées,
- la Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Ouest et les caisses de Crédit Mutuel affiliées,
- Crédit Mutuel Arkéa.

Ces comptes globalisés correspondent à l'établissement bancaire dénommé Crédit Mutuel Arkéa et portant le code banque 15589.

Dans le présent document, l'appellation « Crédit Mutuel Arkéa » correspond au périmètre des comptes globalisés précédemment défini.

Faits marquants de l'exercice

Le 28 janvier 2025, le Conseil d'administration a validé le nouveau plan stratégique.

Avec **Faire 2030**, le Groupe a l'ambition d'être un acteur majeur du développement durable des territoires, en conquête dans ses fédérations et caisses locales du Crédit Mutuel de Bretagne et du Crédit Mutuel du Sud-Ouest.

La mise en œuvre d'une promesse client, « **Avec vous, de toutes nos forces** », commune à l'ensemble des entités du Groupe traduit l'engagement collectif, au service de la satisfaction des sociétaires et clients.

Au 31 décembre 2025, le produit net bancaire à 1 023 M€ est le reflet de la dynamique commerciale des réseaux sur l'ensemble de l'année et de l'évolution des taux d'intérêt de l'épargne réglementée. La marge d'intérêt progresse notamment de 26%.

Les frais de gestion à 813 M€ sont en repli, en lien avec la maîtrise des dépenses et la révision de la politique d'allocation des coûts mutualisés au sein du groupe.

Le coût du risque à 73 M€ est en hausse de 23 M€, principalement du fait du coût du risque sur les professionnels et les entreprises. Certains secteurs, notamment la viticulture et la viniculture présents sur le territoire de la fédération du Crédit Mutuel du Sud-Ouest, subissent tout particulièrement les conséquences d'un environnement économique morose et instable.

En synthèse le résultat net à 182 M€ est en recul de 19 M€.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Le règlement ANC 2014-07 a fait l'objet d'une modification par le règlement ANC 2023-03 qui matérialise la suppression des transferts de charges.

La présentation des états financiers correspond à l'agrégation des comptes individuels de chaque entité composant les comptes globalisés. Cette agrégation est retraitée de la neutralisation des opérations intragroupes entre ces sociétés, tant au niveau du bilan, du résultat que du hors bilan.

Principes généraux et méthodes d'évaluation

Principes généraux

Les méthodes d'évaluation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de l'entité sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Options et méthodes d'évaluation

Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les crédits sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les soultes sont étalées sur la durée de vie des créances concernées selon la méthode linéaire. Elles figurent au bilan en compte de créances rattachées sur établissements de crédit. Leur amortissement figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilées ou en intérêts et produits assimilés.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Crédit Mutuel Arkéa applique l'étalement des commissions d'octroi de crédits (COC) et des commissions de renégociation sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les commissions reçues sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire au compte de résultat et intégrées à l'encours de crédit concerné au bilan.

Le montant de la créance sur le fonds d'épargne n'est pas inclus dans les créances sur établissements de crédit à l'actif : il est présenté, conformément à l'article 1121-3, en déduction des encours de dépôts collectés par l'établissement au titre du livret A, du livret de développement durable et solidaire et du compte sur livret d'épargne populaire figurant le poste opérations avec la clientèle du passif.

Conformément aux règles précisées dans les articles L211-36 et suivants du code monétaire et financier, les opérations de pension entre établissements se retrouvant dans la situation où ils sont à la fois créanciers et débiteurs de la même contrepartie sont compensées. Le montant des compensations des pensions impacte les postes créances sur les établissements de crédit et dettes envers les établissements de crédit.

Le détail de cet impact figure dans les notes créances sur les établissements de crédit et dettes envers les établissements de crédit.

Classement

Les créances sont réparties en encours sains et encours douteux.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des deux conditions suivantes :

- impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédits ;
- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée.

La notion de « créances douteuses » recouvre les encours douteux et les encours douteux compromis. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Les encours douteux sont classés en encours sains lorsque l'emprunteur est resté sain sur les 24 derniers mois et qu'il ne présente aucun impayé de plus de 30 jours sur l'ensemble de ses contrats à la fin des 24 mois.

Une créance restructurée est une créance ayant fait l'objet d'une concession accordée pour tout type d'exposition à un client rencontrant ou sur le point de rencontrer des difficultés à honorer ses engagements financiers.

Le classement des créances restructurées en encours douteux peut être abandonné lorsque le risque sur la contrepartie au sens du quatrième alinéa de l'article 2221-1 de l'ANC 2014-07 est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Conformément au défaut Bâlois, une période probatoire de 3 mois minimum est appliquée durant laquelle l'emprunteur est maintenu en défaut, suite à cette période, le retour en sain est conditionné à la validation à dire d'expert ou à l'absence d'incident pendant la période probatoire.

Les primes de remboursement sont amorties linéairement sur la durée de vie des emprunts.

Qualité du risque de crédit du portefeuille

La qualité du risque du portefeuille de crédits à la clientèle s'apprécie au travers de la notation interne des clients qui mesure la capacité de remboursement dans les 12 mois à venir. Mise à jour quotidiennement pour tenir compte des éventuels événements de risque, elle est exprimée sur une échelle de 11 notes, allant de la meilleure note A+ (risque le plus faible) à la moins bonne note F (risque le plus fort). Les notes internes E- et F rassemblent les créances douteuses, les neuf autres notes regroupant les créances saines.

Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet, dossier par dossier, d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises des dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique coût du risque, à l'exception des dotations et reprises des dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le produit net bancaire.

Conformément à la PGRC (Politique de Gestion du Risque de Crédit Clientèle), les provisions sont calculées de façon statistique puis complétées par des provisions à dire d'expert.

Les dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ; en conséquence, seules les dépréciations sur créances contentieuses font l'objet d'une actualisation. Au compte de résultat, les dotations relatives à l'actualisation sont portées en coût du risque et les reprises relatives aux effets de désactualisation sont portées en produit net bancaire.

Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

La perte provisionnelle est calculée, en appliquant des grilles de taux de provisionnement statistique, qui tiennent compte de l'ancienneté de la créance dans le défaut et de la valeur de la garantie.

Conformément au DGRC (Dispositif de Gestion du Risque de Crédit Clientèle), le passage en perte est réalisé, d'une manière générale, après avoir épuisé toutes les possibilités de recouvrement et sur décision de la structure ayant reçu pouvoirs ; la créance jugée définitivement perdue est soldée par un compte de créances irrécouvrables.

Garanties

Les garanties sont valorisées à la meilleure périodicité, en fonction de la nature des garanties figurant au portefeuille.

Portefeuille titres

Les opérations sur portefeuille titres sont comptabilisées conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC 2014-07.

Titres de transaction

Sont considérés comme des titres de transaction les titres qui, à l'origine sont :

- soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme,
- soit détenus par un établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché et respectant les conditions suivantes : ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Les titres de transaction sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement les titres qui ne sont pas inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 5 du titre 3 du livre II de l'article 2014.07 de l'ANC.

Les titres de placement sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres en utilisant la méthode actuarielle à l'exception des titrisations et des obligations structurées pour lesquelles la méthode linéaire est appliquée.

A chaque arrêté comptable, par ligne de titre, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres ne s'inscrivant pas dans une stratégie de couverture font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement

Sont considérés comme des titres d'investissement les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie titres de placement ou de la catégorie titres de transaction avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à échéance.

L'établissement doit disposer de la capacité de financement nécessaire pour les détenir jusqu'à leur échéance tout en n'étant soumis à aucune contrainte juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention de les détenir jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Les intérêts courus constatés lors de l'acquisition des titres, le cas échéant, sont comptabilisés dans des comptes rattachés.

La règle d'amortissement de la différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est identique à celle appliquée pour les titres de placement. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché ne font pas l'objet d'un provisionnement.

Seul le risque de défaillance de l'émetteur des titres peut donner lieu à constitution d'une dépréciation. Cette dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique coût du risque. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont constitués d'actions et de valeurs assimilées dont la possession durable est estimée utile au développement de l'entreprise et qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'exercer une influence notable. Cette influence est présumée pour un pourcentage de contrôle supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité, pour chaque titre, s'appuie sur des méthodes d'évaluation fondées soit sur des approches de marché (multiples, benchmarks sectoriels, cours de bourse...), des approches par les résultats (actualisation des flux futurs, DCF - Discounted Cash-Flows, DDM - Dividend Discount Model, ...) ou des approches par les coûts (actif net réévalué), permettant ainsi d'apprécier les perspectives de rentabilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres donnés en pension livrée

Les titres donnés en pension livrée sont conservés à l'actif du bilan et sont traités suivant les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent. La dette du cessionnaire est enregistrée au passif.

Autres titres détenus à long terme

Les autres titres détenus à long terme sont des actions ou des valeurs assimilées qui sont détenues dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de cette dernière, en raison de la faiblesse des droits de vote liés à ces titres. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Zone de jugement et d'estimation

La détermination des justes valeurs des titres de capitaux propres en portefeuille est déterminée notamment en appliquant les recommandations de l'IPEV Board (International Private Equity and Venture Capital Valuation) :

- La juste valeur est établie sur la base des informations connues et connexes à date d'évaluation

- Les mesures gouvernementales (dont les mesures trésorerie) sont intégrées si elles sont assurées
- Le poids relatif des transactions récentes doit être considéré pour réaliser l'évaluation
- La juste valeur correspond au prix qui serait reçu dans le cadre d'une transaction normale entre participants de marché dans l'environnement actuel.

La société Crédit Mutuel Arkéa détient des émissions structurées action valorisées selon la méthode Monte Carlo Heston Local Volatility.

Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07.

Les engagements sur les instruments financiers à terme sont portés sur une ligne du hors-bilan pour leur valeur nominale. Ce montant ne constitue qu'une indication du volume d'opérations en cours à la clôture et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à une valeur de marché ou par application de modèles d'évaluation généralement admis.

Instruments de taux

Marchés de gré à gré

Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) et les accords de taux futurs (FRA) donnent lieu à un calcul d'intérêts prorata temporis sur leur durée de référence. Les charges et produits sur un même contrat sont enregistrés pour leur montant net.

Pour les contrats optionnels (cap, floor, collar), les primes et les intérêts courus sont comptabilisés en résultat prorata temporis.

Dans le cas des swaps spéculatifs, une provision est comptabilisée en cas de moins-value latente.

Dans le cas des swaps de couverture, une provision est comptabilisée sur le titre couvert qui dégage une moins-value (qui ne serait pas totalement compensée par la plus-value latente du swap).

Instruments de change

Sur les swaps de change, le différentiel de valorisation est comptabilisé en résultat à chaque date d'arrêté.

Pour les options de change, les plus ou moins-values latentes sont constatées en résultat. A l'échéance, si l'option est exercée, cela se traduit par une opération d'achat ou de vente de devises.

L'article 2526-1 de l'ANC 2014-07 prévoit que les soultes constatées lors de la conclusion d'un contrat ou d'un ensemble de contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises inscrits dans les catégories a), b) ou c) de l'article 2522-1 sont rapportées au compte de résultat sur la durée de vie du ou des contrats concernés. Les soultes constatées lors de la résiliation ou de l'assignation d'un contrat d'échange de taux d'intérêt ou de devises sont rapportées immédiatement au compte de résultat. Toutefois lorsqu'un contrat répondait initialement aux conditions définies aux points b) ou c) de l'article 2522-1 et que ce contrat est soit assigné, soit résilié et éventuellement remplacé par un autre contrat ou instrument équivalent, ces soultes peuvent être rattachées prorata temporis. Ces règles s'appliquent quelle que soit la dénomination des soultes. Pour l'application du présent règlement est considérée comme assignation d'un contrat d'échange de taux d'intérêt ou de devises une opération par laquelle un établissement transfère ce contrat d'une contrepartie originelle à une autre contrepartie, avec l'accord de chacune d'elles, selon des formes juridiques adéquates et éventuellement avec le versement d'une soulte.

Immobilisations

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Terrains	Non amortissables
Gros œuvres	Immeubles de direction et de placement : 50 ans
	Agences : 25 ans
Clots et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
Agencements	3 à 15 ans
Mobiliers	10 ans
Matériels électroniques & de sécurité	3 à 10 ans
Logiciels créés ou acquis	3 à 8 ans
Portefeuilles de contrats clientèle acquis	6 à 13 ans

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

Les logiciels destinés à un usage interne sont enregistrés en immobilisations si le projet a de sérieuses chances de réussite technique et que l'entité manifeste sa volonté de produire le logiciel (PCG art 611-3).

Les logiciels créés par l'entité destinés à un usage commercial ainsi que ceux destinés aux besoins propres de l'entité sont inscrits en immobilisations, à leur coût de production. Le coût de production comprend les seuls coûts liés à la conception détaillée de l'application (analyse organique), à la programmation, à la réalisation des tests et jeux d'essais et à l'élaboration de la documentation technique destinée à l'utilisation interne ou externe (PCG art 611-4).

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectué. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles. En particulier, le mali généré par une opération de fusion ou assimilée subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un actif sous-jacent auquel une quote-part du mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable de l'actif précité, majorée de la quote-part du mali affecté.

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la directive européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacents apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

Solution informatique

Une solution informatique est un ensemble organisé de fonctionnalités logicielles (programmes, codes, paramétrages...) apte à satisfaire les besoins des utilisateurs en vue notamment de stocker, manipuler, transformer, produire, sécuriser des données, d'y accéder ou encore de les transmettre. Une solution informatique peut être un projet unique ou un ensemble de sous-projets.

Toute solution informatique porteuse d'avantages économiques futurs pour l'entité et utilisée au-delà d'un exercice, constitue une immobilisation incorporelle.

Conformément au règlement ANC 2023-05 modifiant le règlement ANC 2014-03, le coût d'entrée des solutions informatiques peut être défini :

- par le coût d'acquisition en respectant les règles générales de reconnaissance d'un actif incorporel,
- ou par le coût de production comprenant les coûts engagés par l'entité, dès lors que l'ensemble des conditions d'activation sont remplies, il comprend les seuls coûts directement attribuables à la solution informatique et nécessaire à sa production.

Fonds de commerce

Le mali technique résiduel après affectation aux différents actifs sous-jacents est porté pour son solde net en fonds commercial.

Le fonds commercial est constitué des éléments non identifiables d'un fonds de commerce et qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation séparée au bilan. Il concourt au maintien et au développement du potentiel d'activité : les fonds commerciaux présumés à durée indéfinie ne font pas l'objet d'amortissements mais de tests de dépréciation annuels conformément au règlement de l'ANC 2015-06 du 23 Novembre 2015. Dans l'hypothèse où cela aboutirait à un montant inférieur à celui figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée.

Provisions

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

Provisions épargne-logement

Il est fait application du règlement ANC n°2014-07 relatif à la comptabilisation des comptes et plans épargne logement. La provision épargne-logement est destinée à couvrir les risques liés à :

- l'engagement d'octroyer des prêts habitat aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux réglementé potentiellement inférieur aux conditions de marché du moment,
- l'obligation de rémunérer pour une durée indéterminée l'épargne collectée en plans épargne-logement à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat (taux pouvant s'avérer supérieur aux futures conditions de marché).

Cette provision est calculée par génération de plans d'épargne-logement (les PEL de même taux à l'ouverture constituant une génération) d'une part, et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement (qui constitue une seule et même génération) d'autre part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes. Les engagements sont établis à partir d'un modèle prenant en compte notamment :

- les observations historiques des comportements des souscripteurs,
- la courbe des taux et une modélisation stochastique de ces évolutions.

Provisions pour engagements sociaux

Crédit Mutuel Arkéa applique la recommandation n° ANC 2013 - 02 du 7 Novembre 2013, modifiée le 5 Novembre 2021, relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique frais de personnels. Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique provisions au bilan. Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

Fonds pour risques bancaires généraux

Institué par le règlement n°90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière, ce fonds est constitué à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des risques dont la concrétisation est incertaine et qui relèvent de l'activité bancaire.

Les dotations ou reprises sont portées au niveau du compte de résultat dans la rubrique dotations, reprises du fonds pour risques bancaires généraux.

Conversion des comptes en devises

Conformément aux dispositions édictées par le règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors-bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de marché à la clôture de l'exercice, à l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu. Les engagements de change à terme suivent la même règle. Les produits et charges en devises sont enregistrés au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

Note 1. Caisses, Banques Centrales

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Caisse	127 232	133 419
Banques centrales	12 062 949	10 009 747
Total	12 190 182	10 143 166

Note 2. Effets publics et valeurs assimilées

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	4 424 284	1 092 066	5 516 350	5 117 899	1 089 389	6 207 288
Créances rattachées	39 938	4 680	44 618	34 939	4 680	39 619
Total brut	4 464 222	1 096 746	5 560 968	5 152 838	1 094 068	6 246 907
Dépréciations	-19 996		-19 996	-33 372		-33 372
Total net	4 444 225	1 096 746	5 540 972	5 119 466	1 094 068	6 213 534
Plus et moins-values latentes (1)	-39 024	0	-39 024	-68 269	-	-68 269
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement	-3 583	-6 690	-10 272	-34 084	-8 271	-42 355
(1) Ces montants ne tiennent pas compte des résultats latents afférents aux instruments financiers affectés en couverture des titres.						

En 2025, aucun transfert n'a été opéré entre les différentes catégories de titres et aucun titre d'investissement n'a été cédé avant l'échéance.

Note 3. Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	183 565		183 565	233 024		233 024
Prêts, valeurs reçues en pension (1)		39 678 373	39 678 373		39 297 138	39 297 138
Créances rattachées	2 359	484 399	486 758	180	557 775	557 955
Total	185 923	40 162 772	40 348 695	233 204	39 854 913	40 088 117

(1) Au 31.12.2025, le montant des pensions compensées est de 3 464 283 milliers d'euros contre 2 986 028 milliers d'euros au 31.12.2024.

L'épargne centralisée présentée dans les créances sur les établissements de crédit correspond au montant à payer à la Caisse des Dépôts et Consignation au titre du dernier appel du mois, soit 127 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

Actifs subordonnés

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Créances sur les établissements de crédit	700 340	681 659

Note 4. Opérations avec la clientèle Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	Encours brut	Dont Encours douteux (1) (3)	Dépréciations (2)	Total	Encours brut	Dont Encours douteux	Dépréciations	Total
Créances commerciales	3 094	235	-187	2 907	3 562	326	-285	3 277
Encours	3 094	235	-187	2 907	3 562	326	-285	3 277
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et crédits	48 650 866	800 444	-391 545	48 259 321	48 033 021	712 615	-361 072	47 671 949
Encours	48 460 182	690 942	-281 995	48 178 187	47 850 391	603 926	-252 368	47 598 023
Créances rattachées	190 684	109 502	-109 550	81 134	182 630	108 689	-108 704	73 926
Comptes ordinaires	818 611	71 177	-48 589	770 022	738 856	59 907	-39 915	698 941
Encours	810 775	71 177	-48 589	762 186	728 946	59 907	-39 915	689 031
Créances rattachées	7 836	-	-	7 836	9 910	-	-	9 910
Total	49 472 571	871 856	-440 321	49 032 250	48 775 439	772 848	-401 272	48 374 167

(1) Dont créances douteuses en douteux compromis : 526 351 milliers d'euros au 31.12.2025 et 486 246 milliers d'euros au 31.12.2024.

(2) Dont dépréciations sur douteux compromis : 345 505 milliers d'euros au 31.12.2025 et 305 774 milliers d'euros au 31.12.2024.

(3) Dont encours des créances restructurées : 401 974 milliers d'euros au 31.12.2025 et 308 321 milliers d'euros au 31.12.2024.

Les créances éligibles à la Banque de France pour le compte de Crédit Mutuel Arkéa s'élèvent à 1 056 507 milliers d'euros au 31.12.2025.

Dépréciations et provisions sur le risque crédit constituées sur les opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autres var.	31.12.2025
Dépréciations déduites de l'actif	401 272	146 999	-107 950	-	440 321
dont douteux compromis	305 774	75 710	-60 322	-	321 163
dont douteux non compromis	95 498	71 289	-47 629	-	119 158
Provisions inscrites au passif	13 177	5 586	-4 084	-	14 679
au titre des engagements par signature	13 165	4 223	-3 272	-	14 116
au titre des créances clientèle	3 301	1 363	-812	-	3 852
Total	414 449	152 585	-112 034	-	455 000

Opérations avec la clientèle Actif par contrepartie

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	En cours brut	Actifs dépréciés	Dépréciations	En cours brut	Actifs dépréciés	Dépréciations
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	1 368 393	249	-114	1 144 783	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Autres entreprises financières	908 039	9 712	-3 574	915 314	5 556	-2 736
Entreprises non financières	10 265 409	566 870	-302 942	10 276 189	506 790	-277 201
Ménages	36 930 730	295 025	-133 691	36 439 153	260 502	-121 335
Total	49 472 571	871 856	-440 321	48 775 439	772 848	-401 272

Note 5. Obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus (valeur brute)	-	10 344 854	460 548	10 805 402	-	9 433 304	443 616	9 876 920
Créances rattachées	-	104 216	2 211	106 427	-	95 884	2 257	98 141
Total brut	-	10 449 070	462 759	10 911 829	-	9 529 188	445 873	9 975 061
Dépréciations	-	-7 172	-	-7 172	-	-13 888	-	-13 888
Total net	-	10 441 899	462 759	10 904 658	-	9 515 299	445 873	9 961 173
Plus et moins-values latentes (1)	-	-2 140	-	-2 140	-	-12 133	-	-12 133
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement	-	-13 154	471	-12 682	-	-232	2 262	2 030

(1) Ces montants ne tiennent pas compte des résultats latents afférents aux instruments financiers affectés en couverture des titres.

En 2025, aucun transfert n'a été opéré entre les différentes catégories de titres.

Obligations et autres titres à revenu fixe par type de cotation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Obligations et autres titres à revenu fixe cotés	9 609 882	8 860 451
Obligations et autres titres à revenu fixe non cotés	1 294 776	1 100 722
Total	10 904 658	9 961 173

Obligations et autres titres à revenu fixe par émetteurs

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe émis par d'autres émetteurs	10 904 658	9 961 173
Total	10 904 658	9 961 173

Note 6. Actions et autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus (valeur brute)	-	329 858	-	329 858	-	322 738	-	322 738
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-	-	-
Total brut	-	329 858	-	329 858	-	322 738	-	322 738
Dépréciations	-	-75 173	-	-75 173	-	-59 343	-	-59 343
Total net	-	254 686	-	254 686	-	263 395	-	263 395
Plus et moins-values latentes	-	41 015	-	41 015	-	56 108	-	56 108
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement	-	-	-	-	-	-	-	-

En 2025, aucun transfert n'a été opéré entre les différentes catégories de titres.

Actions et autres titres à revenu variable par type de cotation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Actions et autres titres à revenu variable cotés	40 552	53 506
Actions et autres titres à revenu variable non cotés	214 134	209 889
Total	254 686	263 395

Note 7. Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	Autres	31.12.2025
Participations					
Valeur brute	398 026	22 575	-35 929		384 672
Dépréciations	-58 695	-33 423	37 230		-54 888
Valeur nette	339 331	-10 848	1 301		329 784
Autres titres détenus à long terme					
Valeur brute	108 894	8 202	-218		116 877
Dépréciations	-2 139	-832	1 379		-1 591
Valeur nette	106 755	7 370	1 161		115 286
Entreprises liées					
Valeur brute	5 755 851	158 698			5 914 550
Mali affecté	312 390				312 390
Dépréciations	-23 275	-47	2 900		-20 422
Valeur nette	6 044 966	158 651	2 900		6 206 518

Le montant des participations et des parts dans les entreprises liées détenues dans les établissements de crédit s'élève à 2 616 393 milliers d'euros.

Suite à l'application du règlement 2015-06, le mali a été affecté aux titres sur les entreprises liées. Il n'a été ni déprécié, ni amorti au 31.12.2025.

Liste des filiales et participations

Dénomination, adresse des sociétés (En milliers d'euros)	Part de capital détenue	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital			
1. Filiales (sociétés détenues à plus de 50 %)			
ARKEA BANKING SERVICES (1)	100,00%	108 088	40 616
Le Bristol, 27 Avenue des Murs du Parc - 94300 VINCENNES			
ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS (1)	100,00%	1 902 102	83 936
1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON/ BREST			
ARKEA BOURSE RETAIL (1)	99,99%	427 473	29 686
1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON/ BREST			
ARKEA CAPITAL INVESTISSEMENT (1)	99,99%	338 457	-9 938
1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON/ BREST			
ARKEA CAPITAL PARTENAIRE S.L.P. (1)	100,00%	539 529	30 755
1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ KERHUON/ BREST			
ARKEA CREDIT BAIL (1)	100,00%	95 250	30 019
3, Avenue d'Alphasis - 35760 SAINT GREGOIRE			
ARKEA FINANCEMENTS ET SERVICES (1)	100,00%	280 688	-5 364
335, rue Antoine de Saint - Exupéry - 29490 GUIPAVAS			
ARKEA FONCIERE (1)	98,08%	121 628	1 544
1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ KERHUON/ BREST			
ARKEA PUBLIC SECTOR SCF (1)	100,00%	163 392	2 230
1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON/ BREST			
ARKEA HOME LOANS SFH (1)	100,00%	128 096	2 835
232, rue Général Paulet - 29802 BREST CEDEX			
CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE BANQUE (1)	100,00%	361 271	9 731
1, rue Dôme BP 102 - 67000 STRASBOURG			
FEDERAL EQUIPEMENTS (1)	100,00%	132 768	-116
1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ KERHUON/ BREST			
IZIMMO, (1)	100,00%	30 068	-1 916
3, rue Edouard Belin 29200 BREST			
MONEXT (1)	100,00%	94 293	15 556
Tour Ariane 5, Place de la Pyramide 92088 PARIS LA DEFENSE - CEDEX			
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE INTERFEDERALE (1)(2)	83,24%	199 410	6 266
1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ KERHUON/ BREST			
SURAVENIR (1)	100,00%	2 037 592	163 812
232, rue Général Paulet - 29802 BREST CEDEX			
SURAVENIR ASSURANCES (1)	100,00%	177 260	20 841
2, rue Vasco de Gama - 44800 ST HERBLAIN			

Dénomination, adresse des sociétés (En milliers d'euros)	Part de capital détenue	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos
2. Participations et entreprises liées (détenues entre 10 % et 50 %)			
BELLATRIX SAS (1)	37,29%	100 895	-319
18, rue Dicks, 1417 Luxembourg, Luxembourg			
CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL (1)	20,78%	912 248	24 471
46, rue du bastion - 75017 PARIS			
(1) Données sociales non arrêtées et non auditées au 31/12/2025.			
(2) Les titres de la SCI Interfédérale sont classés en immobilisations corporelles.			
(3) Données au 31/12/2024.			

Opérations avec les entreprises liées et les participations

(En milliers d'euros)	Participations et entreprises liées		Filiales	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital				
Actif				
Capital détenu	129 892	124 334	4 359 421	4 227 107
Autres emplois				
Créances	1 514 314	1 465 113	32 928 368	33 362 642
Obligations et autres titres à revenu fixe			4 021 806	3 523 549
Total emplois	1 644 206	1 589 447	41 309 595	41 113 298
Passif				
Dettes		28	41 695 219	41 287 515
Dettes représentées par des titres				
Total ressources		28	41 695 219	41 287 515

Engagements donnés				
De financement			320 113	285 306
De garantie			1 885 482	989 484
Total engagements donnés			2 205 595	1 274 790
Engagements reçus				
De financement				
De garantie			812 441	790 508
Total engagements reçus			812 441	790 508

Au 31.12.2025, aucune transaction significative et n'ayant pas été conclue aux conditions normales de marché n'a été effectuée entre des parties liées.

Participations et autres titres détenus à long terme par type de cotation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Participations et autres titres détenus à long terme cotés	81 017	107 246
Participations et autres titres détenus à long terme non cotés	6 570 570	6 383 806
Total	6 651 588	6 491 052

Note 8. Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	31.12.2025
Immobilisations incorporelles					
Montant brut	34 988	14	-	-	35 002
Amortissements	-25 697	-95	-	-	-25 792
Montant net	9 291	-81	-	-	9 210
Immobilisations corporelles					
Montant brut	536 319	20 595	-3 242	-	553 672
Amortissements	-305 448	-11 164	2 476	-	-314 137
Dépréciations	-85	-44	19	-	-110
Montant net	230 786	9 387	-747	-	239 426

La société détient des terrains d'exploitation pour une valeur de 1 801 milliers d'euros.

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la direction européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacents apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

Note 9. Autres actifs

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Etat	211 393	171 584
Prime épargne-logement	18 736	19 790
Impôts différés actifs	42 791	40 176
Opérations sur titres	-	-
Primes versées sur instruments conditionnels achetés	3 211	3 040
Dépôts de garantie versés	785 130	832 968
Autres débiteurs divers	87 132	94 218
Total	1 148 392	1 161 776

Note 10. Comptes de régularisation – Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Valeurs à l'encaissement	160 670	195 019
Comptes d'ajustement	7 036	6 532
Primes émission TCN et emprunts obligataires	97 491	111 285
Charges constatées d'avance	95 261	97 557
Produits à recevoir	514 360	688 661
Comptes de régularisation divers	28 181	20 493
Divers	-	-
Total	902 998	1 119 547

Note 11. Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	14 479 727	0	14 479 727	14 427 845	0	14 427 845
Emprunts et valeurs données en pension	0	45 394 264	45 394 264	0	43 046 875	43 046 875
Titres donnés en pension livrée(1)	0	894 966	894 966	0	1 185 929	1 185 929

Dettes rattachées	66 349	461 866	528 214	91 937	466 913	558 850
Total	14 546 075	46 751 097	61 297 172	14 519 782	44 699 717	59 219 499

(1) Au 31.12.2025 le montant des pensions compensées est de 3 464 283 milliers d'euros contre 2 986 028 milliers d'euros au 31.12.2024.

Note 12. Opérations avec la clientèle – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	22 570 933	3 949 332	26 520 265	21 600 647	4 471 861	26 072 508
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	400 101	84 170	484 271	535 065	97 639	632 704
Comptes ordinaires	12 513 711	0	12 513 711	11 800 386	0	11 800 386
Comptes à terme et emprunts	0	4 704 360	4 704 360	0	5 565 672	5 565 672
Titres donnés en pension livrée	0	0	0	0	0	0
Centralisation CDC (1)	-9 300 233	0	-9 300 233	-8 834 205	0	-8 834 205
Dettes rattachées	38 643	50 112	88 755	43 958	57 014	100 972
Total	26 223 154	8 787 974	35 011 128	25 145 851	10 192 186	35 338 037

(1) Suite à l'amendement du règlement ANC 2014 -07, les montants centralisés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation viennent en déduction des dépôts d'épargne clientèle.

Note 13. Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	Principal	Dettes rattachées	Total	Principal	Dettes rattachées	Total
Bons de caisse	10 975	276	11 252	11 014	389	11 403
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	4 402 353	49 962	4 452 315	4 904 663	78 492	4 983 155
Emprunts obligataires	13 571 486	172 394	13 743 880	12 352 671	145 443	12 498 115
Total	17 984 814	222 633	18 207 447	17 268 348	224 324	17 492 673

Au 31.12.2025, les primes d'émission s'élèvent à 97 491 milliers d'euros et les primes de remboursement s'élèvent à 75 milliers d'euros.

Emprunts obligataires

(En milliers d'euros)						
Date d'émission	Principal	Costs	Total	Type	Durée en années	Taux
12/08/2011	22 000	0	22 000	Obligations internationales	18	E3M + 1.550%
31/10/2011	40 000	0	40 000	Obligations internationales	20	E3M
08/03/2018	19 000	0	19 000	Obligations internationales	12	1.850%
06/09/2018	5 000	0	5 000	Obligations internationales	20	2.850%
21/09/2018	5 000	0	5 000	Obligations internationales	20	2.060%
02/10/2018	5 000	0	5 000	Obligations internationales	23	3.000%
28/12/2018	12 000	0	12 000	Obligations internationales	15	1.860%
25/03/2019	10 000	0	10 000	Obligations internationales	20	2.635%
27/03/2019	10 000	0	10 000	Obligations internationales	15	1.910%
15/04/2019	500 000	0	500 000	Obligations internationales	7	1.625%
23/05/2019	500 000	0	500 000	Obligations internationales	10	1.125%
20/09/2019	36 912	0	36 912	Obligations internationales	10	Taux indexé
24/09/2019	10 000	0	10 000	Obligations internationales	20	1.165%
03/10/2019	500 000	0	500 000	Obligations internationales	9	0.375%
14/10/2019	25 000	0	25 000	Obligations internationales	17	0.730%
07/05/2020	750 000	0	750 000	Obligations internationales	7	0.875%
14/05/2020	10 000	0	10 000	Obligations internationales	15	1.555%
11/06/2020	750 000	0	750 000	Obligations internationales	9	1.250%
28/10/2020	500 000	0	500 000	Obligations internationales	6	0.010%
09/11/2020	6 756	0	6 756	Obligations internationales	11	Taux indexé
11/01/2021	12 890	0	12 890	Obligations internationales	10	Taux indexé
11/03/2021	500 000	0	500 000	Obligations internationales	12	0.875%
03/05/2021	19 160	0	19 160	Obligations internationales	10	Taux indexé
25/10/2021	500 000	0	500 000	Obligations internationales	10	0.875%
08/11/2021	10 062	0	10 062	Obligations internationales	11	Taux indexé
18/01/2022	500 000	0	500 000	Obligations internationales	8	0.750%
07/03/2022	7 674	0	7 674	Obligations internationales	4	Taux indexé
03/05/2022	99 996	0	99 996	Obligations internationales	10	Taux indexé
23/06/2022	50 000	0	50 000	Obligations internationales	12	CMS 20Y+0,620%
28/07/2022	90 000	0	90 000	Obligations internationales	8	0.750%
03/08/2022	100 000	0	100 000	Obligations internationales	8	0.750%
19/09/2022	1 000 000	0	1 000 000	Obligations internationales	5	3.375%

23/09/2022	10 000	0	10 000	Obligations internationales	7	E3M+1.780%
01/12/2022	500 000	0	500 000	Obligations internationales	10	4.250%
12/04/2023	100 000	0	100 000	Obligations internationales	10	0.875%
28/04/2023	25 000	0	25 000	Obligations internationales	12	Taux indexé
02/05/2023	19 631	0	19 631	Obligations internationales	10	Taux indexé
19/05/2023	104 000	0	104 000	Obligations internationales	10	3.982%
22/05/2023	50 456	0	50 456	Obligations internationales	8	4.300%
22/05/2023	32 698	0	32 698	Obligations internationales	5	3.700%
22/05/2023	500 000	0	500 000	Obligations internationales	5	3.875%
07/06/2023	25 000	0	25 000	Obligations internationales	12	Taux indexé
29/06/2023	50 000	0	50 000	Obligations internationales	10	0.875%
11/09/2023	5 897	0	5 897	Obligations internationales	10	Taux indexé
11/09/2023	57 184	0	57 184	Obligations internationales	10	Taux indexé
11/09/2023	61 982	0	61 982	Obligations internationales	5	3.500%
11/09/2023	52 538	0	52 538	Obligations internationales	8	4.000%
02/10/2023	500 000	0	500 000	Obligations internationales	8	4.125%
13/11/2023	19 574	0	19 574	Obligations internationales	5	Taux indexé
13/11/2023	24 742	0	24 742	Obligations internationales	5	Taux indexé
01/12/2023	750 000	0	750 000	Obligations internationales	11	4.125%
09/01/2024	32 058	0	32 058	Obligations internationales	10	Taux indexé
11/03/2024	34 463	0	34 463	Obligations internationales	10	Taux indexé
03/04/2024	750 000	-471	749 529	Obligations internationales	9	3.625%
13/05/2024	35 842	0	35 842	Obligations internationales	10	Taux indexé
13/05/2024	72 182	0	72 182	Obligations internationales	10	4.200%
18/06/2024	8 007	0	8 007	Obligations internationales	10	Taux indexé
17/09/2024	77 589	0	77 589	Obligations internationales	13	4.800%
17/09/2024	33 454	0	33 454	Obligations internationales	10	Taux indexé
17/09/2024	65 269	0	65 269	Obligations internationales	11	Taux indexé
23/09/2024	29 726	0	29 726	Obligations internationales	6	Taux indexé
25/10/2024	500 000	-339	499 661	Obligations internationales	10	3.309%
04/11/2024	4 216	0	4 216	Obligations internationales	11	Taux indexé
04/11/2024	8 766	0	8 766	Obligations internationales	11	Taux indexé
14/01/2025	83 498	0	83 498	Obligations internationales	10	Taux indexé
14/01/2025	52 020	0	52 020	Obligations internationales	10	Taux indexé
14/01/2025	36 148	0	36 148	Obligations internationales	10	Taux indexé
18/02/2025	37 061	0	37 061	Obligations internationales	10	Taux indexé
18/02/2025	27 394	0	27 394	Obligations internationales	10	Taux indexé
22/04/2025	25 146	0	25 146	Obligations internationales	10	Taux indexé
22/04/2025	24 866	0	24 866	Obligations internationales	10	Taux indexé
22/04/2025	31 887	0	31 887	Obligations internationales	10	Taux indexé
06/05/2025	500 000	-353	499 647	Obligations internationales	7	3.307%
27/05/2025	18 434	0	18 434	Obligations internationales	10	Taux indexé
17/07/2025	750 000	-558	749 442	Obligations internationales	10	3.635%
09/09/2025	43 763	0	43 763	Obligations internationales	10	Taux indexé
09/09/2025	56 431	0	56 431	Obligations internationales	10	Taux indexé
09/09/2025	27 929	0	27 929	Obligations internationales	10	Taux indexé
15/09/2025	15 647	0	15 647	Obligations internationales	12	4.000%
04/11/2025	86 289	0	86 289	Obligations internationales	13	4.000%
04/11/2025	73 171	0	73 171	Obligations internationales	11	Taux indexé
04/11/2025	36 800	0	36 800	Obligations internationales	11	Taux indexé
05/12/2025	500 000	0	500 000	Obligations internationales	5	3.128%
13 573 208		-1 722	13 571 486			

Note 14. Autres Passifs

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Primes reçues sur instruments conditionnels vendus	10 491	3 729
Dépôts de garantie reçus sur instruments financiers	909 225	328 373
Etat	127 793	121 836
Impôts différés passifs	-	-
Rémunérations dues au personnel	57 747	42 829
Charges sociales	27 150	15 678
Versements sur titres restant à effectuer	100 095	100 370
Divers	-13 450	5 889
Total	1 219 052	618 703

Note 15. Comptes de régularisation – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	452 304	383 882
Produits constatés d'avance	612 054	640 186
Charges à payer	411 148	472 770
Comptes d'ajustement	5 861	6 179
Comptes de régularisation divers	41 831	46 165
Total	1 523 198	1 549 182

Note 16. Provisions

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres variations	31.12.2025
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	9 876	4 223	-	-3 272	-	10 827
Provisions pour engagement de retraite	25 234	554	-	-660	426	25 554
Provisions charges de personnel	838	204	-120	-107	-	814
Provisions litiges	1 183	2 441	-345	-476	-	2 803
Provision épargne logement	6 011	4 584	-	-	-	10 595
Autres provisions	4 600	1 410	-106	-1 608	-	4 298
Total	47 742	13 416	-570	-6 123	426	54 891
Variation nette					7 149	

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation compris entre 3,46% et 4,11%. Ce taux est déterminé en référence à l'indice iBoxx corporate AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0,00% et 6,17% et un taux de revalorisation des salaires brut d'inflation compris entre 2,84% et 3,51%. Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

Ventilation de la variation nette des provisions :

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Produit net bancaire	7 120	-4 477
Charges générales d'exploitation	-921	2 396
Coût du risque	951	2 415
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-	-
Impôt sur les sociétés	-	-
Total	7 149	334

Provisions pour risques sur engagements au titre des comptes et plans épargne-logement :

Comptes et plans épargne-logement sur la phase épargne : encours et provisions

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans épargne-logement	3 910 494	-2 737	4 420 819	-2 620
Ancienneté de moins de 4 ans	460 729	-580	417 401	-124
Ancienneté de 4 à 10 ans	127 551	-493	649 891	-311
Ancienneté de plus de 10 ans	3 322 215	-1 664	3 353 527	-2 185
Comptes épargne-logement	914 985	-7 335	903 573	-2 922
Total	4 825 480	-10 072	5 324 392	-5 542

Crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans épargne-logement : encours et provisions

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans épargne-logement	28 845	-329	19 579	-146
Comptes épargne-logement	14 267	-194	10 173	-322
Total	43 111	-523	29 752	-468

Note 17. Dettes subordonnées

Dettes subordonnées représentant au moins 10 % du total des dettes subordonnées (En milliers d'euros)	Montant	Devise	Taux	Echéance	Conditions de la subordination	Possibilité de remboursement anticipé
Titres subordonnés	30 000	eur	3,40%	14/03/2031	Tier 2	oui
Titres subordonnés	750 000	eur	3,38%	11/03/2031	Tier 2	oui
Titres subordonnés	500 000	eur	3,50%	09/02/2029	Tier 2	oui
Titres subordonnés	25 000	eur	3,81%	28/01/2031	Tier 2	oui
Titres subordonnés	500 000	eur	4,81%	15/05/2035	Tier 2	oui
Titres subordonnés	499 720	eur	3,25%	01/06/2026	Tier 2 Capital	non
Dettes rattachées	61 938				-	-
Total	2 366 658					

Note 18. Capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
CAPITAL	3 040 048	-	136 317	3 176 365
PRIME D'EMISSION	9 837	-	70	9 907
Total réserves	3 284 433	126 377	-71	3 410 739
Réserve légale	600 900	29 030	-2	629 928
Réserves facultatives et statutaires	2 625 410	97 347	-69	2 722 688
Réserves plus-values à long terme	-	-0	-	-0
Autres réserves	58 123	-	-	58 123
PROVISIONS REGLEMENTEES	4 579	11	-	4 590
ECART DE REEVALUATION	-	-	-	-
REPORT A NOUVEAU CREDITEUR	32 278	-5 031	-	27 247
REPORT A NOUVEAU DEBITEUR	-	-	-	-
RESULTAT DE L'EXERCICE	201 221	-201 221	182 162	182 162
Intérêts versés sur parts sociales	-	79 865	-	-
Total	6 572 396	0	318 478	6 811 010

Le capital est composé de parts A pour 28 887 milliers d'euros, de parts B pour 18 457 milliers d'euros, de nouvelles parts B pour 3 125 439 milliers d'euros et de parts C pour 3 583 milliers d'euros.

Note 19. Opérations avec les établissements du réseau

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Créances sur les établissements du réseau	1 553 647	1 521 356
A vue	13 052	19 951
A terme	1 540 595	1 501 405
Dettes sur les établissements du réseau	62 192	59 715
A vue	62 177	59 700
A terme	15	15

Note 20. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros)	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
Actif						
Créances sur établissements de crédit	4 754 411	7 544 921	14 105 204	13 457 401	486 758	40 348 695
à vue	183 564	0	0	0	2 359	185 923
à terme	4 570 846	7 544 921	14 105 204	13 457 402	484 399	40 162 772
Créances sur la clientèle	2 371 201	3 185 467	14 128 176	29 258 435	88 971	49 032 250
créances commerciales	2 907	0	0	0	0	2 907
autres concours à la clientèle	1 606 107	3 185 467	14 128 176	29 258 437	81 134	48 259 321
comptes ordinaires débiteurs	762 186	0	0	0	7 836	770 022
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 319 878	857 513	3 634 930	4 985 910	106 427	10 904 658
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	15 524 739	3 357 098	20 134 014	21 753 107	528 214	61 297 172
à vue	14 479 726	0	0	0	66 349	14 546 075
à terme	1 045 012	3 357 098	20 134 014	21 753 107	461 866	46 751 097
Opérations avec la clientèle	30 070 448	2 662 160	1 086 039	619 456	573 025	35 011 128
comptes d'épargne à régime spécial	16 352 006	292 448	196 758	378 819	484 271	17 704 302

à vue	13 270 700	0	0	0	400 101	13 670 801
à terme	3 081 307	292 448	196 758	378 819	84 170	4 033 502
autres dettes	13 718 440	2 369 712	889 281	240 637	88 755	17 306 825
à vue	12 513 712	0	0	0	38 642	12 552 354
à terme	1 204 730	2 369 712	889 281	240 637	50 112	4 754 472
Dettes représentées par un titre	1 519 115	3 219 786	5 757 507	7 488 407	222 632	18 207 447
bons de caisse	111	4 000	6 865	0	276	11 252
titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	1 019 100	2 708 050	303 223	371 980	49 962	4 452 315
emprunts obligataires	499 904	507 736	5 447 420	7 116 426	172 394	13 743 880

Note 21. Actifs et passifs en devise

Les actifs et passifs en devises s'élèvent respectivement au 31 décembre 2025 à 204 259 milliers d'euros et 265 546 milliers d'euros.

Note 22. Engagements de l'activité bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés	6 377 309	5 801 347
Engagements de financement	3 000 043	3 065 236
en faveur des établissements de crédit	231 000	223 926
en faveur de la clientèle	2 769 043	2 841 310
Engagements de garantie	3 365 494	2 732 923
d'ordre d'établissements de crédit	58 484	41 289
d'ordre de la clientèle	3 307 009	2 691 634
Engagements sur titres	11 772	3 188
autres engagements donnés	11 772	3 188
Engagements reçus	15 171 008	14 661 862
Engagements de financement	13 260 398	12 810 344
reçus des établissements de crédit	13 260 398	12 810 344
Engagements de garantie	1 751 816	1 671 169
reçus des établissements de crédit	1 751 816	1 671 169
Engagements sur titres	158 794	180 349
autres engagements reçus	158 794	180 349

Suite à la réforme du dispositif de liquidité en date du 10 octobre 2024 de la Caisse de Refinancement de l'Habitat, Crédit Mutuel Arkéa s'engage à constituer un gage-espèces au profit de la CRH qui ne se traduirait par une contribution en trésorerie auprès de la CRH qu'en cas de perte de ratings durant les périodes de pré-testing. Au 31/12/2025, Crédit Mutuel Arkéa n'a aucune obligation arrivant à échéance avant le 30/09/2026, il n'y a donc aucun engagement de financement donnés en faveur de la CRH.

Les engagements reçus comprennent la garantie reçue de la Banque Européenne d'Investissement pour un montant de 72 507 milliers d'euros au titre des prêts garantis par l'Etat distribués par Crédit Mutuel Arkéa.

Ventilation des actifs remis en garantie de passif

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Banque de France	13 739 416	13 596 028
Caisse des Dépôts et Consignations	449 428	495 434
Banque Européenne d'Investissement	522 666	365 044
Arkéa Home Loans SFH	12 556 607	11 931 771
Caisse de Refinancement de l'Habitat	683 483	546 821
Arkéa Public Sector SCF	943 599	761 384
Caisse Centrale du Crédit Mutuel	986	1 194
Total	28 896 185	27 697 676

Note 23. Opérations sur instruments financiers à terme**Valeur nominale des contrats****Par nature**

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	Opérations de couverture	Autres opérations	Total	Opérations de couverture	Autres opérations	Total
Opérations fermes						
Opérations sur marchés organisés (1)	-	-	-	-	-	-
contrats de taux	-	-	-	95 246 020	-	95 246 020
contrats de change	-	-	-	-	-	-
autres opérations	-	-	-	3 715 511	-	3 715 511
Opérations de gré à gré	-	-	-	-	-	-
accords de taux futurs	-	-	-	-	-	-

swaps de taux	128 025 887	-	128 025 887	21 311 496	-	21 311 496
swaps financiers	-	-	-	-	-	-
autres opérations	-	-	-	6 302 155	-	6 302 155
Opérations conditionnelles						
Contrats de taux plancher/plafond	-	-	-	-	-	-
achetés	13 407 251	-	13 407 251	5 770 668	4 352 910	10 123 578
vendus	217 449	4 848 552	5 066 002	4 906 427	-	4 906 427
Options de taux, change et autres	-	-	-	-	-	-
achetées	172 135	-	172 135	240 467	-	240 467
vendues	172 135	-	172 135	240 467	-	240 467
Total	141 994 856	4 848 552	146 843 408	137 733 212	4 352 910	142 086 122
<i>(1) Les swaps d'intérêts conclus de gré à gré pour lesquels une compensation centrale est effectuée sont reclassés en opération relevant du gré à gré pour 102 156 956 milliers d'euros en 2025.</i>						

Par durée restant à courir

(En milliers d'euros)	31.12.2025			
	- de 1 an	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans	Total
Instruments de taux	-	-	-	-
Marché de gré à gré	-	-	-	-
Swaps de taux	11 950 772	47 958 271	68 116 843	128 025 886
Contrats de taux plancher / plafond	3 183 227	11 564 728	4 069 567	18 817 522
Autres options	-	-	-	-
Total	15 133 999	59 522 999	72 186 410	146 843 408

Juste valeur

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Instruments de taux	635 990	195 237
Autres options	-	-

Note 24. Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit (1)	2 923 492	-2 997 698	4 124 847	-3 741 210
Opérations avec la clientèle	1 111 462	-799 440	981 175	-1 017 999
Obligations et autres titres à revenu fixe	438 239	-488 188	305 152	-507 400
Autres opérations	6 591	-11	9 630	-48
Total	4 479 785	-4 285 337	5 420 804	-5 266 657
<i>(1) Dont charges sur les opérations relatives aux dettes subordonnées : 88 416 milliers d'euros au 31.12.2025 et 107 561 milliers d'euros au 31.12.2024.</i>				

Note 25. Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Actions et autres titres à revenu variable	109	126
Participations et autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	302 761	338 087
Total	302 870	338 213

Note 26. Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	5 627	-370	5 539	-393
Opérations avec la clientèle	49 409	-	48 455	-3
Opérations sur titres	582	-1 045	816	-1 086
Opérations de change	289	-	310	-
Opérations sur hors-bilan	2 553	-5 578	-298	4 310
Prestations de services financiers	536 748	-81 361	545 730	-88 945
Total	595 208	-88 353	600 552	-86 117

Note 27. Gains ou pertes sur opérations de portefeuille**Portefeuilles de négociation**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Opérations sur titres de transaction	-	-
Opérations de change	872	-221
Opérations sur instruments financiers à terme	67	191
De taux d'intérêt	67	191
Divers	-	-
Total	939	-30

Portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Opérations sur titres de placement	-	-
Plus-values de cession	32 953	34 643
Moins-values de cession	-10 774	-2 799
Dotations aux dépréciations	-23 087	-48 981
Reprises des dépréciations	27 208	14 416
Total	26 301	-2 721

À noter qu'au 31.12.2024, un total de - 13 055 milliers d'euros concernait des titres de participation. Ce montant aurait dû figurer dans la rubrique des gains ou pertes sur actifs immobilisés. Le total de la rubrique gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés aurait ainsi été de + 10 334 milliers d'euros au 31.12.2024.

Note 28. Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Frais de personnel	-581 769	-570 238
Salaires et traitements	-333 180	-337 288
Charges sociales	-155 911	-155 713
dont charges de retraite	-36 127	-36 192
Intéressement et participation	-39 258	-27 388
Impôts et taxes afférentes	-53 419	-49 849
Autres frais administratifs	-219 813	-273 846
Impôts et taxes	-12 236	-16 419
Services extérieurs (1)	-511 694	-519 619
Charges refacturées	304 117	262 193
Total	-801 582	-844 084

(1) Conformément au règlement ANC n° 2023-03, à compter des exercices ouverts au 1er janvier 2025, les transferts de charges sont supprimés. Au titre de l'exercice 2024, les transferts de charges sont de 401 K€.

Ventilation des effectifs du personnel salarié

	31.12.2025	31.12.2024
	Personnel salarié	Personnel salarié
Employés	2 667	2 364
Cadres	4 337	4 317
Total	7 004	6 681

À méthode comparable avec celle de 2025, les effectifs pour l'exercice 2024 sont de 4 335 collaborateurs cadres et 2 747 collaborateurs employés, soit un total de 7 082 personnes.

La rémunération globale allouée aux membres du Conseil d'administration de Crédit Mutuel Arkéa s'élève à 1 420 milliers d'euros en 2025 (contre 1 354 milliers d'euros en 2024).

La rémunération brute totale versée aux principaux dirigeants du groupe au 31 décembre 2025 s'élève à 3 379 milliers d'euros (*) (contre 2 216 milliers d'euros au 31 décembre 2024), y compris l'indemnité de fin de mandat de l'ancienne directrice générale déléguée.

(*) La Directrice générale, la Directrice générale déléguée, les Directeurs généraux délégués.

Note 29. Coût du risque

(En milliers d'euros)		31.12.2025	31.12.2024
Créances	Dotations	-128 898	-92 761
	Reprises utilisées	22 599	18 393
	Reprises devenues disponibles	67 240	51 661
	Récupération sur créances amorties	1 715	1 553
	Créances irrécouvrables couvertes	-22 721	-18 416
	Créances irrécouvrables non couvertes	-9 166	-8 659
Risques hors-bilan	Dotations	-1 612	-1 043
	Reprises utilisées	-	-
	Reprises devenues disponibles	-502	403
Titres	Dotations	-1 350	-698
	Reprises	-	-
Provisions pour autres risques et charges	Dotations	-	-
	Reprises	-	-
Solde		-72 696	-49 567

Note 30. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)	Dotations aux dépréciations (1)	Moins-values de cessions (2)	Reprises des dépréciations (3)	Plus-values de cessions	31.12.2025
Immobilisation corporelles et incorporelles	-	-	-	602	602
Participations, autres titres détenus à long terme	-31 880	-33 523	39 087	2	-26 313
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-	-
Titres d'investissement	-	-	-	-	-
Total	-31 880	-33 523	39 087	604	-25 711

A noter qu'au 31.12.2024, un total de - 13 055 milliers d'euros figurait dans la rubrique des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés au lieu de la rubrique des gains ou pertes sur actifs immobilisés. Le total de la rubrique gains ou pertes sur actifs immobilisés aurait ainsi été de - 56 095 milliers d'euros au 31.12.2024 après prise en compte de ces opérations.

Note 31. Résultat Exceptionnel

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Charges exceptionnelles diverses	-	-212
Produits exceptionnels divers	-	128
Total	-	-84

Note 32. Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Charge fiscale courante hors apport des filiales intégrées (1)	-9 011	-794
Apport des filiales intégrées (2)	33 800	49 838
Créance de carry back	-	-
Charge fiscale différée nette et divers	2 615	1 124
Total	27 403	50 168
Résultat avant impôt, résultat exceptionnel et FRBG	111 852	50 300
Taux effectif	24,50%	99,74%
(1) Dont contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises : 12 448 milliers d'euros.		
(2) Dont contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises : 14 463 milliers d'euros.		

Les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le taux effectif au 31.12.2025 s'analyse comme suit :

	31.12.2025	31.12.2024
Taux normal d'impôt (y compris les contributions)	25,83%	25,83%
Différences permanentes	-71,20%	-198,52%
Différences temporaires	-0,29%	2,88%
Impositions aux taux réduits	-0,82%	-13,72%
Impact situation déficitaire	6,01%	3,55%
Autres	15,97%	80,24%
Taux effectif	-24,50%	-99,74%

La variation du taux effectif est principalement liée à une reprise du FRBG inférieure en 2025 (47 013K€) en comparaison avec 2024 (102 542K€) (postes "Différences permanentes" et "Autres").

Note 33. Intégration Fiscale

Crédit Mutuel Arkéa est la société mère d'un groupe fiscalement intégré au sens des dispositions des articles 223 et suivants du code général des impôts. Ce groupe comprend au 31.12.2025 : Arkéa Assistance, Arkéa Bourse Retail, Arkéa Direct Bank, Arkéa Lending Services, Arkéa SCD, Arkéa Sécurité, Caisse Régionale du CMSO, Château Calon Ségur, Des 2Terroirs, Izimmo, Les Terroirs de Suravenir, Nextalk, Suravenir, Suravenir Assurances, Caisse s du Crédit Mutuel de Bretagne et du Crédit Mutuel Sud-Ouest.

Note 34. Implantation dans les Etats qui n'ont pas conclu de convention administrative avec la France permettant l'accès aux renseignements bancaires dans le cadre de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale

Crédit Mutuel Arkéa n'est pas implanté dans des Etats ou territoires non coopératifs selon l'article 238-0 A du Code Général des Impôts.

Note 35. Comptes consolidés

Crédit Mutuel Arkéa constitue, avec les Fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Crédit Mutuel du Sud-Ouest, les Caisses de Crédit Mutuel affiliées, la société mère pour l'établissement des comptes consolidés de Crédit Mutuel Arkéa.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site :

https://www.cm-arkea.com/arkea/banque/assurances/c_9172/fr/documents-d-enregistrement-universels

Note 36. Rapport de Gestion

En application du règlement ANC 2014-07, le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse suivante :

Crédit Mutuel Arkéa
1, rue Louis Lichou
29480 Le Relecq-Kerhuon / BREST

Note 37. Evénements post clôture

Néant.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels globalisés

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale
CREDIT MUTUEL ARKEA
1 rue Louis Lichou
29480 Le Relecq-Kerhuon.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels globalisés du Crédit Mutuel Arkéa relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels globalisés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité des comptes.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels globalisés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels globalisés sont les suivants :

Pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit :

- Emission de lettres de confort notamment dans le cadre de programme d'émission obligataires ;
- Rapports relatifs au statut de société à mission ;
- Réalisation de missions de conformité réglementaire.

Pour le cabinet Deloitte & Associés :

- Emission de lettres de confort notamment dans le cadre de programme d'émission obligataires ;
- Rapports relatifs au statut de société à mission.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03 exposées dans l'annexe aux comptes annuels globalisés.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels globalisés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels globalisés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels globalisés pris isolément.

• **Titres de participation et parts dans les entreprises liées** - Note 7 et « Principes comptables et méthodes d'évaluation » des annexes sur les comptes annuels globalisés.

Risque identifié

Les postes « Participations et autres titres détenus à long-terme » et « Parts dans les entreprises liées » sont comptabilisés au bilan pour une valeur nette de 6 652 millions d'euros.

Comme indiqué dans la note « Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées » de l'annexe aux comptes annuels globalisés, ils sont comptabilisés pour la valeur la plus faible entre le coût d'achat hors frais d'acquisition et la valeur d'utilité.

Dans le contexte d'incertitude et de tension économique, impactant les résultats et projections financières du groupe Crédit Mutuel Arkéa, l'entité doit s'assurer de la présence ou non d'indices de pertes de valeur sur ces titres, notamment sur leur prise en compte dans les prévisions réalisées dans les plans d'affaires et sur les variables prises pour l'actualisation des flux en découlant.

La comparaison entre la valeur nette comptable des titres et leur valeur recouvrable est un élément essentiel de l'appréciation de la nécessité d'une éventuelle dépréciation.

La valeur d'utilité fait l'objet d'une évaluation annuelle qui fait intervenir plusieurs techniques d'évaluation et des hypothèses macroéconomiques, notamment :

- Le recours à l'actif net réévalué ;
- Le recours à l'évaluation des fonds propres s'appuyant sur des données actuarielles ;
- Le recours à la méthode de la rentabilité future escomptée qui s'appuie sur des données prévisionnelles ainsi qu'un taux d'actualisation et un taux de croissance à l'infini.

Il s'agit d'une estimation qui requiert l'exercice du jugement par la direction dans son choix des éléments pertinents à prendre en compte.

Compte tenu de la sensibilité des modèles utilisés aux variations de données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations, nous avons considéré l'évaluation des titres comme un point clé de l'audit.

Notre approche d'audit

Nous avons analysé le processus mis en place par Crédit Mutuel Arkéa pour identifier l'éventuel besoin de dépréciation des titres de participation et évaluer ces dépréciations le cas échéant, ainsi que les contrôles mis en œuvre relatifs à ce processus.

Nos principaux travaux ont été réalisés en mobilisant nos experts en valorisation et ont consisté en :

- une analyse de la justification des méthodes d'évaluation utilisées par la direction pour déterminer les valeurs d'utilité des participations et des entreprises liées ;
- une analyse technique de la construction d'une sélection de modèles de valorisations ainsi que la revue des hypothèses utilisées pour déterminer les paramètres financiers retenus ;
- une revue critique d'une sélection de plans d'affaires prévisionnels établis par les directions des entités concernées, et approuvés par le Conseil d'administration et apprécié la pertinence du processus budgétaire en réalisant une comparaison des réalisations avec les budgets antérieurs. Une attention particulière a été portée aux impacts du contexte de tension économique portée par une inflation forte et un durcissement des financements qui ont été mis à jour dans ces plans prévisionnels ;
- une revue des analyses de sensibilité conduites à la fois sur les paramètres financiers et sur les plans d'affaires ;
- la réalisation d'une contre-valorisation sur une sélection d'entités.

Enfin nous avons validé les informations communiquées par Crédit Mutuel Arkéa portant sur les titres de participations, figurant en note 7 de l'annexe des comptes annuels globalisés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels globalisés adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels globalisés des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels globalisés adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels globalisés des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225 -37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires***Format de présentation des comptes annuels globalisés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel***

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels globalisés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la Direction Générale.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels globalisés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels globalisés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Mutuel Arkéa par vos assemblées générales, du 11 mai 2021 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 11 mai 2007 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 5ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 19ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels globalisés

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels globalisés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels globalisés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels globalisés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels globalisés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels globalisés***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels globalisés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels globalisés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821 -55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels globalisés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels globalisés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels globalisés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

• il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels globalisés et évalue si les comptes annuels globalisés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité des comptes

Nous remettons au comité des comptes un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité des comptes figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels globalisés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité des comptes la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 13 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre CLAVIE

Nicolas JOLIVET

Deloitte & Associés
Jean-Marc MICKELER

Jean-Vincent COUSTEL

VII. — Rapport de gestion

En application du règlement ANC n°2014-07, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante : CREDIT MUTUEL ARKEA : 1 rue Louis Lichou, 29480 LE RELECQ-KERHUON

B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2025

I. — Bilan

(en millions d'euros)

Actif	Notes	30.12.2025	31.12.2024
Caisse, banques centrales	1	12 290	10 232
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2	1 973	1 897
Instruments dérivés de couverture	3	317	3 293
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4	11 314	11 648
Titres au coût amorti	5	1 556	1 548
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1	15 146	14 201
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	6	93 141	90 382
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-2 381	-1 761
Placements financiers des activités d'assurance	7	74 350	63 417
Actifs des contrats d'assurance émis	21	-	-
Actifs des contrats de réassurance détenus	21	122	163
Actifs d'impôts courants	8	231	182
Actifs d'impôts différés	9	251	176
Comptes de régularisation et actifs divers	10	1 215	1 059
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	11	238	246
Immeubles de placement	12	127	140
Immobilisations corporelles	13	451	422
Immobilisations incorporelles	14	809	721
Ecarts d'acquisition	15	457	463
Total de l'actif		211 604	198 429

Passif	Notes	30.12.2025	31.12.2024
Banques centrales	16	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	17	2 847	2 769
Instruments dérivés de couverture	3	89	3 066
Dettes représentées par un titre	18	28 258	25 943
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	16	5 120	4 309
Dettes envers la clientèle	19	91 938	89 241
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-879	-890
Passifs d'impôts courants	8	153	52
Passifs d'impôts différés	9	416	317
Comptes de régularisation et passifs divers	20	11 621	6 088
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs des contrats d'assurance émis	21	58 993	55 001
Passifs des contrats de réassurance détenus	21	-	-

Provisions	22	284	259
Dettes subordonnées	23	2 279	2 343
Capitaux propres totaux		10 485	9 931
Capitaux propres part du Groupe		10 466	9 918
Capital et réserves liées	24	3 182	3 045
Réserves consolidées	24	7 045	6 835
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	25	-211	-358
Résultat de l'exercice		450	395
Intérêts minoritaires		19	13
Total du passif		211 604	198 429

II. — Compte de résultat
(en millions d'euros)

Compte de résultat	Notes	30.12.2025	31.12.2024
Intérêts et produits assimilés	29	4 288	5 030
Intérêts et charges assimilées	29	-3 562	-4 403
Commissions (produits)	30	1 057	909
Commissions (charges)	30	-273	-228
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	31	147	101
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	32	5	12
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti	33	-	-
Produits nets des activités d'assurance	34	514	497
Produits des contrats d'assurance émis		1 233	1 180
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis		-753	-715
Produits et charges afférentes aux contrats de réassurance détenus		-48	-47
Produits nets des placements financiers liés aux activités d'assurance		2 302	1 614
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis		-2 222	-1 539
Produits financiers ou charges financières des contrats de réassurance détenus		3	3
Produits des autres activités	35	278	338
Charges des autres activités	35	-74	-87
Produit net bancaire		2 380	2 168
Gains ou pertes sur cession - dilution des entreprises mises en équivalence	36	44	15
Produit net bancaire y compris gains ou pertes sur cession - dilution des entreprises mises en équivalence		2 424	2 184
Charges générales d'exploitation	37	-1 458	-1 416
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	38	-122	-85
Résultat brut d'exploitation		844	682
Coût du risque de crédit	39	-237	-180
Résultat d'exploitation		607	502
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	11	7	10
Gains ou pertes nets sur autres actifs	40	0	-1
Variation de valeur des écarts d'acquisition		-11	-11
Résultat avant impôts		603	500
Impôt sur les bénéfices	41	-147	-100
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		-	-
Résultat net		456	400
Dont intérêts minoritaires		6	4
Résultat net (part du groupe)		450	395

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	Notes	30.12.2025	31.12.2024
Résultat net		456	400
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)		66	-59
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables (nets d'impôts)		0	0
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables de l'activité d'assurance		0	0
Réévaluation des contrats d'assurances et de réassurance en capitaux propres recyclables		4	4
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises MEE (nets d'impôts)		3	-5
Eléments recyclables en résultat net		74	-60
Ecart actuariel au titre des régimes à prestations définies (nets d'impôts)		1	0
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat (nets d'impôts)		1	-3
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres (nets d'impôts)		-29	-180
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance		-13	-1

Effets de la réévaluation des contrats d'assurance en VFA - non recyclables		0	0
Quote-part non recyclable des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE (nets d'impôts)		0	0
Eléments non recyclables en résultat net		-39	-184
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	42	35	-244
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		491	156
dont part du Groupe		485	151
dont part des intérêts minoritaires		6	5

III. — Tableau de variation des capitaux propres
(en millions d'euros)

	Capital et réserves liées	Réserves consolidées	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat part du groupe	Capitaux propres part du Groupe	Part des minoritaires	Capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2023	2 894	6 507	-114	417	9 704	9	9 713
Augmentation / réduction de capital	151	-	-	-	151	-	151
Affectation du résultat 2023	-	417	-	-417	-	-	-
Distribution 2024 au titre du résultat 2023	-	-87	-	-	-87	-	-87
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	3 045	6 837	-114	-	9 768	9	9 777
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-244	-	-244	-	-244
Résultat 2024	-	-	-	395	395	4	399
Sous-total	3 045	6 837	-358	395	9 919	13	9 932
Autres variations	-	-1	-	-	-1	-	-1
Capitaux propres au 31 décembre 2024	3 045	6 836	-358	395	9 918	13	9 931
Augmentation / réduction de capital	136	-	-	-	136	-	136
Affectation du résultat 2024	0	395	0	-395	0	0	0
Distribution 2025 au titre du résultat 2024	-	-80	-	-	-80	-	-80
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	3 181	7 151	-358	-	9 974	13	9 987
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-112	147	-	35	-	35
Résultat 2025	-	-	-	450	450	6	456
Sous-total	3 181	7 039	-211	450	10 459	19	10 478
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises MEE	-	2	-	-	2	-	2
Autres variations	-	5	-	-	5	-	5
Capitaux propres au 31 décembre 2025	3 181	7 046	-211	450	10 466	19	10 485

Tableau des flux de trésorerie nette
(en millions d'euros)

	30.12.2025	31.12.2024
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles		
Résultat net	456	400
Impôt	147	100
Résultat avant impôt	603	500
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	143	123
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	10	10
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	150	130
Quote-part de perte/(bénéfice) dans les sociétés mises en équivalence	-5	-11
Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-44	-23
(Produits)/charges des activités de financement	-	-
Autres mouvements	3 925	3 650
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et des autres ajustements	4 179	3 879
Opérations interbancaires	8	-2 410
Opérations avec la clientèle	-128	440
Opérations sur autres actifs/passifs financiers	-10 932	-7 086
Opérations sur autres actifs/passifs non financiers	5 957	1 227
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	6	7
Impôts versés	-90	-58
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-5 180	-7 879

Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	-403	-3 500
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement		-
Actifs financiers et participations	-24	-1 989
Immeubles de placement	-5	7
Immobilisations corporelles et incorporelles	-241	-253
Autres	-	-
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-270	-2 234
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement		-
Flux de trésorerie provenant/à destination des actionnaires	62	94
Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	2 864	2 285
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	2 926	2 379
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 253	-3 355
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	-403	-3 500
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-270	-2 234
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	2 926	2 379
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	10 163	13 518
Caisse, banques centrales (actif & passif)	10 232	13 577
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-69	-59
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	12 416	10 163
Caisse, banques centrales (actif & passif) (Notes 1 et 9)	12 290	10 232
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (Notes 1 ; 7c et 9)	126	-69
Variation de la trésorerie nette	2 253	-3 355

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

La notion de trésorerie nette comprend le solde net des comptes de caisse, banques centrales ainsi que le solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du groupe, y compris ceux relatifs aux titres de créances négociables.

Les variations de trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les changements liés aux capitaux propres et les dettes subordonnées.

V. — Annexes aux comptes consolidés 31 décembre 2025

Faits marquants de l'exercice

Le 28 janvier 2025, le Conseil d'administration a validé le nouveau plan stratégique.

Avec **Faire 2030**, le Groupe a l'ambition d'être un acteur majeur du développement durable des territoires, en conquête dans ses fédérations et caisses locales du Crédit Mutuel de Bretagne et du Crédit Mutuel du Sud-Ouest, mais aussi au niveau national, où ses filiales spécialisées vont accentuer leur présence et leur engagement.

Ce nouveau plan doit permettre d'accélérer fortement sur les marchés de la banque en ligne, du capital-investissement, de la gestion responsable d'actifs ou des prestations bancaires en marque blanche, en maintenant une forte dynamique dans l'assurance-vie.

La mise en œuvre d'une promesse client, « **Avec vous, de toutes nos forces** », commune à l'ensemble des entités du Groupe traduit l'engagement collectif, au service de la satisfaction des sociétaires et clients.

Grâce à une activité soutenue, le Groupe réalise des résultats en bonne progression en 2025 ; ils permettent de réaffirmer l'utilité de l'ensemble des métiers au service de ses sociétaires et clients et du développement de ses territoires.

La dynamique commerciale génère des revenus en hausse de 11 % sur un an à 2 424 M€, tirés notamment par la marge d'intérêt, les commissions et les gains sur cessions.

Les frais de gestion à 1 580 M€ sont en croissance maîtrisée de 5 %, en appui de la mise en œuvre des priorités définies dans le nouveau plan stratégique.

Ainsi le coefficient d'exploitation à 65,2 % est en amélioration de 3,6 points.

Le coût du risque à 237 M€ est en hausse de 57 M€, principalement du fait du coût du risque avéré sur les professionnels et les entreprises. Quelques secteurs subissent tout particulièrement les conséquences conjoncturelles d'un environnement économique morose et instable.

L'impôt sur les bénéfices à 147 M€ intègre les effets de la surtaxe exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour 15 M€.

En synthèse le résultat net part du groupe à 450 M€ est en progression de 55 M€ sur un an.

En 2025, Crédit Mutuel Arkéa a finalisé l'acquisition de :

- Seqino, solution digitale de facturation électronique immatriculée Plateforme agréée, consolidée par intégration globale ;
- RTFS Advisory, société de conseil rattachée au pôle Assurance, gestion d'actifs et distribution externe, qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au second semestre 2025.

En octobre 2025, le Groupe a réalisé la cession de sa participation dans Swen Capital Partners.

Normes comptables appliquées

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes internationales, Crédit Mutuel Arkéa a établi ses documents de synthèse au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne et applicable à cette date (Les normes adoptées par l'Union Européenne sont consultables sur le site internet de la Commission Européenne : https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing_fr?prefLang=fr)

Au 31 décembre 2025, le groupe applique les normes en vigueur au 1^{er} janvier 2025 adoptées par l'Union Européenne. Le groupe n'a pas anticipé l'application d'autres normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne lorsque l'application en 2025 n'est qu'optionnelle.

Le groupe publie son Rapport Financier Annuel 2025 au format ESEF (European Single Electronic Format) tel que défini par le Règlement européen délégué 2019/815 modifié par le règlement délégué 2020/1989.

Amendements applicables au 1er janvier 2025

Le groupe applique depuis le 1er janvier 2025, les amendements à IAS 21 Effets des variations des cours des monnaies étrangères qui précisent les cas dans lesquels une monnaie est convertible en une autre monnaie et, lorsqu'elle ne l'est pas, comment l'entreprise détermine le taux de change à appliquer et quelles informations elle doit fournir. Le groupe n'étant pas concerné par ces problématiques, il n'y a pas d'impact dans nos comptes.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Le groupe applique la norme IFRS 9 « Instruments Financiers » et l'amendement à IFRS 9 : « Clause de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative », adoptés par l'Union Européenne respectivement le 22 novembre 2016 et le 22 mars 2018 pour ses activités banque et assurance.

Le groupe applique pour ses activités d'assurance la norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » publiée en mai 2017 puis amendée en juin 2020 et adoptée par l'Union européenne en novembre 2021.

Utilisation de jugements et d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du groupe exige la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations comportant des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par plusieurs facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux,
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change,
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays,
- les changements climatiques et environnementaux,
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Les estimations comptables nécessitant la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif évalués à la juste valeur,
- dépréciations des actifs financiers et des engagements de garantie et de financement soumis à dépréciation,
- l'évaluation actualisée et probabilisée des passifs et actifs d'assurance par groupes de contrats,
- tests de dépréciation des actifs incorporels,
- impôts différés actifs,
- provisions.

Les modalités de recours éventuels à des jugements ou estimations sont précisées dans les principes comptables et méthodes d'évaluation décrits ci-dessous.

• Description du scénario économique de référence

Le scénario économique de référence retenu pour l'arrêté du 31 décembre 2025 s'appuie sur les principales hypothèses ci-après.

Le scénario économique central, validé en septembre 2025, se base sur une révision à la hausse des perspectives de croissance tandis que les projections sur le CAC 40 demeurent inchangées pour 2026.

En zone euro, la croissance resterait modeste en 2026, bridée par l'atonie des exportations européennes (tarifs douaniers, pertes de part de marché, etc.), des conditions de financement peu favorables et de fortes incertitudes. Sur le front international, ces incertitudes resteraient significatives, notamment du côté des relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Par ailleurs, la diffusion des plans de soutien allemands resterait limitée, même si, au-delà de l'impact direct sur le PIB, ce stimulus pourrait favoriser le redressement de la confiance.

En France, la croissance du PIB augmenterait légèrement en 2026 (+0,8 % après +0,7 %), portée principalement par le redémarrage progressif de la demande intérieure, qui s'est montrée plus résistante que prévu. Néanmoins, la demande intérieure resterait fondamentalement en sous régime, pénalisée par l'instabilité politique, qui resterait vive à l'approche de l'élection présidentielle de 2027. Du côté de la politique budgétaire, la consolidation serait moins restrictive qu'annoncée initialement, autour de 5,0 % (après 5,4 % attendu en 2025), avec un effort budgétaire attendu autour de 35 milliards d'euros. Au-delà de 2026, la croissance devrait tendre progressivement vers 1,0 % à l'horizon 2028, grâce à une hausse de la consommation et de l'investissement privé, ainsi qu'une amélioration des exportations. L'emploi restera résilient avec une stabilisation attendue du taux de chômage en 2026, autour de 7,7 %. En 2026, l'inflation française (IPC) se redresserait nettement, après le creux de 2025, tout en demeurant sur des niveaux faibles (+1,7 % après +1,0 % en 2025). Dans le détail, ce redressement refléterait principalement la dissipation d'importants effets de base négatifs sur les prix de l'énergie, après la baisse de 15 %, début 2025, des prix de l'électricité. L'inflation retrouverait dès 2027 le seuil de 2 % visé par la Banque centrale européenne.

Parmi les principaux aléas pesant sur le scénario :

- aléas de croissance : un regain de tensions sur les questions internationales (géopolitiques, tensions commerciales, etc.) pourrait retarder la reprise de la confiance et affecter davantage le commerce extérieur. De plus, une aggravation de la crise budgétaire en France ou une crise de la dette souveraine, ailleurs dans le monde, pourraient également nuire à la confiance et exercer une pression haussière sur les taux d'intérêt européens. En revanche, si les mesures de soutien allemandes sont mises en œuvre plus rapidement que prévu, leur impact pourrait se diffuser plus rapidement au sein de la zone euro ;

- aléas sur les prix : une escalade commerciale entre l'Union européenne et les Etats-Unis pourrait se traduire par la mise en place, en Europe, de droits de douane sur les importations en provenance des Etats-Unis, exerçant une pression haussière sur les prix des biens importés. De plus, une reprise plus ample qu'anticipé de l'activité économique, en lien notamment avec un déploiement rapide des plans d'investissement allemands, soutiendrait les salaires et limiterait le reflux de l'inflation sous-jacente. A contrario, le déroutage des importantes surcapacités de production chinoises, du marché américain, désormais restreint, vers l'Europe pèserait sur les prix des biens, contribuant à faire plonger l'inflation plus largement sous la cible de la BCE. Enfin, la persistance d'une activité en sous régime, en raison par exemple d'une confiance durablement dégradée, contribuerait à maintenir longuement l'inflation sous la cible de la BCE : l'atonie de l'activité entraînerait une dégradation plus marquée du marché du travail et accentuerait la concurrence entre les entreprises, contraintes de restreindre leurs marges.

Instruments financiers

La norme IFRS 9 distingue des règles de classification comptable différentes pour les instruments de capitaux propres (ou actions ou autres titres à revenu variable) et pour les instruments de dettes (ou obligations, prêts ou autres titres à revenu fixe).

Pour déterminer la catégorie comptable des instruments de dettes (titres de dettes, prêts et créances), l'analyse des deux critères suivants est nécessaire :

- Le modèle de gestion qui synthétise la manière dont l'entité gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie : « Collecte de flux de trésorerie », « Collecte de flux de trésorerie et vente » ou « Autres » ;
- La nature des flux de trésorerie qui seront dits « SPPI – Solely payments of principal and interests » s'ils correspondent à des flux de trésorerie d'un prêt basique et plus précisément si « les conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû ».

• Modèles de gestion

Le modèle de gestion représente la manière dont sont gérés les instruments pour générer des flux de trésorerie et des revenus. Il repose sur des faits observables, et n'est pas fondé sur une simple intention du management. Il ne s'apprécie pas au niveau de l'entité, ni instrument par instrument, mais s'appuie sur un niveau de regroupement supérieur, qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés collectivement. Il se détermine à l'initiation et peut être remis en cause en cas de changement de modèle.

Pour le déterminer, il est nécessaire d'observer toutes les indications disponibles, dont :

- la manière dont est reportée la performance de l'activité aux décisionnaires,
- le mode de rémunération des gestionnaires,
- la fréquence, le calendrier et les volumes des ventes des périodes précédentes,
- la raison des ventes,
- les prévisions de ventes futures,
- la manière dont est évalué le risque.

Dans le cadre du modèle de collecte, certains exemples de cessions autorisées sont indiqués explicitement dans la norme :

- en lien avec une augmentation du risque de crédit,
- proches de la maturité.

Ces cessions « autorisées » ne sont pas prises en compte dans l'analyse du caractère significatif et fréquent des ventes réalisées sur un portefeuille. Par ailleurs, les cessions liées à des changements du cadre réglementaire ou fiscal feront l'objet d'une documentation au cas par cas afin de démontrer le caractère « non fréquent » de telles cessions.

Pour les autres cas de cessions, des seuils ont été définis en fonction de la maturité des actifs.

Le groupe a développé principalement un modèle de collecte des flux contractuels des actifs financiers, qui s'applique notamment aux activités de financement des clients.

Ce modèle est également celui retenu pour les activités de gestion de leur portefeuille pour compte propre par les entités d'assurance.

Il gère également des actifs financiers sur la base d'un modèle fondé sur la collecte des flux contractuels des actifs financiers et sur la vente de ces actifs. Au sein du groupe, le modèle de collecte des flux contractuels et ventes s'applique essentiellement aux activités de gestion de trésorerie et de gestion du portefeuille de liquidité.

• Caractéristiques des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie contractuels, qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû, sont compatibles avec un contrat dit basique.

Dans un contrat basique, les intérêts représentent principalement la contrepartie de la valeur temps de l'argent (y compris en cas d'intérêts négatifs) et du risque de crédit. Les intérêts peuvent également inclure le risque de liquidité, les frais de gestion administrative de l'actif, ainsi qu'une marge commerciale.

Toutes les clauses contractuelles doivent être analysées, notamment celles qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels. La possibilité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère SPPI des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant remboursé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts courus ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

L'analyse des flux de trésorerie contractuels peut également nécessiter leur comparaison avec ceux d'un instrument de référence, lorsque la composante valeur temps de l'argent, incluse dans les intérêts, est susceptible d'être modifiée en raison des clauses contractuelles de l'instrument. C'est le cas, par exemple, si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement, mais que la fréquence des révisions est décorrélée de la durée pour laquelle le taux d'intérêt est établi (révision mensuelle d'un taux à un an par exemple) ou si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement sur la base d'une moyenne de taux d'intérêt.

Si l'écart entre les flux contractuels non actualisés de l'actif financier et ceux de l'instrument de référence est significatif ou peut le devenir, cet actif financier ne pourra pas être considéré comme basique.

Selon les cas, l'analyse est qualitative ou quantitative. Le caractère significatif ou non de l'écart s'apprécie pour chaque exercice et cumulativement sur la durée de vie de l'instrument. L'analyse quantitative tient compte d'un ensemble de scénarios raisonnablement possibles.

S'agissant des actifs financiers dont la rémunération est indexée sur les critères ESG, une analyse est effectuée afin de vérifier que les changements de flux de trésorerie attendus reflètent un changement du risque de crédit qui n'introduit pas d'effet levier.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués notamment par les titres de dettes (à taux fixe ou variable), les titres de capitaux propres et les prêts aux établissements de crédit et à la clientèle :

- détenus à des fins de transaction (modèle de gestion « Revente ») ; ou
- dont les flux de trésorerie ne correspondent pas à ceux d'un prêt basique (flux de trésorerie « non SPPI ») ; les instruments de type OPC (Organisme de Placement Collectif) et FCP (Fonds Commun de Placement) seront comptabilisés à ce titre ; ou

- relevant de l'application de l'option ouverte par la norme IFRS 9 permettant de désigner un instrument financier en juste valeur par résultat si cela élimine ou réduit significativement une incohérence de traitement comptable.

Cette option de comptabilisation à la juste valeur par résultat est appliquée aux actifs sous-jacents liés à un contrat d'assurance avec participation directe et répondant favorablement au test SPPI.

Par défaut, les titres de capitaux propres sont également comptabilisés à la juste valeur par résultat.

Les actifs à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, hors frais d'acquisition et coupons courus inclus.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat, dans la rubrique intitulée « intérêts et produits assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs à l'en cours net d'origine. Les dividendes reçus des titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Sont également comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » les variations de juste valeur de la période, en date d'arrêt, ainsi que les plus ou moins-values réalisées sur des actifs de cette catégorie.

Aucune dépréciation n'est enregistrée sur les actifs à la juste valeur par résultat, le risque de contrepartie étant intégré dans la valeur de marché (juste valeur).

Instruments financiers dérivés de transaction et de couverture – actif et passif

Conformément à l'option proposée par IFRS 9 dans l'attente de la finalisation et de l'adoption du volet IFRS 9 relatif à la macro-couverture, le Crédit Mutuel Arkéa a décidé de ne pas adopter le volet Couverture IFRS 9 et continue d'appliquer l'intégralité des dispositions IAS 39 en matière de couverture.

Toutefois, les informations complémentaires sur la couverture requises par la norme IFRS 7 amendée sont présentées depuis le 1^{er} janvier 2018.

Les instruments financiers dérivés sont considérés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés comptablement de couverture.

Le groupe traite principalement des instruments dérivés simples (swaps, options vanilles) notamment de taux et classés en niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur.

Les instruments dérivés font l'objet de conventions-cadres de compensation permettant en cas de défaut de la contrepartie de compenser les positions gagnantes et perdantes. Le groupe négocie des accords-cadres de compensation de type ISDA (International Swaps and Derivatives Association) à chaque transaction de dérivés. A travers ces contrats de collatéralisation, le groupe reçoit ou verse en garantie uniquement du cash.

Selon la norme IAS 32, pour qu'une entité puisse procéder à la compensation comptable, le droit de compenser les montants comptabilisés doit être exécutoire en toute circonstance, tant dans le cadre des activités normales qu'en cas de défaut d'une des parties. Dans ce cadre, le Groupe inscrit à son bilan le montant net des instruments financiers conclus avec certaines chambres de compensation dès lors que les conditions prévues par la norme sont remplies. Ainsi les montants 2025 sont compensés pour les opérations qui le nécessitent.

La norme IFRS 13 prévoit la prise en compte du risque de crédit propre dans la valorisation des passifs financiers dérivés (Debt Value Adjustment - DVA) et l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la juste valeur des dérivés (Credit Value Adjustment - CVA).

Le groupe calcule la CVA et la DVA sur des instruments financiers dérivés pour chaque contrepartie avec laquelle il est exposé.

Le calcul de la CVA résulte du produit entre l'exposition attendue positive du groupe vis-à-vis de la contrepartie, estimée selon la méthode dite de Monte-Carlo, multipliée par la probabilité de défaut (PD) de la contrepartie et par le taux des pertes en cas de défaut (LGD). Le calcul de la DVA résulte du produit entre l'exposition attendue négative du groupe vis-à-vis de la contrepartie, estimée selon la méthode dite de Monte-Carlo, multipliée par la probabilité de défaut du groupe et par le taux des pertes en cas de défaut.

La méthodologie de calculs s'appuie sur les données de marché, notamment sur les courbes CDS (Credit Default Swap) pour l'estimation des PD.

Le FVA (« Funding Valuation Adjustment ») a pour objet de matérialiser le coût de financement des positions sur instruments dérivés. Le calcul du FVA résulte du produit entre l'exposition nette attendue du groupe vis-à-vis de l'ensemble des contreparties, multipliée par une estimation du coût de financement sur les marchés.

Le montant comptabilisé au bilan au titre des ajustements de valeur au 31 décembre 2025 est de 3 M€.

Pour qualifier un instrument financier de dérivé de couverture, le groupe établit une documentation formalisée de l'opération de couverture dès la mise en place : stratégie de couverture, désignation de l'instrument ou de la portion d'instrument couvert, nature du risque couvert, désignation de l'instrument de couverture, modalités d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture.

Conformément à cette documentation, le groupe évalue, lors de sa mise en place et au moins semestriellement, l'efficacité de la relation de couverture. Une relation de couverture est considérée comme efficace :

- si le rapport entre la variation de valeur des dérivés de couverture et la variation de valeur des instruments couverts pour le risque couvert est compris entre 80 % et 125 % ; et
- si les variations de valeur des dérivés de couverture attendues sur la durée de vie résiduelle de ces dérivés compensent celles attendues sur les instruments couverts pour le risque couvert.

En fonction de la nature du risque couvert, le groupe désigne l'instrument financier dérivé comme un instrument de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Risques couverts :

La micro-couverture est une couverture partielle des risques qu'encourt une entité sur les actifs et passifs qu'elle détient. Elle s'applique spécifiquement à un ou plusieurs actifs ou passifs pour lesquels l'entité couvre le risque de variation défavorable d'un type de risque, en intervenant via des dérivés.

La macro-couverture vise à immuniser l'ensemble du bilan du groupe contre des évolutions défavorables, notamment des taux.

Le groupe ne couvre comptablement que le risque de taux, via la micro-couverture, ou plus largement par le biais de la macro-couverture.

La gestion globale du risque de taux est explicitée dans les facteurs de risques, au sein de la partie « Risques structurels de taux et de liquidité », tout comme les autres risques qui peuvent faire l'objet d'une couverture économique se traduisant par l'adossement naturel des actifs/passifs ou la comptabilisation des dérivés en transaction.

La micro-couverture s'effectue notamment dans le cadre des asset swaps, et vise généralement à transformer synthétiquement un instrument à taux fixe en un instrument à taux variable.

Couverture de juste valeur :

La couverture de juste valeur a pour objet de réduire le risque de variation de juste valeur d'une opération financière. Elle est notamment utilisée pour couvrir le risque de taux des actifs et passifs à taux fixe.

Dans le cas d'opérations de couverture de juste valeur, la variation de juste valeur du dérivé est inscrite en résultat dans le poste « gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », symétriquement à la réévaluation du risque couvert. Seule apparaît en résultat l'éventuelle inefficacité de la couverture. Elle peut résulter de :

- la composante « risque de contrepartie » intégrée dans la valeur des dérivés,
- la différence de courbe de valorisation entre les éléments couverts et de couverture. En effet, les swaps sont valorisés avec une courbe OIS (Overnight Indexed Swap) s'ils sont collatéralisés ou avec une courbe BOR dans le cas inverse ; les éléments couverts sont valorisés avec une courbe BOR.

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'opérations de macro-couverture ont pour objet de couvrir de façon globale tout ou partie du risque structurel de taux issu principalement des activités de la banque de détail. Pour le traitement comptable de ces opérations, le groupe applique les dispositions prévues par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (dite IAS 39 « carve-out »).

Le traitement comptable des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de macro-couverture de juste valeur est identique à celui des dérivés de couverture de juste valeur. La variation de juste valeur des portefeuilles couverts est enregistrée sur une ligne spécifique du bilan, intitulée « écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », par la contrepartie du compte de résultat. Conformément à IAS 39, la réévaluation est comptabilisée à l'actif pour la couverture d'actifs financiers et au passif pour la couverture de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est contrôlée de manière prospective en s'assurant que les dérivés, lors de leur mise en place, réduisent le risque de taux du portefeuille couvert. Les relations de couverture doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leur sont associés deviennent insuffisants à partir de la dernière date à laquelle l'efficacité de la couverture a été constatée.

La couverture de flux de trésorerie ainsi que la couverture d'investissements nets en devises ne sont pas utilisées par le groupe.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont constitués des titres (à taux fixe ou variable) :

- détenus en vue de collecter les flux de trésorerie inhérents à l'instrument et de générer des gains et pertes dans le cadre de cessions ; et
- dont les flux de trésorerie correspondent à ceux d'un prêt basique (flux de trésorerie « SPPI »).

Ces instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur, à savoir leur prix d'acquisition, frais d'acquisition - s'ils sont significatifs - et coupons courus inclus. En date d'arrêt, ces titres sont évalués à leur juste valeur, la contrepartie des variations de valeur étant enregistrée sur une rubrique spécifique des capitaux propres « gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres ».

Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat qu'en cas de cession ou de dépréciation au titre du risque de crédit.

Les revenus courus ou acquis de titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat dans la rubrique intitulée « intérêts et produits assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie inclut également les instruments de capitaux propres qui relèvent de l'application de l'option irrévocable ouverte par la norme IFRS 9 lors de la comptabilisation initiale. Ce choix irrévocable est opéré, transaction par transaction, c'est-à-dire à chaque entrée d'un titre en portefeuille.

Ces actifs ne font pas l'objet de dépréciation.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sur ces instruments ne sont jamais constatés en compte de résultat pour les titres de capitaux propres, même en cas de cession.

Les dividendes reçus des titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers au coût amorti respectent les critères suivants :

- ils sont détenus en vue de collecter les flux de trésorerie inhérents à l'instrument ; et
- les flux de trésorerie correspondent à ceux d'un prêt basique (flux de trésorerie « SPPI »).

La grande majorité des prêts et créances du groupe sur les établissements de crédit et sur la clientèle qui ne sont pas destinés à la vente dès leur octroi sont comptabilisés dans la catégorie « prêts et créances au coût amorti ».

Les titres de dettes (à taux fixe ou variable) qui respectent les critères édictés précédemment sont également comptabilisés au coût amorti.

Ils sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération et les commissions analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt. En date d'arrêt, les actifs financiers sont évalués au coût amorti. Les intérêts, les coûts de transaction et les commissions inclus dans la valeur initiale des crédits sont étalés sur la durée de vie du crédit selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils contribuent ainsi à la formation du résultat sur la durée de vie du prêt.

En ce qui concerne les prêts, les commissions perçues sur des engagements de financement dont la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible ou dont les utilisations sont aléatoires dans le temps et dans leur montant, sont étalées linéairement sur la durée de l'engagement.

Une restructuration en raison de difficultés financières de l'emprunteur se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur.

Pour les restructurations n'entraînant pas une décomptabilisation de l'actif financier, l'actif restructuré fait l'objet d'un ajustement de valeur ramenant sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus. La modification de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat.

La restructuration d'un prêt suite aux difficultés financières du débiteur entraîne une novation du contrat. Suite à la définition de cette notion par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE), le groupe a mis en place une identification des crédits restructurés (Forbearance) sur les créances.

Les modifications d'actifs financiers qui ne sont pas réalisées en raison des difficultés financières de l'emprunteur (i.e. renégociations commerciales) sont généralement analysées comme le remboursement par anticipation de l'ancien prêt, qui est décomptabilisé, suivi de la mise en place d'un nouveau prêt aux conditions de marché.

Opérations de location financement avec la clientèle

Les opérations de location sont qualifiées d'opérations de location financement lorsqu'elles ont pour effet de transférer au locataire la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété du bien loué. A défaut, elles sont qualifiées de location simple.

Les opérations de location financement sont enregistrées au bilan pour un montant correspondant à la valeur actualisée au taux d'intérêt implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire, augmentés de toute valeur résiduelle non garantie. Les intérêts compris dans les loyers sont enregistrés au compte de résultat dans la rubrique « intérêts et produits assimilés ».

Dépréciation des actifs financiers et engagements donnés

Conformément aux dispositions IFRS 9, une provision pour pertes attendues est comptabilisée dès l'entrée de l'actif financier au bilan.

Les actifs financiers concernés incluent :

- les instruments de dettes (titres et prêts et créances) comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres
- les créances de location
- les autres créances, de type créances clients, créances relevant de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ».

Les engagements de financement ou de garantie donnés qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat font également partie du périmètre soumis à dépréciation. Les instruments de capitaux propres ainsi que les instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par résultat ne font pas l'objet de provision pour dépréciation au titre du risque de crédit.

Des dépréciations sont également constituées sur les créances assorties de garanties, dès lors qu'il existe un risque de crédit attendu.

La dépréciation est enregistrée au sein de la rubrique « Coût du risque » et peut être reprise en compte de résultat lorsque la provision pour perte attendue calculée diminue.

Dans le cadre du modèle de provisionnement IFRS 9, les actifs financiers faisant l'objet d'une provision pour dépréciation sont regroupés en 3 groupes, dit « buckets », selon le niveau de risque de crédit :

- **Bucket 1** : la norme IFRS 9 introduit la notion de « perte attendue » ; en conséquence, le risque de crédit/contrepartie ne pouvant être nul quel que soit l'actif considéré, une provision pour risque de crédit individuelle est calculée (sur la base des pertes attendues à 1 an) et enregistrée dès la comptabilisation de l'actif financier.
- **Bucket 2** : si, pendant la durée de vie de l'instrument, le risque de crédit augmente significativement, l'encours est reclassé en bucket 2 et une provision pour perte attendue à maturité est comptabilisée.
- **Bucket 3** : en cas de risque de crédit avéré (situation de défaut), l'encours est classé en bucket 3. Une provision pour perte attendue à maturité est comptabilisée. Dans ce cas de figure, l'ensemble des créances portées par un emprunteur ou un groupe d'emprunteurs ayant des contrats et/ou créances actives en commun en défaut est systématiquement affecté en Bucket 3, et fait unitairement l'objet d'une provision affectée pour dépréciation de créance.

Les principaux critères conduisant à déclasser en défaut une contrepartie ou un groupe d'emprunteur (obligor) sont les suivants :

- La connaissance d'une procédure collective, d'une procédure de rétablissement personnel, l'information de la recevabilité d'une procédure de surendettement ou de procédures équivalentes liées à des législations étrangères ;
- Un recouvrement amiable devenu impossible ;
- La contagion du défaut selon les règles retenues dans le cadre de la réglementation bâloise ;
- Un doute sur la capacité du débiteur à honorer tout ou partie de ses engagements ;
- pour les crédits considérés comme restructurés : un impayé de plus de trente jours ou une nouvelle mesure de restructuration ;
- Un arriéré emprunteur de plus de 90 jours.

En matière d'arriéré, les règles retenues par le groupe sont les suivantes :

- un incident (irrégulier ou impayé) est constaté sur un emprunteur ou un groupe d'emprunteurs ayant des contrats et/ou créances actives en commun ;
- l'arriéré est la somme des tous les montants en incident dus par cet emprunteur ou le groupe d'emprunteurs auprès de l'ensemble des entités prêteuses du Crédit Mutuel Arkéa dès le 1er centime d'euro ;
- pour le décompte du nombre de jours d'arriéré un seuil de matérialité est appliqué. Le franchissement du seuil est constaté lorsque ses 2 composantes sont dépassées :
 - une composante absolue avec un seuil (capital + intérêts) de 100 € pour la clientèle Retail et de 500 € pour la clientèle non retail,
 - une composante relative avec un seuil de 1 % appliqué au ratio Arriéré / Montant total des engagements bilan de l'emprunteur ou groupe d'emprunteurs.
- la notion de période probatoire se définit comme une durée minimum de maintien en défaut à partir de l'extinction des critères réglementaires de défaut. La période probatoire est de 3 mois minimum.

- Augmentation significative du risque de crédit

Le groupe s'appuie sur les modèles développés pour les besoins prudentiels et a ainsi retenu un découpage similaire de ses encours pour évaluer l'augmentation significative du risque de crédit :

- les portefeuilles LDP (« Low Default Portfolio », portefeuille à faible nombre de défaut pour lequel le modèle de notation repose sur une évaluation expert) : grands comptes, banques, collectivités, souverains, financements spécialisés,
- les portefeuilles HDP (« High Default Portfolio », portefeuille à fort nombre de défaut pour lequel les données historiques permettent d'établir un modèle de notation statistique) : Corporate de masse, Retail.

L'augmentation significative du risque de crédit, qui implique un transfert d'un encours de bucket 1 à bucket 2, s'apprécie :

- en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables, et
- en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec celui à la date de la comptabilisation initiale.

Cela se traduit par la mesure du risque au niveau de l'emprunteur. Les contreparties du groupe sont notées par le système de notation. Celui-ci se fonde sur :

- des algorithmes statistiques ou « notations de masse », reposant sur un ou plusieurs modèles, basés sur une sélection de variables représentatives et prédictives du risque (HDP), ou
- des grilles de cotation manuelles élaborées par des experts (LDP).

L'évaluation de la variation du risque depuis la comptabilisation initiale est réalisée contrat par contrat. Contrairement au bucket 3, le transfert d'un contrat d'un client en bucket 2 n'entraîne pas le transfert de l'ensemble de ses encours ou de ceux de ses parties liées (absence de contagion).

L'approche des pertes de crédit attendues sous IFRS 9 est symétrique, c'est-à-dire que si des pertes de crédit attendues à maturité ont été comptabilisées lors d'une précédente période d'arrêt et s'il s'avère qu'il n'y a plus, pour l'instrument financier et pour la période d'arrêt en cours, d'augmentation significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale, la provision est à nouveau calculée sur la base d'une perte de crédit attendue à 12 mois.

A noter que le groupe applique le principe de symétrie prévu par la norme. Ainsi, les critères d'aller et de retour en bucket 2 sont identiques.

➤ Critères quantitatifs

Les seuils quantitatifs de passage en bucket 2 pour les portefeuilles LDP et HDP sont présentés ci-dessous.

Courbe frontière HDP

Sur les portefeuilles HDP, une courbe frontière, continue et croissante, met en rapport la probabilité de défaut à l'octroi et la probabilité de défaut à l'arrêt.

Le groupe utilise la simplification opérationnelle proposée par la norme permettant le maintien en bucket 1 des encours présentant un risque faible en date d'arrêt, évalué par une PD en date d'arrêt inférieure à 0,3%.

Au-delà de ce niveau, la courbe frontière tient compte de PD fixées :

- à 3 fois la PD à l'octroi, pour les PD en date inférieures à 2 %,
- 4 points au-dessus de la PD à l'octroi, pour les PD en date supérieures à 2 %.

Ainsi, un contrat avec une probabilité de défaut à l'octroi de 1 % passera en bucket 2 dès lors que la probabilité de défaut en date d'arrêt est supérieure à 3 %. De même, un contrat avec une probabilité de défaut à l'octroi de 3 % passera en bucket 2 dès lors que la probabilité de défaut en date d'arrêt est supérieure à 7 %.

Le Crédit Mutuel Arkéa s'appuie sur deux corrélations pour démontrer que les TD 12 mois sont prédictifs des TD à maturité et justifier ainsi que l'augmentation significative de risque s'évalue à partir de la probabilité de défaut à 12 mois. Il s'agit d'une part d'une corrélation en vision statique entre TD 12 mois et les TD multi-maturités cumulés (cette étude de corrélation a été conduite au moment de la FTA IFRS 9 et est reconduite tous les ans), et, d'autre part d'une corrélation en vision dynamique entre le TD 12 mois et le TD marginal de chaque maturité.

Matrice LDP

Sur les portefeuilles LDP, la frontière repose sur une matrice d'affectation qui met en rapport les notations internes à l'octroi et en date d'arrêt.

Notes à l'octroi	Notes seuil passage en B2
de A+ à B-	D+
C+	D-
de C- à D-	E+

Ainsi, un contrat avec une note à l'octroi de B+ passera en Bucket 2 dès lors que la note en date d'arrêt est inférieure ou égale à D+.

➤ Critères qualitatifs

Le groupe associe à ces données quantitatives les critères qualitatifs suivants :

- L'existence d'un incident de plus de 30 jours permet dans tous les cas au groupe d'apprécier l'évolution significative du risque de crédit avec un passage en Bucket 2,
 - Les encours restructurés font l'objet d'un déclassement automatique en Bucket 2 et ne peuvent faire l'objet d'un retour en Bucket 1 que sous réserve de l'observation d'une période probatoire de 24 mois,
 - S'agissant du portefeuille titres, les encours « sensibles » notés en « Speculative grade » (cotation inférieure ou égale à D+) font l'objet d'un déclassement automatique en Bucket 2 alors que les instruments financiers à risque de crédit faible classés en « Investment grade » (cotation entre A+ et C-) restent en Bucket 1.
- Des méthodes reposant exclusivement sur les critères qualitatifs sont utilisées pour les entités ou petits portefeuilles, classés prudemment en méthode standard et ne disposant pas de systèmes de notation.

• Buckets 1 et 2 – calcul des pertes de crédit attendues

En termes de calcul, le modèle de provisionnement prend en compte :

- la probabilité de défaut du débiteur ;
- la perte en cas de défaut du débiteur (c'est-à-dire le rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment du défaut) ;
- l'exposition du Crédit Mutuel Arkéa (c'est-à-dire les encours relatifs à cette contrepartie au bilan et sur les engagements donnés).

Ces éléments doivent également prendre en considération les informations passées, présentes et futures (dites « forward looking »).

Les pertes de crédit attendues sont évaluées en multipliant l'encours par sa probabilité de défaut (PD) et par le taux de pertes en cas de défaut (LGD). Le hors-bilan est converti en équivalent bilan sur la base de la probabilité de tirage. La probabilité de défaut à 1 an est utilisée pour le bucket 1 et celle à terminaison pour le bucket 2. Ces paramètres sont utilisés tant pour l'affectation aux buckets que pour le calcul des pertes attendues.

Les garanties sont prises en compte dans l'estimation des flux futurs recouvrables lorsqu'elles font partie intégrante des modalités contractuelles des prêts sur lesquels portent ces garanties et qu'elles ne font pas l'objet d'une comptabilisation séparée. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

➤ Probabilités de défaut

Elles reposent pour :

- les portefeuilles HDP (High Default Portfolio) sur lesquels les taux de défaut sont statistiquement significatifs, sur les modèles homologués en méthode IRBA (Internal Ratings-Based Approach);
- les portefeuilles LDP (Low Default Portfolio) sur lesquels les taux de défaut ne sont pas statistiquement significatifs, sur une échelle de probabilité de défaut externe.

➤ Pertes en cas défaut

Elles reposent pour :

- les portefeuilles HDP, sur les flux de récupérations observés sur un historique long, actualisés aux taux d'intérêts des contrats ;
- les portefeuilles LDP, sur des niveaux réglementaires.

➤ Facteurs de conversion

Ils servent à convertir les encours hors-bilan en équivalent bilan et reposent principalement sur les modèles prudentiels.

➤ Dimension prospective

La dimension prospective est prise en compte dans le paramètre Probabilité de Défaut (PD) à travers la notion de "Forward Looking". Le Forward Looking impacte à la fois :

- la valeur des PD aux différentes maturités,
- et l'affectation par bucket des encours : en effet, l'application de paramètres forward looking aura un impact sur l'analyse de la dégradation significative et par conséquent sur l'affectation par bucket.

Pour le calcul des pertes de crédit attendues, la norme requiert la prise en compte des informations raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective. L'élaboration de la dimension prospective requiert d'anticiper l'évolution de l'économie et de relier ces anticipations aux paramètres de risques.

Pour les portefeuilles HDP et LDP, la dimension prospective incluse dans la probabilité de défaut intègre trois scénarios (optimiste, neutre, pessimiste), qui seront pondérés en fonction de la vision du groupe quant à l'évolution du cycle économique sur 5 ans. Le groupe s'appuie sur des données macroéconomiques disponibles auprès des agences reconnues de statistiques nationales ou internationales pour définir son scénario économique de référence. Un volet climatique est intégré dans les scénarios économiques. Il s'agit de valoriser le risque de transition dans les données macro-économiques.

L'approche prospective est ajustée pour intégrer des éléments qui n'auraient pas été capturés par les scénarios parce qu'ils sont :

- récents au sens où ils se sont produits quelques semaines avant la date d'arrêt des comptes ;
- non intégrables à un scénario : par exemple des évolutions réglementaires ou contextuelles qui affecteraient avec certitude et de façon significative les paramètres de risque et dont la mesure d'impact est possible moyennant le recours à certaines hypothèses.

• Bucket 3 : comptabilisation

Les dépréciations sont déterminées par différence entre le coût amorti et la somme actualisée des flux futurs estimés. Pour le contentieux, l'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. Au compte de résultat, les mouvements de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Coût du risque », sauf en ce qui concerne les reprises relatives aux effets de la désactualisation, qui sont portées en « intérêts et produits assimilés ».

Le poste "Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance" comprend les éléments de résultat relatifs à la comptabilisation du risque de crédit pour les placements financiers des activités d'assurance, tels que défini par IFRS 9 :

- les flux de provisions et dépréciations couvrant les pertes à douze mois et à maturité relatifs aux :
 - instruments de dettes comptabilisés au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres ;
 - engagements soumis à dépréciation IFRS 9.
- les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances antérieurement comptabilisées en pertes.

• Actifs financiers dépréciés dès l'origine

Il s'agit de contrats présentant des pertes de crédit avérées en date de comptabilisation initiale (origination ou acquisition). Ces actifs financiers doivent faire l'objet d'une comptabilisation spécifique selon les dispositions de la norme IFRS 9.

A date d'arrêt, ces contrats sont identifiés dans une catégorie « actifs dépréciés dès l'origine » et font l'objet d'un provisionnement selon la même méthode que les expositions en bucket 2, à savoir une perte attendue sur la durée de vie résiduelle du contrat.

• Calcul des pertes de crédit attendues au 31 décembre 2025

Des modèles reliant des données macroéconomiques et les taux de défaut observés permettent de disposer d'une vision prospective du risque (Forward Looking) et ce, pour chaque scénario pris individuellement. Les probabilités de défaut retenues sont une expression pondérée des probabilités de défaut propres à chaque scénario selon leur probabilité d'occurrence.

Le dispositif de provisionnement du portefeuille est maintenu :

- les modèles et processus d'identification du risque de crédit, qui composent le système de notation interne (SNI), demeurent efficaces dans le contexte économique actuel,
- le groupe est doté d'un dispositif d'alertes précoces qui permet d'anticiper et de détecter des signes avant-coureurs de fragilité des clients,

- les paramètres utilisés pour le calcul des pertes attendues, probabilités de défaut, facteurs de conversion de crédit et pertes en cas de défaut ont été mis à jour, en application de la méthodologie en place,
- la pondération du scénario stressé est de 25 % et celle du scénario positif de 5 %, la pondération du scénario central étant quant à elle de 70 %.

Concernant la perte en cas de défaut, la segmentation a été affinée pour tenir compte des dynamiques de risque récemment observées tout en garantissant un bon niveau de stabilité temporelle.

Pour information, un test de sensibilité d'une pondération à 100 % du scénario pessimiste a été réalisé. Dans cette hypothèse, une dotation supplémentaire au coût du risque de 46 M€ serait à effectuer. L'amplitude de cette dotation se justifie par la sévérité des hypothèses retenues dans la définition du scénario pessimiste. Au contraire, une pondération à 100 % du scénario central impliquerait une reprise de 14 M€ de provisions, ce qui démontre le caractère prudent des hypothèses de pondération des scénarios retenues par le Crédit Mutuel Arkéa.

En sus du risque de transition valorisé dans les scénarios macro-économiques, un overlay couvrant les risques climatiques de 21 M€ comptabilisé au 31 décembre 2024 est maintenu au 31 décembre 2025. L'overlay, reposant sur les scénarios du NGFS, traduit l'exposition spécifique de certains secteurs au risque de transition et au risque physique.

Sur 2025 le Crédit Mutuel Arkéa a établi un overlay sectoriel économique conjoncturel couvrant l'anticipation d'une dégradation des secteurs identifiés comme à risque. Une dotation de 55 M€ est comptabilisée au titre de ce risque sur les secteurs d'activité identifiés comme à risque conjoncturel. De même, afin de tenir compte de la fraude externe dans le provisionnement du risque frontière, un overlay permettant d'anticiper le risque attendu associé à la fraude a été comptabilisé à hauteur de 3,8 M€ pour 2025.

Dans un contexte national qui demeure instable et face à l'intensification des incertitudes internationales, la provision destinée à couvrir les risques d'un environnement géopolitique incertain est portée à 25 M€ au 31 décembre 2025. La répartition entre les catégories Bucket 1 et Bucket 2 a été modifiée pour refléter l'évolution des encours.

Le Crédit Mutuel Arkéa maintient par ailleurs un overlay pour couvrir la gestion du risque modèle pour un niveau de provision de 16 M€.

La structure du portefeuille reste globalement stable sur la période passée avec cependant une progression des encours en Bucket 1 sur l'année 2025.

L'encours des Non Performing Loans (NPL) progresse de 236 M€ sur l'exercice et s'élève à 2 093 M€ au 31 décembre 2025. Cette évolution est portée par l'arrivée de nouveaux dossiers significatifs, partiellement compensée par des retours en sains ainsi que des passages par pertes. Le taux de NPL sur l'encours global de la clientèle est en augmentation à 1,91 %.

Encours soumis à provisions pour pertes attendues sur risque de crédit (en M€)	31/12/2024	31/12/2025
Pertes attendues à 12 mois - Bucket 1	108 483	114 058
Pertes attendues pour la durée de vie - Bucket 2	8 281	5 983
Actifs dépréciés à la clôture ou dès acquisition/création - Bucket 3 et POCI	1 857	2 095
	118 621	122 136

Le coût du risque s'élève à 237 M€ au 31 décembre 2025. Le coût du risque annualisé s'établit à 24 points de base des encours de crédit à la clientèle. La hausse du coût du risque s'explique principalement par une forte augmentation du coût du risque sur les encours en défaut, expliquée à la fois par une augmentation de provisions sur des dossiers déjà déclassés précédemment et par les nouveaux dossiers, ainsi que sur un coût du risque sur les encours sains en progression du fait d'un contexte qui reste tendu sur le marché des entreprises et de la mise en place des overlays complémentaire aux paramètres statistiques.



Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat se répartissent entre ceux détenus à des fins de transaction et ceux qui relèvent de cette catégorie en application de l'option ouverte par la norme IFRS 9. Celle-ci permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner un instrument financier en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés,
- groupe d'actifs ou de passifs évalués et gérés en juste valeur,
- élimination ou réduction significative d'une incohérence de traitement comptable.

A ce titre, le groupe utilise cette option pour comptabiliser à la juste valeur par résultat les émissions de passifs originées et structurées pour le compte de la clientèle dont les risques et l'éventuelle couverture sont gérés dans un même ensemble.

Cette option est également retenue pour les contrats purs unités de compte (ne comportant pas de support Euro) commercialisés par Suravenir.

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, hors frais d'acquisition et coupons courus inclus. En date d'arrêté, ils sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées :

- dans la rubrique « gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables » pour la quote-part correspondant au risque de crédit propre ;
- dans le compte de résultat de la période dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » pour la variation de valeur.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte,
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

A l'initiation, les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont comptabilisées pour leur juste valeur. Celle-ci correspond en règle générale au montant net encaissé à l'origine, diminué des coûts de transaction directement imputables à l'opération quand ils sont significatifs. En date d'arrêté, ces dettes sont évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature à taux de marché. Les plans épargne-logement et comptes épargne-logement font l'objet, si nécessaire, d'une provision.

Les intérêts courus ou échus des dettes envers les établissements de crédit et la clientèle alimentent le compte de résultat dans la rubrique intitulée « intérêts et charges assimilées ».

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support (bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, emprunts obligataires et assimilés, dettes seniors non préférées).

Elles sont comptabilisées initialement à la juste valeur, c'est-à-dire à leur prix d'émission, diminué des coûts de transaction directement imputables à l'opération quand ils sont significatifs. En date d'arrêté, ces dettes sont évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts courus ou échus des dettes représentées par un titre alimentent le compte de résultat dans la rubrique intitulée « intérêts et charges assimilées ».

Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées sont des dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, qui se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra, en cas de liquidation du débiteur, qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés. Elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti. Les intérêts courus ou échus des dettes subordonnées alimentent le compte de résultat dans la rubrique intitulée « Intérêts et charges assimilées ».

Dettes renégociées

La renégociation d'une dette avec le même emprunteur peut s'analyser en fonction des circonstances comme une modification ou une extinction de dette.

Lorsqu'une dette financière peut être modifiée avec le même emprunteur parce qu'on en ajuste la durée, le taux ou les conditions contractuelles, la norme requiert d'apprécier le caractère substantiel de cette modification (seuil de 10 %). Cet examen s'effectue sur la base d'un test quantitatif qui peut être complété d'un test plus qualitatif de l'opération.

Le test quantitatif consiste à comparer la valeur des flux de trésorerie futurs selon les nouvelles conditions actualisées au taux d'intérêt effectif de la dette d'origine avec la valeur actualisée des flux de trésorerie restants dus du passif initial.

Le test qualitatif vient compléter le test quantitatif lorsque son résultat ressort à moins de 10 %. Il permet notamment de prendre en considération une évolution significative du profil de risque de la dette (par exemple changement de la devise de la dette, nature du taux d'intérêt ou rallongement très significatif de la maturité de la dette) qui ne serait pas bien prise en compte via le test quantitatif, et d'analyser, le cas échéant, l'opération comme une extinction.

Une dette renégociée ne donnant pas lieu à décomptabilisation doit être maintenue à son taux d'intérêt effectif d'origine et l'impact lié à la renégociation (gain ou charge) constaté immédiatement en compte de résultat.

Contrats d'assurance et de réassurance

Le groupe applique la norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » et ses amendements adoptés par l'Union Européenne le 19 novembre 2021.

La norme IFRS 17 définit les nouvelles règles de reconnaissance, d'évaluation et de présentation des contrats d'assurance qui entrent dans son champ d'application :

- Évaluation des contrats d'assurance au bilan : leur valeur est mise à jour à chaque arrêté sur la base d'une réestimation des flux futurs de trésorerie rattachés à leur exécution. Cette réestimation tient compte des données de marché au titre des éléments financiers et des comportements des assurés ;

- Reconnaissance de la marge : bien que la rentabilité des contrats d'assurance reste inchangée, la reconnaissance en résultat de leurs marges est modifiée pour être étalée sur la durée de la couverture ;

- Présentation du compte de résultat : les frais généraux rattachables à l'exécution des contrats d'assurance sont présentés en diminution du Produit Net Bancaire parmi les charges de services d'assurance et n'affectent pas le total des frais généraux dans le compte de résultat consolidé.

Champ d'application

IFRS 17 s'applique aux contrats d'assurance émis, aux contrats de réassurance émis et détenus et aux contrats d'investissement à participation discrétionnaire émis. La définition d'un contrat d'assurance n'a pas été modifiée par rapport à IFRS 4, à l'exception de l'appréciation du risque de perte pour l'assureur qui doit s'effectuer sur la base d'une valeur actuelle.

Séparation des composantes

Lorsque les contrats d'assurance ou d'investissement à participation discrétionnaire comportent des composants qui relèvent du champ d'application d'une autre norme, une analyse doit être menée afin de déterminer si ces composants sont à comptabiliser séparément. Ainsi :

- un dérivé incorporé est séparé du contrat d'assurance hôte et comptabilisé selon IFRS 9 lorsque ses caractéristiques économiques et ses risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte ;

- une composante d'investissement correspond au montant que l'assureur est tenu de rembourser à l'assuré dans tous les cas de figure que l'événement assuré se produise ou non. Elle est séparée du contrat d'assurance hôte et comptabilisée selon IFRS 9 lorsqu'elle est distincte de celui-ci et lorsque des contrats équivalents pourraient être vendus séparément dans le même marché ou espace juridique. Elle n'est pas séparée si elle est étroitement liée au contrat hôte. Les variations d'une composante d'investissement non séparée (et notamment les paiements y afférents) ne sont pas constatées en compte de résultat ;

- une promesse de transfert à l'assuré de biens ou de services distincts autres que les services du contrat d'assurance est séparée du contrat d'assurance hôte et comptabilisée selon IFRS 15.

Le groupe présente une composante d'investissement non séparée sur les contrats d'épargne et de prévoyance individuelle - vie entière à l'exception des garanties optionnelles, de prévoyance individuelle et avec sortie de rente obligatoire (capital accumulé sur le contrat en phase de constitution).

Regroupement de contrats

La comptabilisation et l'évaluation des contrats d'assurance s'effectuent par groupes de contrats au sein de portefeuilles regroupant les contrats couvrant des risques similaires et gérés ensemble. Les groupes de contrats sont définis en fonction de la profitabilité attendue à l'origine : contrats onéreux, contrats profitables avec un faible risque de devenir onéreux et autres.

Enfin, la norme IFRS 17 stipule que chaque groupe de contrats doit être subdivisé en cohortes annuelles (pas plus de douze mois d'intervalle entre les dates d'émission des contrats). Cependant, la Commission Européenne a donné la possibilité aux entreprises européennes de ne pas appliquer cette disposition aux contrats bénéficiant d'une mutualisation intergénérationnelle des rendements des actifs sous-jacents.

Le groupe utilise cette exemption optionnelle sur ses contrats vie et épargne retraite car ils comportent des éléments de participation directe pour lesquels les risques et les flux de trésorerie sont partagés entre différentes générations d'assurés.

Ces contrats d'assurance vie sont également gérés de manière intergénérationnelle afin d'atténuer l'exposition aux risques de taux d'intérêt et aux risques de longévité.

De manière générale, les portefeuilles de contrats sont déterminés par le groupe en utilisant la ligne de produits pour identifier les contrats d'assurance exposés à des risques similaires.

Les contrats d'épargne retraite ont été classés dans des portefeuilles distincts du fait de l'existence d'un risque de longévité dans les contrats de retraite. Les principaux portefeuilles identifiés par le groupe sont les suivants :

	Portefeuilles
Vie	Epargne, Epargne Retraite, PERP, Vie entière et obsèques
Prévoyance	Emprunteur collectif, Emprunteur individuel, Prévoyance individuelle, Dépendance
Dommages	Assurance santé, Automobile, Multi Risques Habitation, Protection Juridique, Moyens de paiement

Comptabilisation et décomptabilisation

Un groupe de contrats d'assurance émis est comptabilisé à compter du début de couverture du groupe de contrats (existence de l'exigibilité de paiement par l'assuré). Dans le cas d'un groupe de contrats déficitaires, il s'agit de la date à laquelle il devient déficitaire.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ou d'un transfert distinct, les groupes de contrats acquis sont traités comme si les contrats avaient été émis à la date de la transaction. La contrepartie reçue ou payée en échange des contrats est traitée comme l'approximation des primes reçues pour les besoins du calcul de la marge sur services contractuels lors de la comptabilisation initiale.

Dans le cas d'un regroupement d'entreprises dans le champ d'application d'IFRS 3, la contrepartie reçue ou payée est la valeur de marché des contrats à cette date. Un contrat d'assurance est décomptabilisé lorsque l'obligation qu'il couvre est éteinte, par paiement ou échéance, ou si les conditions du contrat sont modifiées de telle sorte que la comptabilisation du contrat aurait été substantiellement différente si ces modifications avaient existé à l'origine. La décomptabilisation d'un contrat entraîne l'ajustement des flux de trésorerie d'exécution, de la marge sur services contractuels et des unités de couverture du groupe dans lequel il était inclus.

Modèles d'évaluation

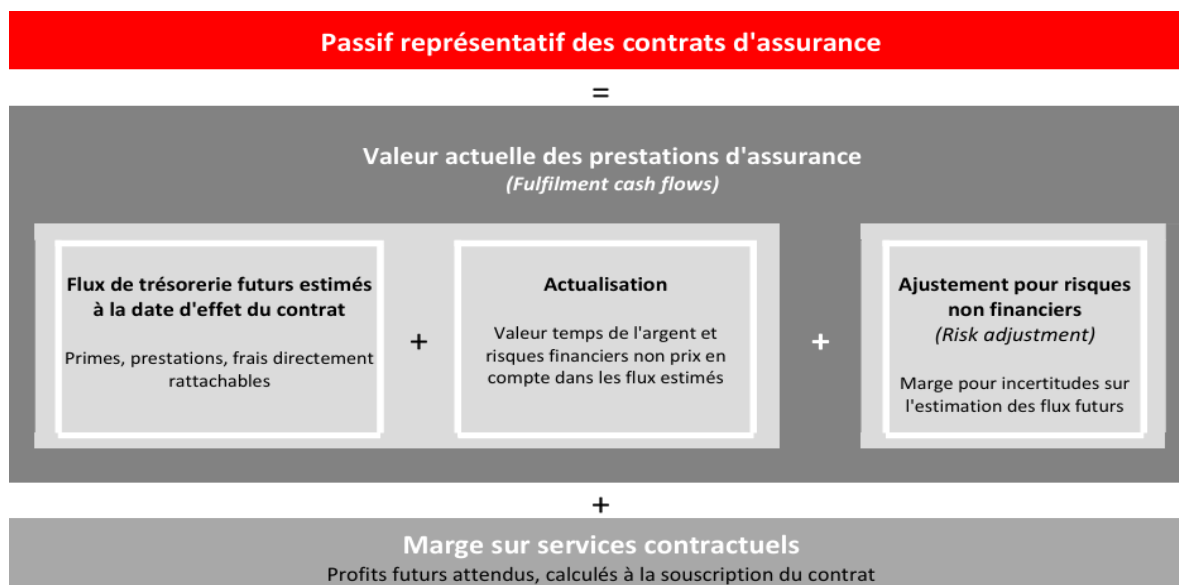
- Modèle général applicable aux contrats d'assurance émis

Le modèle général d'évaluation des contrats présentés au passif repose sur l'agrégation de trois composantes selon une approche par blocs (« Building Blocks Approach ») : les flux de trésorerie futurs actualisés, un ajustement pour risque et une marge sur services contractuels.

Ce modèle général est appliqué par le groupe aux contrats d'assurance de prévoyance emprunteur, de prévoyance individuelle et de dépendance.

Evaluation initiale

Lors de la comptabilisation initiale, la valeur d'un groupe de contrats d'assurance émis correspond à la somme des éléments suivants :



Flux de trésorerie futurs estimés

Le modèle général d'évaluation des contrats d'assurance correspond à la meilleure estimation des flux de trésorerie futurs à payer ou à recevoir, nécessaires à l'exécution des obligations contractuelles. Les flux de trésorerie sont actualisés pour tenir compte de la valeur temps de l'argent. Ils correspondent aux flux rattachables aux contrats d'assurance directement ou par des méthodes d'allocation : primes, frais d'acquisition et de gestion des contrats, sinistres et prestations, frais indirects, taxes et amortissements des actifs corporels et incorporels.

Actualisation

La norme IFRS 17 impose l'utilisation de courbes de taux d'actualisation reflétant la valeur temps de l'argent, ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie et de liquidité des contrats d'assurance.

La courbe de taux utilisée pour l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés est une courbe de taux sans risque ajustée pour tenir compte de l'illiquidité des passifs. Le groupe utilise la courbe de taux EIOPA et retient les principes relatifs à l'extrapolation de la courbe des taux sans risque dans le cadre de la révision de la directive Solvabilité II (orientation générale du Conseil de l'Union Européenne) car ces derniers apportent davantage de cohérence et de consistance au regard des marchés financiers.

	31/12/2025						31/12/2024					
	1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans	40 ans	1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans	40 ans
Epargne, Retraite												
EUR	2,79%	3,20%	3,58%	3,93%	3,87%	3,77%	3,36%	3,26%	3,39%	3,38%	3,26%	3,25%
Prévoyance												
EUR	2,08%	2,48%	2,86%	3,21%	3,25%	3,26%	2,24%	2,14%	2,27%	2,26%	2,28%	2,45%

Ajustement pour risque non financier

L'ajustement au titre du risque non financier est défini comme étant l'ajustement des estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs pour refléter l'indemnité que le groupe exige pour la prise en charge de l'incertitude entourant le montant et l'échéancier des flux de trésorerie qui est engendrée par le risque non financier.

Le groupe a retenu comme métrique d'évaluation la VaR (Value at Risk) avec un quantile de 70 % pour les contrats vie, épargne retraite ainsi que prévoyance et un quantile de 75 % pour les contrats de dépendance.

Marge sur services contractuels

La marge sur services contractuels représente le bénéfice non acquis pour un groupe de contrats d'assurance, c'est-à-dire la valeur actuelle des bénéfices futurs. Elle est amortie en produits des contrats d'assurance sur la période de couverture des contrats, au fur et à mesure que l'entité d'assurance fournit des services aux assurés selon des unités de couverture.

Les marges sur services contractuels positives seront reconnues progressivement en résultat sur la durée de couverture du contrat d'assurance. En cas de contrats déficitaires, la perte correspondant à la sortie de trésorerie nette pour le groupe de contrats doit être comptabilisée en résultat dès la souscription.

Les frais d'acquisition sont déduits de la marge sur services contractuels du groupe de contrats auquel ils se rapportent.

Pour chaque groupe de contrat, le groupe a déterminé une unité de couverture pour répartir la marge sur services contractuels sur les différentes périodes de couverture prévues, en reflétant le volume des prestations fournies sur ces différentes périodes.

Pour les contrats prévoyance emprunteur, l'unité de couverture utilisée pour l'amortissement de la CSM correspond à la valeur assurée qui est déterminée par la notion de capitaux sous risques (CSR) assurés (toutes garanties confondues sans aucune pondération).

Pour les contrats prévoyance individuelle hors vie entière, l'unité de couverture utilisée est le nombre de contrats.

Evaluation ultérieure

Les hypothèses courantes utilisées pour estimer les flux de trésorerie futurs et l'ajustement pour risque non financier sont mises à jour, ainsi que le taux d'actualisation, afin de refléter la situation à la clôture.

La valeur comptable au bilan du groupe de contrat d'assurance est alors égale à la somme des deux montants suivants :

- Le passif au titre de la couverture restante, qui regroupe la valeur des flux d'exécution futurs réestimés (valeur actualisée des primes à recevoir et des charges de prestations à venir sur la période de couverture restante) et la marge sur services contractuels réactualisée à date de clôture ;
- Le passif au titre des sinistres survenus, pour un montant égal à la valeur réestimée à date des flux de trésorerie d'exécution afférents aux sinistres survenus et les autres charges afférentes qui n'ont pas encore été payées à date de clôture.

L'estimation des flux de trésorerie et l'ajustement pour risque non financier qui couvre l'incertitude de cette évaluation constituent les flux de trésorerie d'exécution des contrats d'assurance actualisés à date de clôture.

Les variations des flux de trésorerie d'exécution sont comptabilisées comme suit :

Variations relatives aux services futurs	Comptabilisées en contrepartie de la CSM ou résultat d'assurance en cas de contrats déficitaires
Variations relatives aux services courants ou passés	Comptabilisées en résultat d'assurance
Effet de la valeur temps de l'argent, du risque financier et de leurs variations sur les flux de trésorerie futurs	Comptabilisées en résultat financier d'assurance ou en capitaux propres pour l'effet de la variation du taux d'actualisation

A cette même date d'arrêt, le montant de la marge sur services contractuels est réactualisé pour tenir compte notamment :

- De l'effet des nouveaux contrats ajoutés au groupe de contrats,
- Des intérêts capitalisés au taux d'actualisation à l'origine utilisé pour déterminer la valeur initiale de la marge,
- De la réestimation des flux de trésorerie d'exécution liés aux services futurs notamment la valeur actualisée des montants à recevoir et à verser en lien avec les services d'assurance fournis sur la période de couverture restante hors estimations des montants à régler sur les sinistres déjà survenus, les ajustements liés à l'expérience découlant des primes reçues et sur les composantes d'investissement au cours de la période pour services futurs ainsi que les variations de l'ajustement au titre du risque non financier,
- du montant comptabilisé en produits d'assurance en raison de la fourniture des services d'assurance prévus aux contrats d'assurance au cours de la période.

Une quote-part du montant de la marge ainsi réactualisée est alors enregistrée en résultat en représentation de la couverture assurantielle fournie au titre du groupe de contrats au cours de la période. Dans le cas de contrats qui deviennent déficitaires, après consommation de la marge sur services contractuels, la perte est constatée sur la période. Dans le cas des contrats déficitaires qui redeviennent profitables du fait de changements favorables d'hypothèses, la marge sur services contractuels n'est reconstituée qu'après compensation de l'élément de perte.

Le groupe enregistre en capitaux propres l'effet de la variation du taux d'actualisation des contrats d'assurance de prévoyance et dépendance. Ainsi, la charge de désactualisation est enregistrée en résultat sur la base du taux à l'origine (taux à la souscription pour le passif au titre de la couverture restante et taux à la date de survenance pour le passif au titre des sinistres survenus). La différence entre la valeur des passifs actualisés à un taux figé à l'origine et la valeur de ces mêmes passifs estimée en utilisant les taux d'actualisation courants est ainsi reconnue en capitaux propres.

- Modèle général adapté pour les contrats avec participation directe (Approche « commissions variables » - Variable Fee Approach)

La norme IFRS 17 prévoit, pour les contrats participatifs directs, une adaptation du modèle général. Ce modèle adapté, dit des « commissions variables » (« Variable Fee Approach »), permet de refléter dans l'évaluation du passif d'assurance l'obligation de reverser aux assurés une part substantielle du rendement des actifs sous-jacents net des charges sur contrats.

Les contrats d'assurance avec participation directe sont des contrats d'assurance qui, en substance, constituent des contrats pour des services liés à l'investissement, dans lesquels l'entité promet un rendement en fonction d'éléments sous-jacents. Ils sont donc définis comme des contrats d'assurance dans le cas desquels :

- les modalités contractuelles précisent que le titulaire a le droit à une part d'un portefeuille d'éléments sous-jacents clairement défini ;
- l'entité s'attend à verser au titulaire une somme correspondant à une part substantielle du rendement obtenu sur la juste valeur des éléments sous-jacents ;
- l'entité s'attend à ce que toute variation des sommes à verser au titulaire soit attribuable, dans une proportion substantielle, à la variation de la juste valeur des éléments sous-jacents.

Ce modèle général adapté est appliqué par le groupe aux contrats d'assurance vie, épargne retraite.

L'éligibilité à ce modèle d'évaluation est analysée à la date d'émission des contrats et ne peut être ultérieurement réappréciée qu'en cas de modification de ces derniers.

Les principales adaptations du Modèle Général concernent :

- la part de la variation de juste valeur des investissements sous-jacents qui revient à l'assureur. A chaque date d'arrêt, cette part dans la variation de la période est intégrée à la marge sur services contractuels afin d'être reconnue en résultat de manière étalée sur la durée résiduelle de couverture prévue des contrats.
- la part de la variation de juste valeur des investissements sous-jacents qui revient à l'assuré. A chaque date d'arrêt, cette part dans la variation de la période est enregistrée dans les flux d'exécution des contrats par contrepartie des produits ou charges financiers d'assurance,
- les intérêts sur la marge sur services contractuels dont les variations sont implicitement incluses dans la révision périodique de la marge sur services contractuels.

La marge sur services contractuels est également ajustée de l'effet des variations des flux de trésorerie d'exécution qui ne varient pas en fonction des rendements d'éléments sous-jacents et qui se rapportent aux services futurs, sauf dans la mesure où l'option d'atténuation des risques est appliquée afin d'exclure de la marge sur services contractuels les variations de l'effet de la valeur temps de l'argent et du risque financier sur le montant de sa part des éléments sous-jacents ou des flux de trésorerie d'exécution (option non appliquée par le groupe). Dans le cas où elles se rapportent aux services courants ou passés, ces variations à enregistrer sont également enregistrées en résultat d'assurance.

Le résultat de ces contrats est donc essentiellement représenté par le relâchement des flux d'exécution et par l'amortissement de la marge sur services contractuels. En effet, le groupe applique l'amendement IFRS 9 permettant de reconnaître au bilan les instruments financiers sous-jacents aux contrats d'assurance participatifs directs en valeur de marché par résultat afin de neutraliser les non-concordances comptables avec les passifs d'assurance évalués sous le modèle des commissions variables, le résultat financier de ces contrats est nul.

Il est également prévu d'appliquer les amendements à IAS 32 et IFRS 9 qui permettent de maintenir au bilan les actifs financiers émis par le groupe qui sont détenus en tant qu'éléments sous-jacents de contrats participatifs directs évalués en valeur de marché par résultat.

Les contrats d'assurance évalués sous ce modèle incluent une composante d'investissement prenant la forme d'un dépôt versé par l'assuré et que l'assureur est contractuellement tenu de lui rembourser même si l'événement assuré ne se produit pas. Les flux de collecte et de remboursement de ces dépôts ne constituent ni des produits ni des charges afférents à ces contrats, les ajustements liés aux écarts d'expérience sur la période sont intégrés à la marge sur services contractuels.

Pour les contrats d'assurance vie et épargne retraite, la courbe de taux utilisée pour l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés est déterminée selon une approche ascendante (bottom up) : cette approche consiste à ajouter à une courbe de taux sans risque une prime d'illiquidité déterminée sur la base des actifs sous-jacents, à savoir essentiellement le portefeuille obligataire.

L'unité de couverture utilisée pour l'amortissement de la marge sur services contractuels correspond à la variation de l'épargne actualisée revenant aux assurés (somme des provisions mathématiques rattachées à chaque contrat), ajustée pour tenir compte de l'impact du rendement réel des placements sous-jacents par rapport à la projection actuarielle en risque neutre.

• Approche simplifiée (Approche « de répartition des primes » - Premium Allocation Approach) - Option

La norme permet également, sous conditions, d'appliquer une approche simplifiée dite « approche de répartition des primes » (« Premium allocation Approach ») à des contrats d'une durée inférieure ou égale à 12 mois ou si l'application de l'approche simplifiée donne un résultat proche du modèle général.

Ce modèle simplifié est appliqué par le groupe aux contrats d'assurance dommages.

Lors de la comptabilisation initiale, la valeur comptable du passif au titre de la couverture restante est évaluée à hauteur des primes reçues à la date de comptabilisation initiale moins le montant à cette date des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition attribués au groupe et plus ou moins tout montant découlant de la décomptabilisation à cette date de tout actif ou passif comptabilisé antérieurement au titre des flux de trésorerie se rapportant au groupe de contrats (y compris tout actif au titre des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition). Le groupe a choisi de ne pas ajuster la valeur comptable du passif au titre de la couverture restante afin de refléter la valeur temps de l'argent et l'effet du risque financier.

Le groupe applique l'option d'une comptabilisation en charges des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition, au moment où il engage ces coûts, pourvu que la période de couverture de chacun des contrats du groupe au moment de la comptabilisation initiale n'excède pas un an.

Le passif pour les sinistres survenus est évalué selon le modèle général.

L'ajustement pour risque non financier est déterminé à partir d'une approche par quantile fondée sur un niveau de confiance de 75 % pour les contrats d'assurance dommages.

A chaque clôture, l'ajustement des passifs au titre de la couverture restante et des sinistres survenus est enregistré en résultat.

Le groupe applique l'option de neutralisation des effets de taux d'actualisation en capitaux propres pour les passifs pour des sinistres survenus des contrats de dommages.

• Evaluation des traités de réassurance détenus

Les traités de réassurance détenus sont divisés et comptabilisés selon les dispositions applicables aux contrats d'assurance émis, ils sont évalués par le groupe sous le modèle général et modèle simplifié.

La valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des traités de réassurance détenus est estimée en utilisant des hypothèses cohérentes avec celles utilisées pour évaluer les estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs du ou des groupes de contrats d'assurance sous-jacents, avec un ajustement pour refléter le risque de non-exécution de la part du réassureur, y compris l'effet des garanties et des pertes découlant de litiges.

L'ajustement au titre du risque non financier correspond au montant du risque transféré par la cédante au réassureur.

Dans le cas où le traité de réassurance détenu vient immédiatement compenser les pertes d'un groupe de contrats déficitaires sous-jacent, le gain de réassurance est constaté immédiatement en résultat. Cette composante de recouvrement de perte sert à comptabiliser les montants qui sont présentés ultérieurement en résultat net.

Traitement des frais internes

En tant que conglomérats de banque et d'assurance, le groupe distribue des produits d'épargne ainsi que de prévoyance (assurance emprunteur, automobile, habitation...) et met à disposition tout moyen de gestion nécessaire à l'activité pour le compte de ses filiales d'assurance.

Les prestations assurées par les réseaux bancaires (apport d'affaires, gestion administrative des contrats, mise à disposition de personnel ou de biens...) sont rémunérées par des commissions margées sur la base de conventions entre les établissements de crédit distributeurs et les filiales d'assurance.

Le nouveau modèle d'évaluation des contrats d'assurance sous IFRS 17 nécessite de projeter dans les flux d'exécution des contrats les frais d'acquisition et de gestion qui seront versés dans le futur et de présenter dans le compte de résultat d'une part, la libération des frais estimés au titre de la période et, d'autre part, les frais réels engagés par les réseaux distributeurs bancaires.

Conformément aux recommandations de l'ESMA (32-63-1320) et de l'AMF (DOC-2022-06), le groupe procède au retraitement de la marge interne au bilan et au compte de résultat (dans la décomposition des passifs d'assurance et des résultats liés entre flux d'exécution et marge sur services contractuels) en présentant en charges des contrats d'assurance la part des frais généraux des entités bancaires rattachables à l'activité d'assurance et modifiant la reconnaissance en résultat des marges internes désormais étalées sur la durée de la prestation d'assurance (au rythme de relâchement de la CSM) sur le périmètre bancaire conformément à la norme IFRS 17.

Les frais des entités bancaires rattachables à l'activité d'assurance sont estimés sur la base d'un modèle analytique.

Présentation au bilan et compte de résultat des activités d'assurance

En application des modifications d'IAS 1 résultant d'IFRS 17 :

- les contrats d'assurance émis et les contrats de réassurance détenus sont présentés au bilan à l'actif ou au passif selon la position globale des portefeuilles auxquels ils appartiennent (dont les dettes et créances rattachables à l'évaluation du contrat);
- les différents produits et charges des contrats d'assurance et de réassurance sont décomposés dans le compte de résultat consolidé au sein du Produit Net Bancaire entre :

Résultat des activités d'assurance

- Les produits des contrats d'assurance et de réassurance émis,
- Les charges de services afférentes aux contrats d'assurance et de réassurance émis, et
- Les produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus ;

Résultat financier des activités d'assurance

- Les produits et charges financiers des contrats d'assurance et de réassurance émis, et
- Les produits et charges financiers des contrats de réassurance détenus.

Les produits des contrats d'assurance présentent le relâchement des flux d'exécution pour le montant attendu sur la période (à l'exclusion des composantes d'investissement), la variation de l'ajustement pour risque, l'amortissement de la marge sur services contractuels au titre des services rendus, le montant alloué à l'amortissement des frais d'acquisition, les écarts d'expérience sur primes, l'allocation des primes sur la période pour le modèle simplifié d'évaluation par répartition des primes.

Les charges de services afférentes aux contrats d'assurance incluent alors la quote-part engagée des frais généraux et des commissions directement rattachables à l'exécution des contrats qui est ainsi portée en déduction du Produit Net Bancaire. Elles représentent les charges réelles engagées sur la période (à l'exclusion des remboursements de la composante d'investissement), les variations liées aux services passés, l'amortissement des frais d'acquisition, et la composante de perte initiale pour les contrats déficitaires ainsi que son amortissement.

Les produits et charges des contrats de réassurance détenus sont représentatifs des montants recouverts auprès des réassureurs et de l'affectation des primes versées au titre de cette couverture.

Les produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance et de réassurance incluent essentiellement les variations de valeur des groupes de contrats liés aux effets de la valeur temps de l'argent et des risques financiers non pris en compte dans les flux estimés.

Les produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis seront présentés séparément entre le compte de résultat et les capitaux propres pour les portefeuilles concernés.

Suivi du stock de transition

Le tableau ci-dessous présente le stock de marge sur services contractuels (CSM) sur les contrats d'assurance déterminés à la date de transition au 1er janvier 2022 et son relâchement sur l'exercice en cours par méthode de transition appliquée par le groupe.

(en millions d'euros)	31.12.2025		
	Contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée (MRA)	Contrats évalués selon l'approche rétrospective complète (FRA)	Total
Solde CSM à l'ouverture	2 815		2 815
Variation de la marge sur services contractuels comptabilisée en résultat pour services rendus	-266		-266
Variations liées aux services rendus au cours de la période	-266		-266
Changements dans les estimations entraînant un ajustement de la marge sur services contractuels	233		233
Variations liées aux services futurs	233		233
Produits financiers ou charges financières des contrats	1		1
Solde CSM à la clôture	2 783		2 783

(en millions d'euros)	31.12.2024		
	Contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée (MRA)	Contrats évalués selon l'approche rétrospective complète (FRA)	Total
Solde CSM à l'ouverture	3 040		3 040
Variation de la marge sur services contractuels comptabilisée en résultat pour services rendus	-279		-279
Variations liées aux services rendus au cours de la période	-279		-279
Changements dans les estimations entraînant un ajustement de la marge sur services contractuels	53		53
Variations liées aux services futurs	53		53
Produits financiers ou charges financières des contrats	1		1
Solde CSM à la clôture	2 815		2 815

Le tableau ci-dessous présente le résultat généré au cours de l'année par typologie de méthode de transition.

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Produits des activités d'assurances		
Contrats évalués selon l'approche rétrospective complète (FRA) à la transition	0	0
Contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée (MRA) à la transition	307	334
Total	307	334

Facteurs de risque assurance

Au titre de son activité d'assurance-vie et de prévoyance, Suravenir est exposé au risque de souscription. Celui-ci désigne le risque de perte ou de changement défavorable de la valeur des passifs d'assurance. Cette situation résulte d'une augmentation de la sinistralité non anticipée lors de la tarification de l'acceptation des risques ou du suivi des risques (risque de provisionnement).

Les principaux risques de souscription relatifs aux activités de Suravenir sont les suivants :

- Risque de comportement des assurés : il est lié à une mauvaise anticipation du comportement des assurés en termes de rachats, d'arbitrages, de résiliations ou de remboursements anticipés emprunteurs.
- Risques biométriques : il s'agit principalement du risque de mortalité, du risque d'incapacité/invalidité et du risque de longévité.
- Risques d'évolution défavorable des frais de l'assureur : le risque de frais (« risque de gestion ») est le risque que les frais encourus par l'assureur soient plus importants qu'anticipés. Ce risque impacte toutes les activités d'assurance.

Analyse de sensibilité – gestion des risques d'assurance

(en millions d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Impacts résultat net	Impacts capitaux propres OCI	Impacts résultat net	Impacts capitaux propres OCI
Variations relatives aux services futurs				
Taux de rachat (hausse +10%)	-2	1	-2	1

Au 31 décembre 2025, une hausse du taux de rachat des contrats d'assurance-vie et de prévoyance de Suravenir de 10 % impacterait le résultat net IFRS du groupe de -1,6 M€ et les capitaux propres OCI de +1,1 M€.

Le portefeuille d'assurance-vie épargne-retraite constitue la majeure partie des engagements pour un montant de 58,7 milliards d'euros au 31 décembre 2025 comptabilisés au sein des passifs des contrats d'assurance émis à participation directe (54,7 milliards d'euros au 31 décembre 2024). Par ailleurs, les engagements du portefeuille de protection comptabilisés au sein des passifs des contrats d'assurance émis hors participation directes s'élèvent à 643 millions d'euros au 31 décembre 2025 (646 millions d'euros au 31 décembre 2024).

Outre les risques techniques, les risques liés aux marchés financiers et à la gestion ALM viennent également impacter les activités d'assurance. Ainsi, les variations de taux ont un impact direct sur la valorisation et la rentabilité du portefeuille obligataire de Suravenir, qu'ils s'agisse des capitaux gérés pour compte propre ou des fonds en euros. Un contexte durable de taux bas pourra exercer une pression baissière sur le niveau de marge prélevé par Suravenir, affecter sa rentabilité et *in fine* sa solvabilité.

Analyse de sensibilité - Gestion des risques de marché

(en millions d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Impacts résultat net	Impacts capitaux propres OCI	Impacts résultat net	Impacts capitaux propres OCI
Variation de +100 bps des taux d'intérêts	9	-7	8	-8
Variation de -100 bps des taux d'intérêts	-10	5	-12	9
Variation de -10% du marché des actions	-1	-4	-4	-5
Variation de -10% du marché de l'immobilier	-3	-1	-5	-1

Au 31 décembre 2025, une baisse des taux de 100 points de base pour Suravenir impacterait le résultat net IFRS du groupe de -10,0 M€ et les capitaux propres OCI de +5,3 M€.

A contrario, une hausse des taux de 100 points de base pour Suravenir impacterait le résultat net IFRS du groupe de +8,9 M€ et les capitaux propres OCI de -7,1 M€.

Capitaux propres

• Distinction Dettes - Capitaux propres

Un instrument de dette ou un passif financier se définit comme une obligation contractuelle de remettre des liquidités ou un autre actif financier, ou d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres se définit comme un contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de toutes ses dettes (actif net).

• Parts sociales

En application de ces définitions, les parts sociales émises par les Caisses de Crédit Mutuel sont considérées comme des capitaux propres au sens de l'IAS 32 et de l'interprétation IFRIC 2 et traitées comme telles dans les comptes consolidés du groupe.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est définie par la norme IFRS 13 comme « le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence entre des participants de marché à la date d'évaluation ». A l'initiation, la juste valeur est normalement le prix de transaction.

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur sont évalués et comptabilisés à la juste valeur, à la date de première comptabilisation, comme en date d'évaluation ultérieure. Sont concernés :

- les actifs et passifs à la juste valeur par le résultat ;
- les actifs à la juste valeur par capitaux propres ;
- les instruments dérivés.

Les autres actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Ils sont ensuite comptabilisés selon la méthode du coût amorti et font l'objet de valorisations communiquées en annexe. Figurent parmi ceux-ci :

- les prêts et créances sur établissements de crédit et à la clientèle au coût amorti (y compris prêts et créances liés aux activités d'assurance) ;
- les titres de dettes au coût amorti ;
- les titres détenus jusqu'à l'échéance ;
- les dettes envers les établissements de crédit et envers la clientèle ;
- les dettes représentées par un titre ;
- les dettes subordonnées.

Par ailleurs, les actifs et les passifs sont répartis en trois niveaux de hiérarchie correspondant au degré d'observabilité des données d'entrée utilisées dans les techniques d'évaluation pour déterminer leur juste valeur.

Niveau 1 : Actifs et passifs dont la juste valeur est déterminée à partir de cours (non ajustés) auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques.

Un marché actif est un marché pour l'actif ou le passif en question sur lequel des transactions ont lieu selon une fréquence et un volume suffisant pour fournir de façon continue une information sur le prix.

Cette catégorie regroupe notamment les actions, obligations et parts d'OPCVM cotées sur un marché actif.

Niveau 2 : Actifs et passifs dont la juste valeur est déterminée à partir de cours ajustés ou à partir de données autres que les cours ou prix cotés, qui sont observables soit directement, soit indirectement.

En l'absence de cotation, la valeur de marché des instruments financiers est déterminée par l'application de techniques de valorisation utilisant des données de marché « observables ». Les modèles d'évaluation sont basés sur des techniques de valorisation couramment utilisées par les intervenants sur le marché telles que l'actualisation des flux futurs ou le modèle Black & Scholes.

Cette catégorie comprend notamment les instruments financiers suivants :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif ou non cotées ;
- les instruments dérivés négociés de gré à gré tels que les swaps et produits optionnels ;
- les FCPR, FCPI et OPCI ;
- les produits structurés.

La juste valeur des prêts et créances, des dettes envers les établissements de crédit, des dettes représentées par un titre (y compris des dettes subordonnées) relève également de ce niveau.

Les prêts et créances ainsi que les dettes envers les établissements de crédit sont valorisés selon 2 méthodes :

- la juste valeur des éléments à taux fixe tels que les prêts à taux fixe et les dépôts est déterminée comme l'actualisation des flux futurs attendus ;
- la juste valeur des éléments à taux variable (crédits à taux révisable) d'une durée supérieure à 1 an est établie sur le modèle Black & Scholes.

La valeur de marché des prêts, emprunts, dettes représentées par un titre et dettes subordonnées classiques à taux fixe est donnée par l'actualisation des flux futurs et l'utilisation de courbes de taux dédiées spreadées.

La valeur de marché des prêts, emprunts, dettes représentées par un titre et dettes subordonnées classiques à taux variable est donnée par l'actualisation des flux futurs avec calcul d'un taux forward et l'utilisation de courbes de taux dédiées spreadées.

Le coût de signature du groupe est pris en compte dans la courbe des taux retenue pour la valorisation des dettes représentées par un titre et dettes subordonnées. Pour les créances et dettes à court terme (durée inférieure à 1 an), on estime que leur juste valeur est équivalente à leur valeur nominale.

Niveau 3 : Actifs ou passifs dont la juste valeur est déterminée à partir de données sur l'actif ou le passif non fondées sur des données observables.

Les méthodes de valorisation utilisant des données de marché non observables sont utilisées dans les cas suivants :

- les prêts et créances ainsi que les dettes envers la clientèle ;
- les titres de participation non cotés sur un marché actif ;
- certains financements spécialisés ;
- les titres détenus par les sociétés de capital-développement.

Ainsi, à titre d'exemple, les titres de participation non cotés sur un marché actif font l'objet d'une évaluation interne. Les méthodes employées sont principalement la méthode Discounted Cash Flow (DCF) ou l'actif net comptable, l'analyse étant effectuée entité par entité.

De même, les méthodes d'évaluation retenues par les sociétés de capital-développement sont généralement :

- le prix de la transaction pour les acquisitions récentes ;
- la méthode des multiples historiques pour les sociétés à maturité ;
- l'actif net corrigé pour les sociétés de portefeuille (Holdings) et entités d'investissement (Fonds).

La valorisation issue des modèles est ajustée afin de tenir compte du risque de liquidité : à partir des valorisations produites sur la base d'un cours médian de marché, un ajustement de cours permet de valoriser la position nette de chaque instrument financier au cours acheteur pour les positions vendeuses ou au cours vendeur pour les positions acheteuses.

Le day-one profit, c'est-à-dire l'écart entre le prix de transaction et la valorisation de l'instrument au moyen de techniques de valorisation, est considéré comme nul : le prix des transactions réalisées par le groupe pour son compte propre correspond à leur juste valeur. Pour les opérations réalisées pour le compte de la clientèle, la part de la marge non encore reconnue est comptabilisée en résultat lorsque les paramètres sont observables.

Autres actifs et passifs

Immobilisations corporelles et incorporelles, d'exploitation et de placement

- Immobilisations dont le groupe est propriétaire

Conformément aux normes IAS 16, IAS 38 et IAS 40, une immobilisation d'exploitation ou de placement est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise,
- et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Conformément à la norme IAS 40, les biens immobiliers du groupe sont classés en « immeubles de placement » (périmètre banque) s'ils sont détenus avant tout pour en retirer des loyers ou valoriser le capital.

Les biens immobiliers détenus principalement pour être occupés par le groupe à des fins administratives ou commerciales sont classés en « immobilisations corporelles ».

Les immeubles de placement et les immobilisations corporelles sont inscrits à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition, augmenté des frais directement attribuables (droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'acte).

Le groupe a fait le choix d'un modèle de juste valeur pour tous les immeubles de placement adossés à des passifs qui paient un rendement directement lié à la juste valeur de ou des rendements en provenance d'actifs spécifiés y compris cet immeuble de placement.

Après leur comptabilisation initiale, le groupe évalue ces immeubles de placement à leur juste valeur. Le profit ou la perte résultant de la variation de la juste valeur de ces immeubles de placement est comptabilisé en résultat net dans la période au cours de laquelle il se produit.

Le modèle du coût a été retenu pour tous les autres immeubles de placement.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

La juste valeur des immeubles de placement comptabilisés au coût est communiquée en annexe. Elle fait l'objet d'une valorisation à dire d'expert.

La méthode appliquée en matière de comptabilisation des logiciels créés en interne est la suivante :

- toutes les dépenses de logiciels ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont comptabilisées en charges conformément à IAS 38 ;
- toutes les dépenses de logiciels survenues après le début du processus de production (analyse détaillée, développement, recettes, documentation) sont immobilisées si elles répondent aux critères d'une immobilisation générée en interne établis par IAS 38.

Dans les cas où les logiciels sont exploités dans le cadre d'un contrat commercial, la durée d'amortissement peut dépasser 5 ans ; elle est définie en fonction de la durée du contrat.

Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité. Le groupe applique l'approche par composant pour ses immeubles d'exploitation et de placement. Il a retenu les composants et durées d'amortissement suivants :

Composant	Durées d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Gros œuvre	Immeubles de direction et de placement : 50 ans
Clos et couverts	Agences : 25 ans
Lots techniques	25 ans
Agencements	20 ans
	15 ans

Concernant les autres catégories d'immobilisations, les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés :

Composant	Durées d'amortissement
Mobilier	10 ans
Matériel électronique	3 à 10 ans
Logiciels créés ou acquis	3 à 8 ans
Portefeuille de contrats clientèle acquis	6 à 13 ans

Le mode d'amortissement pratiqué est linéaire. Pour les immobilisations corporelles et incorporelles, les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique « dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles ». Pour les immeubles de placement, elles figurent en « charges des autres activités ».

Les immobilisations à durée indéfinie ne font pas l'objet d'amortissement mais de tests de dépréciation au moins annuels.

Les plus ou moins-values de cession d'immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes sur autres actifs ». Celles réalisées sur des immeubles de placement sont classées en « produits ou charges des autres activités ».

- Immobilisations dont le groupe est locataire

Pour tout contrat de location, le preneur doit reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers ; dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif est présentée séparément de la charge d'intérêts sur la dette. Ce traitement, actuellement appliqué aux contrats de location-financement dans les états financiers des preneurs, est ainsi étendu aux contrats de location simple.

➤ Champ d'application

La norme IFRS 16 s'applique à tous les contrats de location sauf :

- Les contrats portant sur la prospection ou l'exploitation de ressources naturelles non renouvelables ou sur des actifs biologiques,
- Les accords de concession de services,
- Les licences de propriété intellectuelle,
- Les droits détenus par le preneur en vertu d'accords de licence sur des films cinématographiques, des enregistrements vidéo, des pièces de théâtre, des manuscrits, des brevets et droits de reproduction.

➤ Mesures d'exemptions

Les preneurs peuvent choisir de ne pas appliquer le nouveau traitement des contrats de location aux contrats d'une durée inférieure à un an (options de renouvellement incluses), ni aux contrats portant sur des biens ayant une faible valeur unitaire. Cette dernière simplification vise notamment les petits matériels tels que les ordinateurs, les téléphones et le petit mobilier de bureau. L'IASB a mentionné un seuil indicatif de 5 000 USD dans les bases de conclusions de la norme (seuil à apprécier au regard de la valeur unitaire à neuf de l'actif loué).

Le groupe a décidé d'appliquer ce seuil d'exemption de 5 000 USD et a par ailleurs considéré la possibilité d'exclure certains contrats dès lors que l'effet de ces exclusions demeure non matériel au regard de ses états financiers. Les contrats de location de véhicules sont majoritairement conclus avec des entités consolidées du groupe. Les contrats de location de véhicules conclus avec des loueurs externes au groupe sont marginaux et ont été exclus en raison de leur faible matérialité.

Les contrats de location immobilière ont fait l'objet d'un reclassement IFRS 16. Les périmètres informatique, automobile et des autres locations sont non significatifs.

➤ Traitement comptable des contrats de location par les preneurs

En date de mise à disposition du bien loué, le preneur enregistre à son passif une dette locative. Le montant initial de la dette est égal à la valeur actualisée des loyers qui sont à payer sur la durée de la location.

Cette dette locative est ensuite évaluée au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif : chaque paiement de loyer est ainsi enregistré pour partie en charge d'intérêts dans le compte de résultat et pour partie en réduction progressive de la dette locative au passif du bilan.

Le montant de la dette locative est susceptible d'être ultérieurement ajusté en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des variations contractuelles des loyers liées à l'application d'indices ou de taux.

➤ Durée de la location

La durée du bail à retenir pour déterminer les loyers à actualiser correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée pour tenir compte :

- des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer,
- et des options de résiliation anticipée que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

L'appréciation du caractère raisonnablement certain d'exercice ou de non-exercice des options de prolongation et des options de résiliation anticipée devra tenir compte de tous les faits et circonstances susceptibles de créer une incitation économique à exercer ou non ces options, et notamment :

- les conditions d'exercice de ces options (incluant l'appréciation du niveau des loyers en cas de prolongation ou du montant des pénalités éventuelles en cas de résiliation anticipée),
- les aménagements importants effectués dans les locaux loués (agencements spécifiques tels qu'une salle des coffres),
- les coûts associés à la résiliation du contrat (frais de négociation, frais de déménagement, frais de recherche d'un nouveau bien adapté aux besoins du preneur,...),
- l'importance du bien loué pour le preneur compte tenu de sa nature spécifique, de sa localisation ou de la disponibilité de biens de substitution (notamment pour les agences situées dans des sites stratégiques d'un point de vue commercial compte tenu par exemple de leur accessibilité, de l'affluence attendue ou du prestige de la localisation),
- de l'historique des renouvellements de contrats similaires, mais aussi de la stratégie quant à l'utilisation à venir des biens (en fonction des perspectives de redéploiement ou de réaménagement d'un réseau commercial d'agences par exemple).

Lorsque le preneur et le bailleur ont chacun le droit de résilier le contrat de location sans accord préalable de l'autre partie et sans pénalité autre que négligeable, le contrat n'est plus exécutoire et il ne génère alors plus de dette locative.

En mars 2019, constatant une diversité des pratiques, l'ESMA a saisi l'IFRIC sur la détermination de la durée de certains contrats de location, de même que sur la durée d'amortissement des agencements et installations indissociables du bien loué. A l'issue de cette saisie, l'IFRIC a rappelé :

- que la période exécutoire d'un contrat de location doit être appréciée d'un point de vue économique global et non du seul point de vue juridique,
- qu'il existe une présomption d'alignement de la durée d'amortissement des agencements indissociables du bien loué et de la durée du contrat de location correspondant.

Crédit Mutuel Arkéa a analysé les incidences de la décision IFRS IC de décembre 2019 sur les hypothèses retenues lors de la FTA, sur les baux commerciaux 3/6/9 et sur les contrats en tacite reconduction. Les impacts de cette décision sont non significatifs aux bords du groupe.

➤ Taux d'actualisation des loyers

Les taux implicites des contrats ne sont généralement pas connus, ni facilement déterminables, notamment pour les baux immobiliers. Le groupe a donc décidé d'utiliser son taux de refinancement pour actualiser les loyers et déterminer ainsi le montant des dettes locatives.

➤ Montant des loyers

Les paiements à prendre en compte pour l'évaluation de la dette locative incluent les loyers fixes et les loyers variables basés sur un indice (indice des prix à la consommation ou indice du coût de la construction, par exemple) ou un taux d'intérêt de référence (Euribor, ...), ainsi que, le cas échéant, les sommes que le preneur s'attend à payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalités de résiliation anticipée.

En revanche, sont exclus de l'évaluation de la dette locative les loyers variables dont l'indexation est fonction de l'utilisation du bien loué (indexation sur le chiffre d'affaires réalisé ou sur le kilométrage parcouru, par exemple). Cette part variable des loyers est enregistrée en résultat au fil du temps en fonction des fluctuations de l'indexation contractuelle.

En France, les loyers sont retenus sur la base de leur montant hors taxes sur la valeur ajoutée. Par ailleurs, dans le cas de baux immobiliers, les taxes d'habitation et taxes foncières refacturées par les bailleurs sont exclues des dettes locatives dans la mesure où leur montant, déterminé par les autorités publiques compétentes, est variable.

➤ Comptabilisation d'un droit d'utilisation par les preneurs

En date de mise à disposition du bien loué, le preneur doit enregistrer à son actif un droit d'utilisation du bien loué pour un montant égal à la valeur initiale de la dette locative augmentée, le cas échéant, des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état.

Cet actif est ensuite amorti linéairement sur la durée de la location retenue pour évaluer la dette locative.

La valeur de l'actif est susceptible d'être ultérieurement ajustée en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des variations contractuelles des loyers liées à l'application d'indices ou de taux.

Les droits d'utilisation sont présentés au bilan du preneur dans les lignes d'actifs immobilisés où sont enregistrés les biens de même nature détenus en pleine propriété. Lorsque les contrats de location prévoient le versement initial d'un droit au bail à l'ancien locataire des locaux, le montant de ce droit est traité comme une composante distincte du droit d'utilisation et est présenté dans la même rubrique que ce dernier.

Dans le compte de résultat, les dotations aux amortissements des droits d'utilisation sont présentées avec les dotations aux amortissements des actifs immobilisés détenus en pleine propriété.

➤ Impôts sur les bénéfices

Un impôt différé est comptabilisé sur la base du montant net des différences temporelles imposables et déductibles.

Actifs non courants destinés à être cédés

Un actif non courant (ou groupe d'actifs) satisfait aux critères de définition des actifs destinés à être cédés s'il est disponible en vue d'être vendu et si sa vente est hautement probable et interviendra dans les douze mois.

Les actifs et passifs liés sont présentés sur deux lignes distinctes du bilan, dans les rubriques « actifs non courants destinés à être cédés » et « dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ». Ils sont comptabilisés au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de cession et ne sont plus amortis.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée sur ce type d'actifs et de passifs, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Des activités sont considérées comme abandonnées, lorsqu'il s'agit d'activités destinées à être cédées, d'activités arrêtées, et de filiales qui ont été acquises uniquement dans la perspective d'être vendues. Elles sont présentées sur une ligne distincte du compte de résultat, dans la rubrique « Résultat net d'impôt des activités abandonnées ».

Provisions

Les obligations du groupe pour lesquelles il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont le montant ou l'échéance sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable font l'objet de provisions. Ces provisions couvrent notamment les engagements sociaux, les risques liés à l'épargne-logement et les litiges.

Provisions pour engagements sociaux

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement du groupe sur le niveau de prestation fournie. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « frais de personnel ». Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels le groupe s'est engagé à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions ». Les indemnités de fin de carrière, les régimes de retraite supplémentaire, les comptes épargne-temps et les médailles du travail sont enregistrés dans ce poste.

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques et financières. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation différencié par entité et par régime afin que les taux utilisés soient adaptés à la population de chaque structure et permettent de refléter le plus fidèlement possible la réalité de l'engagement. Ces taux sont déterminés en référence aux taux iBoxx Corporate AA basé sur des obligations privées, en retenant l'iBoxx ayant la maturité la plus proche de la durée des engagements de l'entité et du régime considéré.

Les taux d'actualisation retenus sont les suivants :

	UES Arkade	Autres filiales
Indemnités de fin de carrière	2,86%	Entre 2,48% et 4,33%
Surcomplémentaire	3,46%	Entre 3,32% et 3,46%
Médailles du travail	3,79%	Entre 3,43% et 3,70%
Comptes épargne temps	3,85%	Entre 3,60 et 3,76%

Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0 % et 6,17 % et un taux de revalorisation des salaires compris entre 2,84 % et 4,12 % (Taux de l'UES Arkade et Arkéa SCD représentant 91 % de l'engagement). Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

Les différences générées par des changements d'hypothèses et par des différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Pour la catégorie des autres avantages à long terme, les écarts sont constatés immédiatement dans le compte de résultat de l'exercice.

Concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels sont constatés en « gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Provision épargne-logement

Les comptes épargne logement (CEL) et plans d'épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne réglementés par les pouvoirs publics, destinés aux particuliers. Ils associent une phase de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi de ces ressources sous forme de prêts immobiliers, cette dernière phase étant réglementairement conditionnée et dès lors indissociable de la phase de collecte.

La provision épargne-logement est destinée à couvrir les risques liés à :

- l'engagement d'octroyer des prêts à l'habitat aux souscripteurs des comptes et plans épargne-logement à un taux réglementé potentiellement inférieur aux conditions de marché du moment,
- l'obligation de rémunérer pour une durée indéterminée l'épargne collectée en plans épargne-logement à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat (taux pouvant s'avérer supérieur aux futures conditions de marché).

Cette provision est calculée par génération de plans épargne-logement (les PEL de même taux à l'ouverture constituant une génération) d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement (qui constitue une seule et même génération) d'autre part sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes. Les engagements sont établis à partir d'un modèle prenant en compte notamment :

- les observations historiques des comportements des souscripteurs,
- la courbe des taux et une modélisation stochastique de ses évolutions.

Les dotations et reprises de provision sont comptabilisées en résultat dans les rubriques intitulées « intérêts et produits assimilés » et « intérêts et charges assimilées » (périmètre banque).

Principes et méthodes de consolidation

Périmètre et méthodes de consolidation

Entité consolidante

L'entité consolidante du groupe correspond à l'établissement de crédit le Crédit Mutuel Arkéa tel que défini dans l'agrément collectif délivré par l'ACPR. Cet établissement de crédit comprend :

- les Fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne et du Crédit Mutuel du Sud-Ouest,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à ces Fédérations,
- le Crédit Mutuel Arkéa.

Sont retenues dans le périmètre de consolidation les entités sur lesquelles le groupe détient un contrôle exclusif ou conjoint ou exerce une influence notable et dont les états financiers présentent un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés du groupe, notamment au regard du total bilan et de la contribution au résultat net.

Les participations détenues par des sociétés de capital-investissement et sur lesquelles est exercé un contrôle conjoint ou une influence notable sont exclues du périmètre de consolidation. Ces participations sont comptabilisées à la juste valeur par résultat.

Entités contrôlées

Le contrôle existe lorsque le groupe (i) détient le pouvoir sur une entité, (ii) est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et (iii) a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

L'intégration d'une filiale dans les comptes consolidés du groupe intervient à la date à laquelle le groupe prend le contrôle et cesse le jour où le groupe perd le contrôle de cette entité.

Les entreprises sous contrôle exclusif sont intégrées globalement. L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au passif du bilan et au compte de résultat consolidé.

Participations dans les entreprises associées et des co-entreprises

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financière et opérationnelle de l'entité, sans toutefois contrôler exclusivement ou conjointement ces politiques.

L'influence notable est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité. En cas de détention de plus de 20 % des droits de vote, l'absence d'influence notable pourra être démontrée à travers la non représentation au sein des organes de direction ou par l'absence de participation au processus d'élaboration des politiques.

Une co-entreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoints'entend par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans les cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des co-entreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La méthode de la mise en équivalence prévoit que la participation dans une entreprise associée ou dans une co-entreprise soit initialement comptabilisée au coût d'acquisition, puis ajustée ultérieurement de la part du groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat global de l'entreprise associée ou de la co-entreprise.

Une participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une co-entreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une co-entreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en goodwill. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les résultats de cession ou de dilution réalisés sur les participations dans les entreprises associées et les coentreprises (mises en équivalence) sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes sur cession - dilution des entreprises mises en équivalence ».

Participation dans les activités conjointes

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

Principales variations de périmètre

En 2025, Crédit Mutuel Arkéa a finalisé l'acquisition de Seqino, solution digitale de facturation électronique. La société Onata, issue de la filialisation des activités de maîtrise d'ouvrage d'Arkea Real Estate a également été réalisée au cours de l'année. Ces entités sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

Le 1^{er} octobre 2025, Crédit Mutuel Arkéa a cédé sa participation de 40 % dans la société Swen Capital Partners.

Les sociétés appartenant au périmètre de consolidation du groupe Crédit Mutuel Arkéa sont présentées en note 47.

Règles de consolidation

Date de clôture

Toutes les entreprises consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Elimination des opérations réciproques

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les charges et produits réciproques d'importance significative sont éliminés dans leur totalité pour les entreprises intégrées de manière globale.

Traitement des acquisitions et des écarts d'acquisition

Le groupe applique IFRS 3 révisée pour comptabiliser ses regroupements d'entreprises. Le coût d'acquisition est le total des justes valeurs, à la date du regroupement, des actifs remis, des passifs encourus et des instruments de capitaux propres émis. IFRS 3 révisée permet la comptabilisation d'un écart d'acquisition total ou partiel, le choix s'effectuant pour chaque regroupement. Dans le premier cas, les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées à la juste valeur (méthode dite du goodwill complet) ; dans le second cas, elles sont basées sur leurs quotes-parts dans les valeurs attribuées aux actifs et passifs de l'entité acquise (goodwill partiel).

Si l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif du bilan dans la rubrique « écarts d'acquisition » ; s'il est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat, en « variation de valeur des écarts d'acquisition ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et dès l'existence d'indices de pertes de valeur.

Chaque écart d'acquisition est affecté à une unité génératrice de trésorerie ou un groupe d'unités génératrices de trésorerie devant tirer avantage de l'acquisition. Les dépréciations éventuelles de ces écarts sont déterminées par référence à la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle ils sont attachés. Les unités génératrices de trésorerie sont définies en fonction du mode d'organisation et de gestion du groupe et tiennent compte du caractère indépendant de ces ensembles.

Dans le cas d'une augmentation de pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition est comptabilisé en capitaux propres.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt sans perte de contrôle, l'impact de la variation du pourcentage d'intérêt sera également constaté en capitaux propres.

Dans le cas où la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie concernée est inférieure à sa valeur comptable, il est procédé à une dépréciation irréversible de l'écart d'acquisition. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est calculée selon la méthode de valorisation la plus appropriée appliquée à l'échelle de l'unité génératrice de trésorerie (UGT).

Les travaux de valorisation sont principalement basés sur les méthodes d'actualisation des dividendes futurs (dividend discount model – DDM) et de la rentabilité future escomptée (discounted cash flow method – DCF), conformément aux principes de la norme IAS 36. Le choix de la méthode DDM est retenu pour les UGT soumises aux exigences de fonds propres prudentiels (établissements de crédit, sociétés d'assurance) et la méthode DCF pour les autres UGT.

Les flux utilisés sont déterminés sur la base des plans d'affaires de chaque UGT réalisés sur un horizon explicite compris entre 4 et 5 ans, sauf exception. Ces plans d'affaires sont établis à partir du scénario macro-économique de référence pour l'ensemble des entités consolidées par intégration globale.

Les taux d'actualisation utilisés correspondent au coût du capital calculé selon le Modèle d'Evaluation Des Actifs Financiers (MEDAF). Cette méthode se base sur un taux d'intérêt sans risque auquel s'ajoute une prime de risque, variable selon l'activité sous-jacente de l'unité génératrice de trésorerie. Cette prime de risque est le produit entre un Beta sectoriel, la prime de risque des actions et éventuellement une prime spécifique reflétant par exemple le risque d'exécution ou la jeunesse de la société. Le taux sans risque, le Beta sectoriel et la prime de risque actions sont des données de marché. Le groupe retient pour ses tests de dépréciation une moyenne sur deux ans de chaque paramètre. Le Beta sectoriel reflète le risque du secteur d'activité par rapport au reste du marché actions. Il se calcule par la moyenne des Beta d'un échantillon de valeurs comparables, cotées en Bourse. Si la société est endettée, le coût de la dette est également pris en compte. Le taux d'actualisation devient alors le coût du capital pondéré selon le rapport entre les fonds propres et la dette. Les taux d'actualisation utilisés à fin 2025 sont compris entre 10,2% et 17,8% et les taux de croissance à l'infini sont de 2%.

Le groupe Crédit Mutuel Arkéa procède annuellement à des tests de sensibilité sur les valeurs d'utilité. Ainsi, les tests réalisés fin 2025 ont consisté à mesurer la variation de la valorisation des paramètres exogènes de la méthode (variation de 50 points de base du taux d'actualisation, variation de 50 points de base du taux de croissance à l'infini). Au-delà, une approche multiscénario a été retenue pour déterminer des trajectoires financières alternatives retenue pour la valorisation des actifs en tenant compte :

- d'une dégradation ou d'une amélioration de 200 points de base du coefficient d'exploitation en valeur terminale,
- d'un décalage ou d'une anticipation d'un an de la réalisation du plan d'affaires de la société.

L'ensemble de ces éléments prend en compte les différents paramètres possibles de création ou de destruction de valeur des sociétés : la volatilité des marchés financiers, la croissance réelle de l'économie française, la rentabilité en fin de période prévisionnelle et un décalage dans l'exécution du plan d'affaires (favorable ou défavorable).

Ces mesures ont conduit aux résultats suivants :

- une hausse de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une diminution globale des valeurs recouvrables de -5,5% ;
- une baisse de 50 points de base du taux de croissance à l'infini entraînerait une diminution globale des valeurs recouvrables de -3,6% ;
- une hausse de 200 points de base du coefficient d'exploitation en valeur terminale entraînerait une diminution globale des valeurs recouvrables de -4,6% ;
- un retard d'un an de la réalisation du plan d'affaires de la société entraînerait une diminution globale des valeurs recouvrables de -5,8%.

Crédit-bail, location avec option d'achat et location financement

Les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location financement sont retraitées de façon à prendre en compte la comptabilité dite financière.

Conversion des comptes en devises étrangères

Le bilan des entités étrangères dont les comptes sont exprimés en devises est converti sur la base du cours de change officiel à la date de clôture. La différence de change constatée sur le capital, les réserves et le report à nouveau est inscrite dans les autres éléments du résultat global, dans le compte « réserves de conversion ». Le compte de résultat est converti sur la base du cours moyen de l'exercice. Les différences de conversion en résultant sont inscrites directement dans le compte « réserves de conversion ».

Taxes

L'interprétation IFRIC 21 « taxes prélevées par une autorité publique » précise les conditions de comptabilisation d'une dette relative à des taxes. Une entité doit comptabiliser cette dette uniquement lorsque le fait générateur tel que prévu par la législation se produit. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive de l'activité, celle-ci doit être comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Enfin, si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un certain seuil, le passif lié à cette taxe ne sera enregistré que lorsque le seuil sera atteint.

Réforme fiscale internationale – modèle de règles du Pilier 2

L'Union Européenne a publié en décembre 2022 la Directive 2022/2523 relative à la mise en œuvre de la réforme fiscale de l'OCDE visant à ce que les grandes entreprises multinationales paient un impôt minimum dans chacune des juridictions où elles exercent des activités. La directive européenne a été transposée en droit français par l'intermédiaire de la loi de finances pour 2024, promulguée le 29 décembre 2023. La réforme est entrée en vigueur au 1er janvier 2024.

Les travaux menés par le groupe Crédit Mutuel Arkéa sur le sujet ont principalement consisté :

- à élaborer le périmètre GloBE, regroupant à la fois les entités du périmètre statutaire consolidées par la méthode d'intégration globale et les entités non consolidées à date pour des raisons de matérialité sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif,
- à identifier et mesurer les impacts potentiels de l'entrée en vigueur de l'imposition minimale et en particulier à vérifier si, une fois les mesures de sauvegarde appliquées, le groupe serait amené à payer un impôt complémentaire sur certaines juridictions.

Le groupe Crédit Mutuel Arkéa est présent dans trois juridictions : la France, la Belgique et le Luxembourg. Sur la base des tests de minimis et du TEI simplifié, aucune juridiction n'a été identifiée comme devant faire l'objet d'un impôt complémentaire.

Impositions différées

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des éléments du bilan consolidé. Ils sont calculés selon la méthode du report variable, au taux de l'impôt sur les sociétés connu à la clôture de l'exercice et applicable lors de la réalisation de la différence temporaire.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que si l'entité fiscale concernée a une perspective de récupération probable de ces actifs sur un horizon déterminé, notamment par l'imputation de ces différences et pertes reportables sur des bénéfices imposables futurs.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge à l'exception de ceux afférents aux gains ou pertes latents ou différés pour lesquels l'impôt différé est imputé directement sur cette rubrique des autres éléments du résultat global. Des impôts différés sont également comptabilisés au titre des pertes fiscales antérieures dès lors qu'il existe des preuves convaincantes quant à la probabilité de recouvrement de ces impôts. Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

La contribution économique territoriale (CET) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sont traitées comme des charges opérationnelles, elles n'entraînent pas la comptabilisation d'impôts différés dans les comptes consolidés.

Incertitudes relatives au traitement portant sur l'impôt sur le résultat

Conformément à IFRIC 23, le groupe évalue la probabilité que l'administration fiscale accepte ou non une position retenue. Il en déduit les conséquences sur le résultat fiscal, les bases fiscales, les déficits reportables, les crédits d'impôts non utilisés et les taux d'imposition. En cas de position fiscale incertaine, les montants à payer sont estimés sur la base du montant le plus probable ou de la valeur attendue selon la méthode qui reflète la meilleure anticipation du montant qui sera payé ou reçu.

Notes sur le bilan

En millions d'euros

Note 1. Caisse, banques centrales, prêts et créances sur les établissements de crédit

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Caisse, Banques centrales		
Banques centrales	12 163	10 099
Caisse	127	133
Créances rattachées	-	-
Total	12 290	10 232
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Comptes ordinaires	11 947	11 303
Prêts	8	27
Autres créances	670	663
Dépôts de garantie versés	747	796
Pensions	1 509	1 086
Créances dépréciées sur base individuelle (B3)	-	-
Créances rattachées	279	332
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-14	-5
Autres dépréciations (B3)	-	-
Total	15 146	14 201
Dont Comptes et Prêts à vue sur les établissements de crédit	502	456

Note 2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	Transaction	Juste valeur sur option	Autres JVPR	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Autres JVPR	Total
Titres	-	-	1 555	1 555	-	-	1 416	1 416
- Effets publics	-	-	-	-	-	-	-	-
- Obligations et autres titres dettes	-	-	730	730	-	-	643	643
. Cotés	-	-	13	13	-	-	14	14
. Non cotés	-	-	695	695	-	-	609	609
Créances rattachées	-	-	22	22	-	-	20	20
dont OPC	-	-	383	383	-	-	369	369
- Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	826	826	-	-	772	772
. Cotés	-	-	-	-	-	-	-	-
. Non cotés	-	-	826	826	-	-	772	772
- Titres immobilisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	322	-	-	322	390	-	-	390
Prêts et créances	-	10	1	11	-	7	1	8
dont pensions	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs distincts pour régimes d'avantages du personnel	-	-	84	84	-	-	83	83
Total	322	10	1 640	1 973	390	7	1 500	1 897

Les instruments dérivés de transaction sont détenus dans le cadre de la couverture économique des opérations avec la clientèle.

Note 3. Eléments d'information relatifs à la couverture Instruments dérivés de couverture

(en millions d'euros)	31.12.2025			
	Couverture de juste valeur		Couverture de flux de trésorerie	
	Valeur comptable	Valeur nominale	Valeur comptable	Valeur nominale
Risque de taux				
Dérivés de couverture	-	-	-	-
Dérivés de couverture à l'actif	317	60 609	-	-
Dérivés de couverture au passif	89	41 801	-	-
Variation de la juste valeur de l'instrument de couverture	568	-	-	-
Risque de change				
Dérivés de couverture	-	-	-	-
Dérivés de couverture à l'actif	-	-	-	-
Dérivés de couverture au passif	-	-	-	-
Variation de la juste valeur de l'instrument de couverture	-	-	-	-

(en millions d'euros)	31.12.2024			
	Couverture de juste valeur		Couverture de flux de trésorerie	
	Valeur comptable	Valeur nominale	Valeur comptable	Valeur nominale
Risque de taux				
Dérivés de couverture	-	-	-	-
Dérivés de couverture à l'actif	3 293	61 790	-	-
Dérivés de couverture au passif	3 066	38 248	-	-
Variation de la juste valeur de l'instrument de couverture	-238	-	-	-
Risque de change				
Dérivés de couverture	-	-	-	-
Dérivés de couverture à l'actif	-	-	-	-
Dérivés de couverture au passif	-	-	-	-
Variation de la juste valeur de l'instrument de couverture	-	-	-	-

Note 4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Effets publics	4 410	5 152
Obligations et autres titres de dettes	6 427	6 023
- Cotés	5 172	4 926
- Non cotés	1 175	1 022
Créances rattachées	81	74
Sous-total valeur brute des instruments de dette	10 837	11 175
Dont titres de dettes dépréciés (B3)	-	-

Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-4	-4
Autres dépréciations (B3)	-	-
Sous-total valeur nette des instruments de dette	10 833	11 170
Prêts et créances	-	-
- Prêts et créances sur établissements de crédits	-	-
- Prêts et créances envers la clientèle	-	-
Créances rattachées	-	-
Sous-total valeur brute des Prêts	-	-
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-	-
Autres dépréciations (B3)	-	-
Sous-total valeur nette des Prêts	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres	68	83
- Cotés	49	58
- Non cotés	19	25
Créances rattachées	-	-
Titres immobilisés	413	394
- Titres de participation	280	270
- Autres titres détenus à long terme	133	124
- Parts dans les entreprises liées	0	0
- Ecart de conversion	-	-
- Titres prêtés	-	-
Créances rattachées	0	0
Sous-total instruments de capitaux propres	481	478
Total	11 314	11 648
Dont plus ou moins-values latentes constatées en capitaux propres	-102	-270
Dont titres donnés en pension	-	-
Dont titres de participation cotés	82	106

Les titres de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres concernent principalement les titres de participation et autres titres détenus à long terme du groupe. Les cessions opérées sur les instruments classés en juste valeur par capitaux propres ont entraîné le reclassement en réserves d'une perte cumulée au moment de la cession de 112 millions d'euros.

Note 5. Titres au coût amorti

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Effets publics	1 082	1 090
Obligations et autres titres de dettes	478	460
- Cotés	340	369
- Non cotés	135	88
Créances rattachées	3	3
Total brut	1 560	1 550
dont actifs dépréciés (B3)	2	1
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-2	-1
Autres dépréciations (B3)	-2	-1
Total net	1 556	1 548

Note 6. Prêts et créances sur la clientèle

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Créances saines (B1/B2)	89 542	87 000
. Créances commerciales	71	83
. Autres concours à la clientèle	89 248	86 667
- crédits à l'habitat	47 298	46 861
- autres concours et créances diverses dont pensions	41 846	39 703
- dépôts de garantie versés	105	103
. Créances rattachées	223	250
Créances dépréciées sur base individuelle (B3)	1 907	1 720
Créances brutes	91 449	88 720
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-462	-444
Autres dépréciations (B3)	-881	-789
Sous total I	90 106	87 487
Location financement (investissement net)	2 944	2 833
. Mobilier	1 648	1 653
. Immobilier	1 296	1 180
Créances dépréciées sur base individuelle (B3)	187	137
Créances brutes	3 130	2 970

Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-30	-32
Autres dépréciations (B3)	-65	-43
Sous total II	3 035	2 895
Total	93 141	90 382
dont prêts participatifs	17	17
dont prêts subordonnés	0	0

Les autres concours et créances diverses dont pensions incluent les dépôts de garantie versés en représentation des engagements de paiements accordés au fonds de résolution unique (41,7 M€) et Fonds de garantie des dépôts (61,5 M€).

Le groupe contribue annuellement au Fonds de Résolution Unique (FRU) de l'Union Européenne. Ce FRU a été alimenté par des contributions de l'ensemble des banques des États membres participant à l'Union Bancaire et a atteint fin 2023 l'objectif fixé d'une dotation globale supérieure ou égale à 1% des dépôts couverts de ces mêmes banques.

Une fraction des contributions pouvait être acquittée sous forme d'engagements de paiement irrévocables (EPI) sécurisés par le versement de dépôts de garantie en espèces rémunéré.

Dans l'hypothèse où des mesures de résolution faisant intervenir le FRU seraient mises en œuvre, le Conseil de Résolution Unique pourrait appeler tout ou partie des EPI afin de rétablir les moyens financiers disponibles du Fonds dans la limite du plafond de 1% précité.

Les dépôts de garantie ont vocation à être remboursés par le FRU dès lors que la contribution représentée par l'EPI serait versée.

L'horizon de l'appel des engagements irrévocables de paiement est jugé incertain et, le cas échéant, à très long terme, dans le contexte de résilience du système bancaire de la zone euro mis en exergue par les résultats des Stress-tests BCE 2025. Depuis la mise en place du cadre, aucune intervention du FRU n'a été nécessaire dans les cas de résolution traités par le Conseil de Résolution Unique. A ce titre, aucune mesure de résolution nécessitant un recours aux EPI n'est anticipée en zone euro dans un horizon prévisible.

Par ailleurs, une perte ou un retrait d'agrément du groupe est également jugé hautement improbable dans le contexte de continuité d'exploitation, appuyé par la stabilité et de robustesse du modèle mutualiste du Groupe Crédit Mutuel.

Note 7. Placements financiers des activités d'assurance

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	70 751	59 986
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	63	76
Prêts et créances au coût amorti	94	100
Instruments de dettes au coût amorti	2 857	2 654
Immeubles de placement	584	600
Total	74 350	63 417

Note 7a. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	Transaction	Juste valeur sur option	Autres JVPR	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Autres JVPR	Total
Titres	-	18 447	52 031	70 478	-	16 665	43 022	59 686
- Effets publics	-	5 899	-	5 899	-	5 845	-	5 845
- Obligations et autres titres dettes	-	12 548	51 511	64 058	-	10 819	42 487	53 307
- Cotés	-	9 600	37 128	46 729	-	9 628	27 843	37 471
- Non cotés	-	2 820	14 262	17 082	-	1 082	14 529	15 610
Créances rattachées	-	127	120	247	-	110	115	225
dont OPC	-	-	38 317	38 317	-	-	30 032	30 032
- Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	113	113	-	-	118	118
- Cotés	-	-	80	80	-	-	82	82
- Non cotés	-	-	32	32	-	-	35	35
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-	1	1
- Titres immobilisés	-	-	408	408	-	-	416	416
Instruments dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	273	-	273	-	300	-	300
dont pensions	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	18 720	52 031	70 751	-	16 965	43 022	59 986

Note 7b. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Effets publics	-	-
Obligations et autres titres dettes	-	-
Cotés	-	-
Non cotés	-	-

Créances rattachées	-	-
Sous-total valeur brute des instruments de dettes	-	-
Dont titres de dettes dépréciés (B3)	-	-
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-	-
Autres dépréciations (B3)	-	-
Sous-total valeur nette des instruments de dettes	-	-
Prêts et créances	-	-
Prêts	-	-
Créances rattachées	-	-
Sous-total valeur brute des Prêts	-	-
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-	-
Autres dépréciations (B3)	-	-
Sous-total valeur nette des Prêts	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres	3	4
Cotés	3	4
Non cotés	-	-
Créances rattachées	-	-
Titres immobilisés	60	73
Titres de participation	60	73
Autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	0	-
Ecart de conversion	-	-
Titres prêtés	-	-
Créances rattachées	-	-
Sous-total instruments de capitaux propres	63	76
Total	63	76
Dont plus ou moins-values latentes constatées en capitaux propres	-17	-4
Dont titres donnés en pension	-	-
Dont titres de participation cotés	60	73

Note 7c. Prêts et créances au coût amorti

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Créances saines (B1/B2)	94	100
Comptes ordinaires	24	53
Prêts	10	10
Autres créances	-	-
Dépôts de garantie versés	61	37
Pensions	-	-
Créances dépréciées sur base individuelle (B3)	-	-
Créances rattachées	0	0
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	0	0
Autres dépréciations (B3)	-	-
Total	94	100

Note 7d. Instruments de dettes au coût amorti

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Effets publics	718	635
Obligations et autres titres dettes	2 142	2 022
Cotés	2 048	1 903
Non cotés	71	99
Créances rattachées	23	19
Total brut	2 860	2 656
dont actifs dépréciés (B3)	-	-
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-3	-2
Autres dépréciations (B3)	-	-
Total net	2 857	2 654

Note 7e. Immeubles de placement

(en millions d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	Variation de la juste valeur	Reclassement	Autres	31.12.2025
Immeubles de placement au coût amorti	36	4	0		-	-	40
- Coût historique	70	6	-		-	-	76
- Amortissements et dépréciations	-34	-2	0		-	-	-35
Immeubles de placement à la juste valeur par résultat	564	-	-	-20	-	-	544
Total	600	4	0	-20	-	-	584

La juste valeur des immeubles de placement comptabilisés au coût est de 65 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 60 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Note 7f. Eléments sous-jacents des contrats d'assurance à participation directe

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
	Eléments sous-jacents des contrats de participations directs	Eléments sous-jacents des contrats de participations directs
Juste valeur par capitaux propres	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres de dettes	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	-	-
Parts entreprises liées	-	-
Prêts et Créances	-	-
Juste valeur par résultat	70 823	59 981
Effets publics et valeurs assimilées	5 899	5 845
Obligations et autres titres de dettes	63 586	52 737
Actions et autres instruments de capitaux propres	113	118
Participations et autres titres détenus à long terme	408	416
Parts entreprises liées	-	-
Prêts et créances	273	300
Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	-	-
Immeubles de placement	544	564
Instruments dérivés de couverture	-	-
Coût amorti	102	298
Prêts et créances (dont dépôts de garantie)	75	271
Prêts sur la clientèle	2	1
Effets publics et autres titres de dettes	-	-
Immeubles de placement	24	25
Total	70 925	60 278

Note 8. Impôts courants

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Actif (par résultat)	231	182
Passif (par résultat)	153	52

Note 9. Impôts différés

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Actif (par résultat)	81	2
Actif (par capitaux propres)	170	174
Passif (par résultat)	313	231
Passif (par capitaux propres)	103	86

Répartition des impôts différés par grandes catégories

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Déficits fiscaux reportables	9	3
Différences temporaires sur :	-26	
Plus ou moins-values différées titres à la juste valeur par capitaux propres	1	46
Variation du risque de crédit des passifs à la juste valeur par résultat sur option	-35	1
Gains ou pertes latents sur couvertures de flux de trésorerie	5	-
Gains ou pertes latents sur écarts actuariels		35
Réévaluation des contrats d'assurance et de réassurance en capitaux propres recyclables		6
Provisions pour risques et charges non déductibles	105	85
Retraitements assurance	-364	-328

Réserves latentes de location financement	73	-53
Autres décalages temporaires	91	64
Total net d'impôts différés	-165	-141

Note 10. Comptes de régularisation et actifs divers

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes de régularisation actif		
Valeurs reçues à l'encaissement	178	253
Comptes d'ajustement sur devises	38	44
Produits à recevoir	122	123
Comptes de régularisation divers	219	262
Sous-total	558	682
Autres actifs *		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	331	178
Débiteurs divers	315	199
Stocks et assimilés	1	2
Autres emplois divers	16	1
Sous-total valeur brute des autres actifs	663	379
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-	-
Autres dépréciations (B3)	-5	-3
Sous-total valeur nette des autres actifs	657	377
Total	1 215	1 059

*Sont inclus les « autres actifs » non spécifiques assurance du périmètre assurance.

Note 11. Participation dans les entreprises mises en équivalence

(en millions d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	Valeur de MEE	Quote-part de résultat	Dividendes reçus	Valeur de MEE	Quote-part de résultat	Dividendes reçus
Caisse Centrale du Crédit Mutuel	200	5	6	189	7	4
BELLATRIX	38	0	-	38	0	-
SWEN Capital Partners	-	-	-	19	4	3
Autres	0	-	-	0	-1	-
Total brut	238	5	6	246	10	7

Données financières des principales entreprises mises en équivalence (en normes IFRS)

(en millions d'euros)	Total Bilan	PNB	RBE	Résultat Net	OCI	Capitaux propres
Caisse Centrale du Crédit Mutuel	9 949	41	32	26	-10	961
BELLATRIX	102	-	-	-	-	101

Note 12. Immeubles de placement du périmètre banque

(en millions d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	Autre	31.12.2025
Coût historique	211	1	-4	-11	197
Amortissements et dépréciations	-71	-6	3	4	-70
Montant net	140	-5	-1	-7	127

La juste valeur des immeubles de placement comptabilisés au coût est de 160 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 172 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Note 13. Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	Autre	31.12.2025
Coût historique					
Terrains d'exploitation	30	0	0	3	34
Constructions d'exploitation	651	1	-7	33	678
Droits d'utilisation - Immobilier	155	17	-31	0	140
Autres immobilisations corporelles	365	70	-7	-23	404
Total	1 201	88	-46	13	1 256
Amortissements et dépréciations					
Terrains d'exploitation	-	-	-	-	-
Constructions d'exploitation	-453	-19	6	-3	-470
Droits d'utilisation - Immobilier	-67	-17	23	-	-61
Autres immobilisations corporelles	-259	-21	6	0	-274
Total	-779	-57	35	-4	-805
Montant net	422	30	-10	9	451

Note 14. Immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	Autre	31.12.2025
Coût historique					
Immobilisations générées en interne	975	23	-7	121	1 113
Logiciels acquis	503	16	-28	20	511
Autres	475	148	-12	-141	470
Total	1 953	187	-47	1	2 094
Amortissements et dépréciations					
Immobilisations générées en interne	-691	-62	6	-1	-747
Logiciels acquis	-418	-18	27	0	-410
Autres	-123	-6	1	1	-128
Total	-1 232	-86	34	0	-1 285
Montant net	721	101	-13	1	809

Note 15. Ecart d'acquisition

(en millions d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	Autre	31.12.2025
Ecart d'acquisition brut	529	-	-	6	535
Dépréciations	-67	-11	-	-	-78
Ecart d'acquisition net	463	-11	-	6	457

Répartition par pôle

Pôle	Entité	31.12.2025	31.12.2024
Assurances, gestion d'actifs et distribution externes	Arkéa Real Estate / AREIM	17	17
Assurances, gestion d'actifs et distribution externes	Arkéa Asset Management	15	12
Assurances, gestion d'actifs et distribution externes	CFCAL Banque	-	11
Banque de Détails	Arkéa Direct Bank	260	260
Technologie et Services	Monext	100	100
Technologie et Services	Procapital	63	63
Technologie et Services	Seqino	3	-
Ecart d'acquisition net		457	463

Note 16. Banques centrales - Dettes envers les établissements de crédit

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Banques centrales	-	-
Dettes envers les établissements de crédit (1)	5 120	4 309
Comptes ordinaires	381	560
Emprunts	1 478	1 427
Dépôts de garantie reçus	207	233
Autres dettes	49	47
Pensions	2 975	2 011
Dettes rattachées	31	31
Total	5 120	4 309
Dont Comptes et Emprunts à vue sur les établissements de crédit	400	578
<i>(1) Dont 2 030 millions d'euros relatifs au périmètre des activités d'assurance</i>		

Note 17. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	315	397
Vente à découvert de titres	-	-
- Effets publics	-	-
- Obligations et autres titres de dettes	-	-
- Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-
Dettes représentatives des titres donnés en pension	-	-
Instruments dérivés	315	397
Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	2 532	2 371
Dettes envers les établissements de crédit	-	0
Dettes envers la clientèle	657	553
Dettes représentées par un titre	1 875	1 818
Dettes subordonnées	-	-
Total	2 847	2 769

Note 17a. Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

(en millions d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	Valeur comptable	Montant contractuel à payer à l'échéance	Ecart	Valeur comptable	Montant contractuel à payer à l'échéance	Ecart
Dettes envers les établissements de crédit	-	0	0	0	0	-
Dettes envers la clientèle (1)	657	673	-16	553	571	-18
Dettes représentées par un titre	1 875	1 843	33	1 818	1 781	37
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Total	2 532	2 515	17	2 371	2 352	19

(1) Dont 507 millions d'euros de valeur comptable relatif au périmètre des activités d'assurance (contrats Purs Unité de Comptes)

Note 17b. Actifs et passifs financiers faisant l'objet d'une compensation, d'une convention-cadre de compensation exécutoire ou d'un accord similaire

(en millions d'euros)	31.12.2025					
	Montant brut des actifs/passifs financiers comptabilisés	Montant brut des actifs/passifs financiers comptabilisés et compensés au bilan	Montant net des actifs/passifs financiers présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan		
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus/donnés en garantie	Trésorerie reçue/versée (cash collateral)
Actifs						
Dérivés	3 635	-2 996	639	-150	-	-312
Prises en pension de titres, emprunts de titres ou accords similaires	5 054	-3 464	1 590	-	1 532	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs	8 689	-6 460	2 228	-150	-1 532	-312
Passifs						
Dérivés	3 400	-2 996	404	-150	-	-122
Mises en pension de titres, prêts de titres ou accords similaires	6 466	-3 464	3 002	-	-2 966	-35
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs	9 866	-6 460	3 406	-150	-2 966	-158

(en millions d'euros)	31.12.2024					
	Montant brut des actifs/passifs financiers comptabilisés	Montant brut des actifs/passifs financiers comptabilisés et compensés au bilan	Montant net des actifs/passifs financiers présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan		
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus/donnés en garantie	Trésorerie reçue/versée (cash collateral)
Actifs						
Dérivés	3 682	-	3 682	-3 197	-	-308
Prises en pension de titres, emprunts de titres ou accords similaires	4 152	-2 986	1 166	-	-1 111	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs	7 834	-2 986	4 848	-3 197	-1 111	-308
Passifs						
Dérivés	3 463	-	3 463	-3 197	-	-152
Mises en pension de titres, prêts de titres ou accords similaires	5 022	-2 986	2 036	-	-2 032	-3
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs	8 485	-2 986	5 499	-3 197	-2 032	-155

Note 18. Dettes représentées par un titre

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Bons de caisse	11	11
Titres du marché interbancaire et TCN	4 295	4 789
Emprunts obligataires	20 891	18 111

Dettes senior non préférées	2 713	2 702
Dettes rattachées	348	330
Total	28 258	25 943

Note 19. Dettes envers la clientèle

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes d'épargne à régime spécial	41 925	39 705
A vue	37 973	35 230
A terme	3 952	4 475
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	687	889
Sous-total	42 613	40 594
Comptes ordinaires	29 449	30 524
Comptes et emprunts à terme	19 382	17 564
Pensions	-	-
Dettes rattachées	376	463
Dépôts de garantie reçus	118	97
Sous-total	49 325	48 648
Total	91 938	89 241

Note 20. Comptes de régularisation et passifs divers

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes de régularisation passif		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	477	422
Comptes d'ajustement sur devises	39	43
Charges à payer	255	230
Produits constatés d'avance	347	338
Comptes de régularisation divers	116	164
Sous-total	1 233	1 197
Autres passifs *		
Obligations locatives - Immobilier	72	80
Comptes de règlement sur opérations sur titres	589	443
Versements restant à effectuer sur titres	4	4
Créditeurs divers	9 724	4 363
Sous-total	10 388	4 891
Total	11 621	6 088

*Sont inclus les « autres passifs » non spécifiques assurance du périmètre assurance.

Les créiteurs divers sont majoritairement constitués par la part d'intérêts minoritaires sur les OPCVM consolidés par la méthode simplifiée.

Note 20a. Echancier des obligations locatives

(en millions d'euros)	31.12.2025					
	- De 1 an	+ 1 an - 3 ans	+ 3 ans - 6 ans	+ 6 ans - 9 ans	+ 9 ans	Total
Immobilier	14	22	27	8	0	72
Informatique	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Obligations locatives	14	22	27	8	0	72

Au sein du groupe Crédit Mutuel Arkéa, les obligations locatives concernent uniquement les contrats immobiliers.

Note 21. Actifs des contrats de réassurance et Passifs des contrats d'assurance

(en millions d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Actifs de réassurance	Passifs d'assurance	Actifs de réassurance	Passifs d'assurance
Passifs des contrats d'assurance émis		58 993		55 001
dont dettes et créances rattachables aux passifs d'assurance émis		-358		-329
Actifs des contrats de réassurance détenus	122		163	
dont dettes et créances rattachables aux actifs de réassurance émis	-29		-10	
Total	122	58 993	163	55 001

Les actifs de réassurance pour 150 millions d'euros se composent au 31 décembre 2025 :

- des traités de réassurance détenus évalués sous le modèle général pour 68 millions d'euros (contre 70 millions d'euros au 31 décembre 2024), dont la valeur actualisée des flux de trésorerie pour -18 millions d'euros, le risque non financier pour 12 millions d'euros et la marge sur services contractuels pour 74 millions d'euros.

- des traités de réassurance détenus évalués sous le modèle simplifié pour 82 millions d'euros (contre 103 millions d'euros au 31 décembre 2024), dont la valeur actualisée des flux de trésorerie pour 79 millions d'euros et le risque non financier pour 4 millions d'euros.

Note 21 a. Passifs des contrats d'assurance émis

Réconciliation des passifs d'assurance par nature de couverture

(en millions d'euros)	31.12.2025					Total
	Couverture restante		Sinistres survenus			
	Hors élément de perte	Elément de perte	Contrats évalués sous le modèle général	Contrats évalués sous la méthode simplifiée		
				Valeur actualisée des flux futurs de trésorerie	Risque non financier	
Actifs des contrats d'assurance à l'ouverture	0	0	0	0	0	0
Passifs des contrats d'assurance à l'ouverture	54 563	10	326	411	21	55 330
Solde à l'ouverture	54 563	10	326	411	21	55 330
Produits des contrats d'assurance	-1 233	0	0	0	0	-1 233
Charges de sinistres et autres charges d'assurance survenus		0	222	368	6	596
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition	161					161
Pertes et reprises de pertes sur les contrats déficitaires		-2				-2
Ajustements des passifs pour sinistres survenus (services passés)			14	-5	-9	-1
Charges afférentes aux contrats d'assurance	161	-2	236	362	-3	753
Résultat des activités d'assurance	-1 073	-2	236	362	-3	-480
Charges financières nettes des contrats d'assurance	2 215	0	0	6	0	2 222
Effet des taux d'intérêts et des autres hypothèses financières (OCI)	-8	0	0	-7	0	-15
Effet des taux de change	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0
Total des variations en résultat et dans les autres éléments du résultat global	1 134	-2	236	362	-4	1 727
Composante investissement	-4 023	0	4 023	0	0	0
Primes reçues	6 984	0	0	0	0	6 984
Sinistres et autres frais payés, y compris composante investissement	0	0	-4 256	-363	0	-4 619
Frais d'acquisition payés	-71	0	0	0	0	-71
Total Flux de trésorerie	6 914	0	-4 256	-363	0	2 295
Actifs des contrats d'assurance à la clôture	0	0	0	0	0	0
Passifs des contrats d'assurance à la clôture	58 587	8	329	410	18	59 352
Solde à la clôture	58 587	8	329	410	18	59 352

(en millions d'euros)	31.12.2024					Total
	Couverture restante		Sinistres survenus			
	Hors élément de perte	Elément de perte	Contrats évalués sous le modèle général	Contrats évalués sous la méthode simplifiée		
Valeur actualisée des flux futurs de trésorerie				Risque non financier		
Actifs des contrats d'assurance à l'ouverture	0	0	0	0	0	0
Passifs des contrats d'assurance à l'ouverture	52 262	10	315	417	16	53 020
Solde à l'ouverture	52 262	10	315	417	16	53 020
Produits des contrats d'assurance	-1 180	0	0	0	0	-1 180
Charges de sinistres et autres charges d'assurance survenus		0	204	356	8	567
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition	146					146
Pertes et reprises de pertes sur les contrats déficitaires		0				0
Ajustements des passifs pour sinistres survenus (services passés)			5	0	-4	1
Charges afférentes aux contrats d'assurance	146	0	209	356	4	715
Résultat des activités d'assurance	-1 034	0	209	356	4	-465
Charges financières nettes des contrats d'assurance	1 531	0	0	8	0	1 539
Effet des taux d'intérêts et des autres hypothèses financières (OCI)	-7	0	0	6	0	-1
Effet des taux de change	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	14	0	14
Total des variations en résultat et dans les autres éléments du résultat global	489	0	209	384	5	1 087
Composante investissement	-4 106	0	4 106	0	0	0
Primes reçues	5 982	0	0	0	0	5 982
Sinistres et autres frais payés, y compris composante investissement	0	0	-4 305	-390	0	-4 694

Frais d'acquisition payés	-65	0	0	0	0	-65
Total Flux de trésorerie	5 917	0	-4 305	-390	0	1 223
Actifs des contrats d'assurance à la clôture	0	0	0	0	0	0
Passifs des contrats d'assurance à la clôture	54 563	10	326	411	21	55 330
Solde à la clôture	54 563	10	326	411	21	55 330

Réconciliation des passifs d'assurance par composantes d'estimation – hors contrats évalués sous la méthode simplifiée

(en millions d'euros)	31.12.2025			
	Valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Risque non financier	Marge sur services contractuels	Total
Actifs des contrats d'assurance à l'ouverture	-	-	-	-
Passifs des contrats d'assurance à l'ouverture	50 414	699	3 607	54 720
Solde à l'ouverture	50 414	699	3 607	54 720
Variation de la marge sur services contractuels comptabilisée en résultat			-368	-368
Variation de l'ajustement pour risque non financier		-57		-57
Ajustements liés à l'expérience	-14			-14
Variations liées aux services rendus au cours de la période	-14	-57	-368	-439
Contrats comptabilisés au cours de la période	-285	56	230	-
Changements dans les estimations entraînant un ajustement de la marge sur services contractuels	-332	43	288	-
Changements dans les estimations entraînant des pertes ou reprises de pertes sur les contrats déficitaires	-	-	-	-
Variations liées aux services futurs	-617	99	518	-
Ajustements des passifs pour sinistres survenus	12	2		14
Variations liées aux services passés	12	2	-	14
Résultat des activités d'assurance	-619	44	149	-425
Charges financières nettes des contrats d'assurance	2 209	1	6	2 216
Effet des taux d'intérêts et des autres hypothèses financières (OCI)	-4	-5	-	-8
Effets des taux de change	-	-	-	-
Total des variations en résultat et dans les autres éléments du résultat global	1 587	40	155	1 782
Primes reçues	6 558	-	-	6 558
Sinistres et autres frais payés, y compris composante investissement	-4 256	-	-	-4 256
Frais d'acquisition payés	-60	-	-	-60
Total Flux de trésorerie	2 242	-	-	2 242
Actifs des contrats d'assurance à la clôture	-	-	-	-
Passifs des contrats d'assurance à la clôture	54 242	739	3 762	58 744
Solde à la clôture	54 242	739	3 762	58 744

(en millions d'euros)	31.12.2024			
	Valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Risque non financier	Marge sur services contractuels	Total
Actifs des contrats d'assurance à l'ouverture	0	0	0	0
Passifs des contrats d'assurance à l'ouverture	48 060	675	3 685	52 420
Solde à l'ouverture	48 060	675	3 685	52 420
Variation de la marge sur services contractuels comptabilisée en résultat			-364	-364
Variation de l'ajustement pour risque non financier		-52		-52
Ajustements liés à l'expérience	-21			-21
Variations liées aux services rendus au cours de la période	-21	-52	-364	-437
Contrats comptabilisés au cours de la période	-243	47	196	0
Changements dans les estimations entraînant un ajustement de la marge sur services contractuels	-111	26	85	0
Changements dans les estimations entraînant des pertes ou reprises de pertes sur les contrats déficitaires	0	0	0	0
Variations liées aux services futurs	-354	73	281	0
Ajustements des passifs pour sinistres survenus	6	-1		5
Variations liées aux services passés	6	-1	0	5
Résultat des activités d'assurance	-368	20	-83	-431
Charges financières nettes des contrats d'assurance	1 525	1	5	1 531
Effet des taux d'intérêts et des autres hypothèses financières (OCI)	-10	3	0	-7
Effets des taux de change	0	0	0	0
Total des variations en résultat et dans les autres éléments du résultat global	1 146	24	-78	1 093

Primes reçues	5 567	0	0	5 567
Sinistres et autres frais payés, y compris composante investissement	-4 305	0	0	-4 305
Frais d'acquisition payés	-55	0	0	-55
Total Flux de trésorerie	1 207	0	0	1 207
Actifs des contrats d'assurance à la clôture	0	0	0	0
Passifs des contrats d'assurance à la clôture	50 414	699	3 607	54 720
Solde à la clôture	50 414	699	3 607	54 720

Passifs d'assurance comptabilisés initialement au cours de la période

(en millions d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	Contrats profitables émis	Contrats déficitaires	Total	Contrats profitables émis	Contrats déficitaires	Total
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	109	0	109	94	0	94
Sinistres attendus et autres charges afférentes aux activités d'assurance	4 525	0	4 525	3 718	0	3 718
Estimations de la valeur actualisée des sorties de trésorerie futures	4 635	0	4 635	3 813	0	3 813
Estimations de la valeur actualisée des entrées de trésorerie futures	-4 920	0	-4 920	-4 056	0	-4 056
Ajustement au titre du risque non financier	56	0	56	47	0	47
Marge sur Services Contractuels	230	0	230	196	0	196
Perte sur contrats d'assurance détenus et comptabilisés initialement au cours de la période	0	0	0	0	0	0

Note 21b. Reconnaissance attendue en résultat de la marge sur services contractuels

(en millions d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	Entre 1 et 5 ans	Entre 5 et 10 ans	Plus de 10 ans	Total	Entre 1 et 5 ans	Entre 5 et 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Marge sur services contractuels des contrats d'assurance	1 338	903	1 521	3 762	1 285	854	1 468	3 607

Note 21c. Analyse des échéances des passifs d'assurance et de réassurance

(en millions d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	Durée restant à courir				Durée restant à courir			
	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats d'assurance	2 454	9 146	43 053	54 652	2 797	8 188	39 839	50 824

Note 22. Provisions

(en millions d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises (provisions utilisées)	Reprises (provisions non utilisées)	Autres	31.12.2025
Provisions pour engagements de retraite	187	21	-2	-8	0	198
Provisions pour épargne-logement	6	5	-	-	-	11
Provisions pour pertes attendues sur risque de crédit des engagements hors bilan du périmètre banque (1)	30	24	0	-23	0	31
Provisions pour exécution des engagements de signature (1)	14	5	-	-4	0	16
Provisions pour impôts	0	0	0	0	-	0
Provisions pour litiges	11	8	-2	-1	-	15
Provisions pour risques	1	1	0	0	-	2
Autres	10	5	-1	-2	-	12
Total	259	69	-6	-38	0	284

(1) Un reclassement de 14 millions d'euros a été effectué sur la borne d'ouverture entre les provisions pour pertes attendues sur risque de crédit et les provisions pour exécution des engagements de signatures.

Note 22a. Engagements de retraite et avantages similaires**Engagements de retraite à prestations définies et autres avantages à Long Terme**

(en millions d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autre	31.12.2025
Indemnités de fin de carrière	25	6	-1	0	30
Compléments de retraite	0	-	0	-	0
Primes liées aux médailles du travail	50	5	-6	-	50
Comptes épargne-temps	111	11	-4	-	118
Total	187	21	-10	0	198

Note 22b. Provisions pour risques sur engagements au titre des comptes et plans épargne-logement**Comptes et plans épargne-logement sur la phase épargne : encours et provisions**

(en millions d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans épargne-logement	3 914	3	4 424	3
Ancienneté de moins de 4 ans	489	1	453	0
Ancienneté de 4 à 10 ans	127	0	645	0
Ancienneté de plus de 10 ans	3 298	2	3 326	2
Comptes épargne-logement	915	7	904	3
Total	4 829	10	5 328	6

Crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans épargne-logement : encours et provisions

(en millions d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans épargne-logement	29	0	20	0
Comptes épargne-logement	14	0	10	0
Total	43	1	30	0

Note 22c. Provisions pour pertes attendues sur risque de crédit des engagements hors-bilan du périmètre banque

(en millions d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autres	31.12.2025
Engagements donnés					
Pertes attendues à 12 mois	16	16	-12	0	20
Pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	7	5	-5	0	7
Pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés (instruments dépréciés ou non dès acquisition /création)	7	3	-6	0	4
Total	30	24	-23	0	31

Note 23. Dettes subordonnées

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Dettes subordonnées	2 214	2 203
Emprunts participatifs	3	3
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	74
Autres dettes	-	-
Dettes rattachées	62	63
Total	2 279	2 343

Principales dettes subordonnées au 31 décembre 2025

Emetteur	Date d'émission	Nominal	Devise	Taux	Echéance
Crédit Mutuel Arkéa	01.06.2016	500	Euro	3,25%	01.06.2026
Crédit Mutuel Arkéa	09.02.2017	500	Euro	3,50%	09.02.2029
Crédit Mutuel Arkéa	15.05.2024	500	Euro	4,81%	15.05.2035
Crédit Mutuel Arkéa	11.03.2019	750	Euro	3,38%	11.03.2031
Total		2 250			

Note 24. Capital et réserves liées - Réserves consolidées

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Capital	3 176	3 040
Réserves liées au capital	5	5
Réserves consolidées	7 045	6 835
Réserve légale	630	601
Réserves statutaires et contractuelles	2 723	2 625
Réserves réglementées	-	-
Réserves de conversion	-	-
Autres réserves	3 622	3 533
Report à nouveau	70	75
Total	10 227	9 880

Le capital social du groupe est composé des parts sociales détenues par les sociétaires des caisses locales de Crédit Mutuel.

Note 25. Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres sur option non recyclables	-159	-131
Instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-30	-100
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables de l'activité d'assurance	-15	-2
Instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables de l'activité d'assurance	0	0
Réévaluation des contrats d'assurance et de réassurance en capitaux propres recyclables	-15	-19
Effets de la réévaluation des contrats d'assurance en VFA - non recyclables	-	-
Variation de juste valeur attribuable au risque de crédit présentée dans les autres éléments du résultat global pour les passifs	-2	-4
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	0	0
Biens immobiliers	-	-
Ecarts actuariels	-100	-102
Total	-322	-358

Note 26a. Analyse des échéances des passifs financiers – périmètre banque

(en milliers d'euros)	Durée restant à courir					
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée non déterminée	Total
Passifs à la juste valeur par résultat	18	20	327	1 953	-	2 318
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	89	89
Dettes envers les établissements de crédit	1 442	813	287	460	-	3 002
Dettes envers la clientèle	72 162	3 664	10 905	5 223	-	91 954
Dettes représentées par un titre	1 561	3 914	10 263	12 520	-	28 258
Dettes subordonnées	506	-	504	1 269	-	2 279

Note 26b. Analyse des échéances des passifs financiers – périmètre assurance

(en milliers d'euros)	Durée restant à courir					
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée non déterminée	Total
Passifs à la juste valeur par résultat	-	-	23	-	506	529
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	654	1 435	-	-	29	2 118
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-

Note 27a. Hiérarchie de la juste valeur du périmètre banque

(en millions d'euros)	31.12.2025			
Actifs financiers	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
JVOCI	9 889	1 076	348	11 314
- Effets publics et valeurs assimilées - JVOCI	4 407	-	-	4 407
- Obligations et autres titres de dettes - JVOCI (1)	5 349	1 076	-	6 425
- Actions et autres instruments de capitaux propres - JVOCI	49	0	19	68
- Participations et ATDLT - JVOCI	83	-	330	413
- Parts entreprises liées - JVOCI	-	-	0	0
- Prêts et créances sur établissements de crédit - JVOCI	-	-	-	-
- Prêts et créances sur la clientèle - JVOCI	-	-	-	-
Transaction / JVO / Autres JVPR	13	691	1 268	1 973
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	-	-	-	-
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	-	-	-	-
- Effets publics et valeurs assimilées - Autres JVPR	-	-	-	-
- Obligations et autres titres de dettes - Transaction	-	-	-	-
- Obligations et autres titres de dettes - Juste valeur sur option	-	-	-	-
- Obligations et autres titres de dettes - Autres JVPR	13	369	348	730
- Actions et autres instruments de capitaux propres - Transaction	-	-	-	-
- Actions et autres instruments de capitaux propres - Autres JVPR	-	-	826	826
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	-	-	-	-
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Autres JVPR	-	-	-	-
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	-	-	10	10
- Prêts et créances sur la clientèle - Autres JVPR	-	1	-	1

- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	-	322	-	322
- Autres actifs classés à la JVPR	-	-	84	84
Instruments dérivés de couverture	-	317	-	317
Total	9 902	2 084	1 616	13 603

Passifs financiers	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Transaction / JVO	-	2 318	-	2 318
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	-	-	-	-
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	-	151	-	151
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	-	1 875	-	1 875
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	-	292	-	292
Instruments dérivés de couverture	-	89	-	89
Total	-	2 407	-	2 407

(1) Des transferts de Niveau 2 à Niveau 1 ont été réalisés pour un montant de 37M€. Ils concernent essentiellement des obligations dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 1.

(en millions d'euros)	31.12.2024			
Actifs financiers	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
JVOCI	9 643	1 692	313	11 648
- Effets publics et valeurs assimilées - JVOCI (1) (2)	4 474	676	-	5 150
- Obligations et autres titres de dettes - JVOCI (3)	5 004	1 017	-	6 021
- Actions et autres instruments de capitaux propres - JVOCI	58	0	25	83
- Participations et ATDLT - JVOCI	106	-	288	394
- Parts entreprises liées - JVOCI	-	-	0	0
- Prêts et créances sur établissements de crédit - JVOCI	-	-	-	-
- Prêts et créances sur la clientèle - JVOCI	-	-	-	-
Transaction / JVO / Autres JVPR	14	693	1 189	1 897
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	-	-	-	-
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	-	-	-	-
- Effets publics et valeurs assimilées - Autres JVPR	-	-	-	-
- Obligations et autres titres de dettes - Transaction	-	-	-	-
- Obligations et autres titres de dettes - Juste valeur sur option	-	-	-	-
- Obligations et autres titres de dettes - Autres JVPR	14	296	333	643
- Actions et autres instruments de capitaux propres - Transaction	-	-	-	-
- Actions et autres instruments de capitaux propres - Autres JVPR	-	-	772	772
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	-	0	-	0
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Autres JVPR	-	-	-	-
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	-	7	-	7
- Prêts et créances sur la clientèle - Autres JVPR	-	1	-	1
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	-	390	-	390
- Autres actifs classés à la JVPR	-	-	83	83
Instruments dérivés de couverture	-	3 293	-	3 293
Total	9 657	5 678	1 502	16 837

Passifs financiers	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Transaction / JVO	-	2 331	-	2 331
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	-	0	-	0
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	-	154	-	154
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	-	1 818	-	1 818
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	-	359	-	359
Instruments dérivés de couverture	-	3 066	-	3 066
Total	-	5 396	-	5 396

(1) Des transferts de Niveau 2 à Niveau 1 ont été réalisés pour un montant de 413M€. Ils concernent essentiellement des effets dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 1.

(2) Des transferts de Niveau 1 à Niveau 2 ont été réalisés pour un montant de 44M€. Ils concernent essentiellement des effets dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 2.

(3) Des transferts de Niveau 2 à Niveau 1 ont été réalisés pour un montant de 136M€. Ils concernent essentiellement des obligations dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 1.

Note 27b. Hiérarchie de la juste valeur du périmètre assurance

(en millions d'euros)		31.12.2025			
Actifs financiers		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
JVOCI		46	16	0	63
- Effets publics et valeurs assimilées - JVOCI		-	-	-	-
- Obligations et autres titres de dettes - JVOCI		-	-	-	-
- Actions et autres instruments de capitaux propres - JVOCI		3	-	-	3
- Participations et ATDLT - JVOCI		44	16	0	60
- Parts entreprises liées - JVOCI		-	-	-	-
- Prêts et créances sur établissements de crédit - JVOCI		-	-	-	-
- Prêts et créances sur la clientèle - JVOCI		-	-	-	-
Transaction / JVO / Autres JVPR		43 518	17 208	10 025	70 751
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction		-	-	-	-
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option (1)		5 839	61	-	5 899
- Effets publics et valeurs assimilées - Autres JVPR		-	-	-	-
- Obligations et autres titres de dettes - Transaction		-	-	-	-
- Obligations et autres titres de dettes - Juste valeur sur option (2)		7 309	5 239	0	12 548
- Obligations et autres titres de dettes - Autres JVPR (3)		30 290	11 881	9 340	51 511
- Actions et autres instruments de capitaux propres - Transaction		-	-	-	-
- Actions et autres instruments de capitaux propres - Autres JVPR		80	28	412	521
- Prêts et créances - Juste valeur sur option		-	-	273	273
- Prêts et créances - Autres JVPR		-	-	-	-
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction		-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-	-	-
Total		43 565	17 224	10 025	70 814

Passifs financiers	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Transaction / JVO	-	529	-	529
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	-	-	-	-
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	-	506	-	506
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	-	-	-	-
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	-	23	-	23
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Total	-	529	-	529

(1) Des transferts de Niveau 2 à Niveau 1 ont été réalisés pour un montant de 4M€. Ils concernent essentiellement des effets dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 1.

(2) Des transferts de Niveau 1 à Niveau 2 ont été réalisés pour un montant de 122M€. Ils concernent essentiellement des obligations dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 2.

(3) Des transferts de Niveau 2 à Niveau 1 ont été réalisés pour un montant de 58M€. Ils concernent essentiellement des obligations dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 1.

(en millions d'euros)		31.12.2024			
Actifs financiers		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
JVOCI		60	-	16	76
- Effets publics et valeurs assimilées - JVOCI		-	-	-	-
- Obligations et autres titres de dettes - JVOCI		-	-	-	-
- Actions et autres instruments de capitaux propres - JVOCI		4	-	-	4
- Participations et ATDLT - JVOCI		57	-	16	73
- Parts entreprises liées - JVOCI		-	-	-	-
- Prêts et créances sur établissements de crédit - JVOCI		-	-	-	-
- Prêts et créances sur la clientèle - JVOCI		-	-	-	-
Transaction / JVO / Autres JVPR		36 052	13 947	9 987	59 986
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction		-	-	-	-
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option (1)(4)		5 726	119	-	5 845
- Effets publics et valeurs assimilées - Autres JVPR		-	-	-	-
- Obligations et autres titres de dettes - Transaction		-	-	-	-
- Obligations et autres titres de dettes - Juste valeur sur option (2)(5)		8 283	2 536	0	10 819
- Obligations et autres titres de dettes - Autres JVPR (3)		21 960	11 276	9 251	42 487
- Actions et autres instruments de capitaux propres - Transaction		-	-	-	-
- Actions et autres instruments de capitaux propres - Autres JVPR		82	16	435	534
- Prêts et créances - Juste valeur sur option (6)		-	-	300	300
- Prêts et créances - Autres JVPR		-	-	-	-
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction		-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-	-	-
Total		36 112	13 947	10 003	60 063

Passifs financiers	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Transaction / JVO	-	438	-	438
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	-	-	-	-
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	-	399	-	399
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	-	-	-	-
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	-	39	-	39
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Total	-	438	-	438

(1) Des transferts de Niveau 1 à Niveau 2 ont été réalisés pour un montant de 98 M€. Ils concernent essentiellement des effets dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 2.

(2) Des transferts de Niveau 1 à Niveau 2 ont été réalisés pour un montant de 11 M€. Ils concernent essentiellement des obligations dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 2.

(3) Des transferts de Niveau 1 à Niveau 2 ont été réalisés pour un montant de 34 M€. Ils concernent essentiellement des obligations dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 2.

(4) Des transferts de Niveau 2 à Niveau 1 ont été réalisés pour un montant de 164 M€. Ils concernent essentiellement des effets dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 1.

(5) Des transferts de Niveau 2 à Niveau 1 ont été réalisés pour un montant de 13 M€. Ils concernent essentiellement des obligations dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 1.

(6) Des transferts de Niveau 2 à Niveau 3 ont été réalisés pour un montant de 269 M€. Ils concernent essentiellement des prêts et créances dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 3.

Note 27c. Hiérarchie de la Juste Valeur - Détail du niveau 3 du périmètre banque

(en millions d'euros)	Ouverture	Achats	Emissions	Ventes	Remboursements	Transferts
Actifs financiers						
JVOCI	313	24	11	-6	0	-
Effets publics et valeurs assimilées - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres - JVOCI	25	-	-	-	-	-
Participations et ATDLT - JVOCI	288	24	11	-6	0	-
Parts entreprises liées - JVOCI	0	0	-	0	-	-
Prêts et créances sur établissements de crédit - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Transaction / JVO / Autres	1 189	123	-	-51	-6	-49
Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	-	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées - Autres JVPR	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - Transaction	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - Autres JVPR	333	63	-	-13	-6	-59
Actions et autres instruments de capitaux propres - Transaction	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres - Autres JVPR	772	60	-	-38	0	-
Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur établissements de crédit - Autre JVPR	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	11
Prêts et créances sur la clientèle - Autres JVPR	-	-	-	-	-	-
Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	-	-	-	-	-	-
Autres actifs classés à la JVPR (1)	83	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Total	1 503	147	11	-57	-6	-49
Passifs financiers	-	-	-	-	-	-
Transaction / JVO	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-

(en millions d'euros)	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts N1, N2 => N3	Transferts N3 => N1, N2
Actifs financiers						
JVOCI	-	8	-3	348	-	-
Effets publics et valeurs assimilées - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres - JVOCI	-	-4	-2	19	-	-
Participations et ATDLT - JVOCI	-	12	0	330	-	-
Parts entreprises liées - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur établissements de crédit - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Transaction / JVO / Autres	61	-	1	1 268	11	-59
Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	-	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées - Autres JVPR	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - Transaction	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - Autres JVPR	29	-	0	348	-	-59
Actions et autres instruments de capitaux propres - Transaction	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres - Autres JVPR	32	-	0	826	-	-
Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur établissements de crédit - Autre JVPR	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	-	-	-	11	11	-
Prêts et créances sur la clientèle - Autres JVPR	-	-	-	-	-	-
Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	-	-	-	-	-	-
Autres actifs classés à la JVPR (1)	-	-	1	84	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Total	61	8	-2	1 616	11	-59
Passifs financiers						
Transaction / JVO	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-
* Seuls les transferts significatifs sont renseignés, c'est-à-dire les transferts dont le montant est supérieur à 10% du montant de la ligne "Total" pour la catégorie d'actif ou de passif concerné.						
(1) Constataction d'actifs distincts pour régimes d'avantages du personnel.						

Au 31 décembre 2025, à partir des principaux paramètres non observables, le groupe a évalué une sensibilité de la juste valeur des titres de niveau 3, sur un périmètre concernant principalement le portefeuille des participations et du capital investissement.

Cette sensibilité vise à illustrer l'incertitude inhérente au recours au jugement nécessaire à l'estimation des principaux paramètres inobservables à la date d'évaluation. Elle ne représente aucunement une mesure des risques de marché sur les instruments en niveau 3. L'estimation repose sur la politique d'ajustements de valorisation. Pour le portefeuille des participations et du capital investissement, l'estimation repose sur un choc de +/- 1 % sur les paramètres AVA des titres non cotés revus annuellement. Au 31 décembre 2025, ce choc entraînerait un impact de +12 / -15 M€ sur le niveau des AVAs des titres de niveau 3.

Note 27d. Hiérarchie de la Juste Valeur - Détail du niveau 3 du périmètre assurance

(en millions d'euros)	Ouverture	Achats	Emissions	Ventes	Remboursements	Transferts
Actifs financiers						
JVOCI	16	-	-	-	-	16
Effets publics et valeurs assimilées - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Participations et ATDLT - JVOCI	16	-	-	-	-	16
Parts entreprises liées - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur établissements de crédit - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Transaction / JVO / Autres	9 987	1 404	23	-4	-1 460	125
Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	-	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées - Autres JVPR	-	-	-	-	-	-

Obligations et autres titres de dettes - Transaction	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - Juste valeur sur option	0	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - Autres JVPR	9 251	1 397	-	-	1 409	135
Actions et autres instruments de capitaux propres - Transaction	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres - Autres JVPR	435	6	-	-4	0	-11
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	300	0	23	-	51	-
Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle - Autres JVPR	-	-	-	-	-	-
Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Total	10 003	1 404	23	-4	-1 460	109
Passifs financiers	0	-	-	-	-	-
Transaction / JVO	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-

(en millions d'euros)	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts N1, N2 => N3	Transferts N3 => N1, N2
Actifs financiers						
JVOCI	0	-	-	0	-	-16
Effets publics et valeurs assimilées - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Participations et ATDLT - JVOCI	0	-	-	0	-	-16
Parts entreprises liées - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur établissements de crédit - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle - JVOCI	-	-	-	-	-	-
Transaction / JVO / Autres	49	0	0	10 027	157	-33
Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	-	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées - Autres JVPR	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - Transaction	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres de dettes - Juste valeur sur option	-	-	-	-	0	-
Obligations et autres titres de dettes - Autres JVPR	-35	-	0	9 341	157	-22
Actions et autres instruments de capitaux propres - Transaction	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres - Autres JVPR	-14	-	-	412	-	-11
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	-	0	-	273	-	-
Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle - Autres JVPR	-	-	-	-	-	-
Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-49	0	0	10 027	157	-49
Total	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers	-	-	-	-	-	-
Transaction / JVO	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-

Note 28a. Hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti – périmètre banque

(en millions d'euros)	31.12.2025					
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins-values latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
Actifs	104 546	107 463	-2 916	1 187	15 484	87 876
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur établissements de crédit	15 139	15 146	-7	-	15 139	-
Prêts et créances à la clientèle	87 863	93 141	-5 278	-	-	87 863
Titres	1 545	1 556	-11	1 187	345	14
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-2 381	2 381	-	-	-
Passifs	123 993	124 685	-693	-	32 070	91 923
Dettes envers les établissements de crédit	3 040	3 090	-50	-	3 040	0
Dettes envers la clientèle	91 923	91 938	-15	-	-	91 923
Dettes représentées par un titre	26 700	28 258	-1 557	-	26 700	-
Dettes subordonnées	2 329	2 279	50	-	2 329	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-879	879	-	-	-

(en millions d'euros)	31.12.2024					
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins-values latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
Actifs	101 939	104 371	-2 431	1 191	14 511	86 238
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur établissements de crédit	14 188	14 201	-13	-	14 188	-
Prêts et créances à la clientèle	86 223	90 382	-4 159	-	-	86 223
Titres	1 529	1 548	-20	1 191	323	15
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-1 761	1 761	-	-	-
Passifs	120 134	120 117	17	-	30 855	89 279
Dettes envers les établissements de crédit	3 417	3 480	-63	-	3 418	0
Dettes envers la clientèle	89 280	89 241	38	-	-	89 280
Dettes représentées par un titre	25 094	25 943	-850	-	25 094	-
Dettes subordonnées	2 344	2 343	1	-	2 344	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-890	890	-	-	-

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées. Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Note 28b. Hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti – périmètre assurance

(en millions d'euros)	31.12.2025					
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins-values latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
Actifs	2 854	2 951	-97	2 672	173	10
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	69	94	-26	-	59	10
Titres	2 785	2 857	-72	2 672	113	-
Passifs	2 030	2 030	-	-	2 030	0
Dettes envers les établissements de crédit	2 030	2 030	-	-	2 030	0
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	76	76	-	-	76	-

(en millions d'euros)	31.12.2024					
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins-values latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
Actifs	2 671	2 754	-83	2 476	185	10
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	100	100	0	-	90	10
Titres	2 571	2 654	-83	2 476	95	-
Passifs	829	829	-	-	829	0
Dettes envers les établissements de crédit	829	829	-	-	829	0
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-

Notes sur le compte de résultat - En millions d'euros

Note 29. Intérêts et produits/charges assimilés

(en millions d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit & banques centrales	573	-154	826	-181
Clientèle	2 429	-1 618	2 343	-2 053
- dont crédit-bail	159	-22	148	-24
- dont obligation locative	-	-3	-	-2
Titres au coût amorti	28	-	16	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	22	-60	26	-81
Instruments dérivés de couverture	916	-1 009	1 578	-1 337
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	321	-	240	-
Dettes représentées par un titre	-	-721	-	-752
Total	4 288	-3 562	5 030	-4 403

Note 30. Commissions

(en millions d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	2	-7	2	-4
Clientèle	306	-2	285	-2
Instruments dérivés	0	-1	1	0
Change	15	0	11	0
Engagements de financement et de garantie	2	0	2	0
Titres et prestations de services	732	-262	608	-221
Total	1 057	-273	909	-228

Note 31. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Instruments de transaction	51	73
Instruments à la juste valeur sur option	1	-52
Variation de juste valeur attribuable au risque de crédit présentée dans le résultat net pour les passifs	-	-
Autres instruments à la juste valeur par résultat	93	82
dont OPC	26	25
Inefficacité des couvertures	2	-2
Sur couverture de flux de trésorerie	-	-
Sur couverture de juste valeur	2	-2
- variation de juste valeur des éléments couverts	-20	-296
- variation de juste valeur des éléments de couverture	22	295
Résultat de change	0	0
Total	147	101

Note 32. Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en millions d'euros)	31.12.2025		
	Dividendes	PV/MV réalisées	Total
Effets publics		-5	-5
Obligations et autres titres de dettes		3	3
Prêts et créances sur les établissements de crédit		-	-
Prêts et créances sur la clientèle		-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres	0		0
Titres immobilisés	7		7
Total	7	-2	5

(en millions d'euros)	31.12.2024		
	Dividendes	PV/MV réalisées	Total
Effets publics		0	0
Obligations et autres titres de dettes		5	5
Prêts et créances sur les établissements de crédit		-	-
Prêts et créances sur la clientèle		-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres	0		0
Titres immobilisés	7		7
Total	7	5	12

Note 33. Gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti

Actifs financiers	Profit ou perte comptabilisé par suite de la décomptabilisation d'actifs au 31.12.2025	Profit ou perte comptabilisé par suite de la décomptabilisation d'actifs au 31.12.2024
Actifs financiers		
Effets publics	-	-
Obligations et autres titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Passifs financiers		
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Total	-	-

Note 34. Produits nets des activités d'assurance

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Produits des contrats d'assurance émis	1 233	1 180
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	-753	-715
Produits et charges afférentes aux contrats de réassurance détenus	-48	-47
Résultat des activités d'assurance et de réassurance	432	419
Produits nets des placements financiers liés aux activités d'assurance	2 302	1 614
<i>dont coût du risque des placements financiers liés aux activités d'assurance</i>	-	1
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis	-2 222	-1 539
Produits financiers ou charges financières des contrats de réassurance détenus	3	3
Résultat financier des activités d'assurance et de réassurance	83	78
Total	514	497

Note 34a. Résultat des activités d'assurance et de réassurance

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Produits des contrats d'assurance évalués selon le modèle général	704	678
Marge sur services contractuels	368	365
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier	57	52
Récupération des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	43	38
Charges de sinistres et autres charges afférentes attendues	236	224
Produits des contrats d'assurance évalués selon la méthode simplifiée	529	502
Charges afférentes aux contrats d'assurance	-753	-715
Résultat des activités d'assurance	480	465
Produits et charges afférentes aux contrats de réassurance	-48	-47
Total résultat des activités d'assurance et de réassurance	432	419

Note 34b. Résultat financier des activités d'assurance et de réassurance

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Produits nets des placements financiers liés aux activités d'assurance	2 302	1 614
Variation de la juste valeur des éléments sous-jacents des contrats avec participation directe	-2 216	-1 532
Effet de l'option d'atténuation des risques	0	0
Effet de désactualisation	-6	-7
Effet des taux d'intérêts et des autres hypothèses financières	0	0
Effet des taux de change	0	0
Charges financières nettes des contrats d'assurance	-2 222	-1 539
Produits financiers nets des contrats de réassurance	3	3
Total résultat financier des activités d'assurance et de réassurance	83	78

Note 34c. Produits nets des placements financiers liés aux activités d'assurance

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Intérêts et produits/charges assimilés	1 105	1 098
Commissions	10	6
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 185	506
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3	3

Gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti	0	0
Produits nets sur immeubles de placement	-1	4
Coût du risque des placements financiers d'assurance	0	1
Total	2 302	1 618

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Instruments de transaction	2	-20
Instruments à la juste valeur sur option	-173	39
Autres instruments à la juste valeur par résultat	1 355	485
dont OPC	1 189	912
Résultat de change	1	-1
Total des variations de juste valeur	1 185	502

Note 34d. Périmètre assurance - Informations sur les variations des encours et provisions pour pertes attendues sur risque de crédit et sur la valeur comptable brute des créances clientèle par catégorie de risque de crédit**Informations sur les variations des encours soumis à provisions pour pertes attendues sur risque de crédit**

(en millions d'euros)	31.12.2024	Acquisition /production	Vente /remboursement	Transferts entre buckets	Autres	31.12.2025
Actifs financiers au coût amorti - Prêts et créances	100	78	-84	-	-	94
- pertes attendues à 12 mois	100	78	-84	-	-	94
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-	-	-	-	-	-
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti - Titres	2 656	450	-246	-	-	2 860
- pertes attendues à 12 mois	2 651	450	-241	-	-	2 860
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	5	0	-5	-	-	-
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers en JVOCI - Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
- pertes attendues à 12 mois	-	-	-	-	-	-
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-	-	-	-	-	-
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers en JVOCI - Prêts	-	-	-	-	-	-
- pertes attendues à 12 mois	-	-	-	-	-	-
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-	-	-	-	-	-
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-
Total	2 757	528	-330	-	-	2 954

Le montant de dépréciation associé s'élève à 2,6 M€ au 31 décembre 2025.

Note 35. Produits/charges des autres activités

(en millions d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Immeubles de placement	2	-7	4	-7
Autres produits	276	-68	333	-80
Total	278	-74	338	-87

Note 36. Gains ou pertes sur cession – dilution des entreprises mises en équivalence

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Plus ou moins-values de cession/dilution sur coentreprises	-	-
Plus ou moins-values de cession/dilution sur entreprises associées	44	15
Total	44	15

Note 37. Charges générales d'exploitation

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Charges de personnel	-1 043	-1 016
Autres charges générales d'exploitation	-705	-665
Charges générales d'exploitation rattachables aux contrats d'assurance (1)	290	265
Total	-1 458	-1 416
<i>(1) Les charges générales d'exploitation rattachables aux contrats d'assurance sont reconnues au cours de la période en charges afférentes aux contrats d'assurance émis sauf pour les frais d'acquisition qui sont différés au bilan pour être reconnus en résultat sur les périodes ultérieures.</i>		

Note 37a. Charges de personnel

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Salaires et traitements	-576	-571
Charges sociales	-267	-261
Intéressement et participation des salariés, abondement	-60	-49
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-80	-74
Autres	-	-
Charges de personnel liées aux activités d'assurance	-60	-62
Total	-1 043	-1 016

Note 37b. Effectifs moyens

	31.12.2025	31.12.2024
Employés	4 268	4 377
Cadres	6 931	6 841

Note 37c. Avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'obligation du groupe se limite uniquement au versement d'une cotisation, mais ne comportent aucun engagement du groupe sur le niveau des prestations fournies.

Les principaux régimes de retraite à cotisations définies regroupent notamment l'assurance vieillesse obligatoire et les régimes de retraite Agirc et Arrco, ainsi que les régimes de retraite surcomplémentaire mis en place par certaines entités pour lesquels elles n'ont qu'une obligation de cotiser.

Les charges sur ces régimes sont en 2025 de 112 millions d'euros (contre 110 millions d'euros en 2024).

Régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

Ces régimes à prestations définies exposent le groupe à des risques, tels que les risques de taux d'intérêt et de marché.

Ces avantages sont assis sur le salaire final pour les Indemnités de fin de carrière (IFC) et sur le salaire moyen des 10 dernières années pour la retraite supplémentaire. Lors de la liquidation des rentes pour la retraite surcomplémentaire, le risque est transféré à Suravenir sous la forme d'un contrat d'assurance.

Variation dette actuarielle

(en millions d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme (1)	31.12.2025	31.12.2024
	Surcomplémentaire	Indemnités fin de carrière			
Dette actuarielle brute en début période	45	25	161	232	226
Coût des services rendus sur la période	2	4	3	9	9
Intérêts nets	1	1	5	8	7
Modification/ réduction/ liquidation de plan	-	-	-	-	-
Impact réforme retraite	-	1	-	-	-
Acquisition, cession (modif. périmètre conso)	-	-	-	-	-
Prestations versées	-4	-2	-6	-12	-16
Gains/ pertes actuariels	-3	1	1	-2	6
dont gains / pertes actuariels liés à des changements d'hypothèses démographiques	-	4	1	-1	-1
dont gains / pertes actuariels liés à des changements d'hypothèses financières	-3	-1	-6	-9	-4
Dette actuarielle brute en fin période	41	30	165	236	232
<i>(1) Les autres avantages à long terme concernent les médailles du travail et les comptes épargne-temps.</i>					

Détail de la charge comptabilisée au résultat

(En millions d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme	31.12.2025	31.12.2024
	Surcomplémentaire	Indemnités fin de carrière			
Coût des services rendus au cours de l'exercice	-2	-5	-3	-10	-9
Intérêts nets	1	1	-5	-3	-2
Effet de toute réduction ou liquidation de régime	-	-	-	-	-
Impact réforme retraite	-	-1	-	-1	-

Gains / pertes actuariels	-	-	-1	-1	-6
dont gains / pertes actuariels liés à des changements d'hypothèses démographiques comptabilisés au compte de résultat	-	-	-1	-1	1
dont gains / pertes actuariels liés à des changements d'hypothèses financières comptabilisés au compte de résultat	-	-	5	5	3
dont gains / pertes actuariels liés aux écarts d'expérience	-	-	-5	-5	-10
Charge au compte de résultat	-2	-5	-9	-14	-17

Variation de juste valeur des actifs du régime et des droits à remboursements

(En millions d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme	31.12.2025	31.12.2024
	Surcomplémentaire	Indemnités fin de carrière			
Juste valeur des actifs en début de période	88	52	24	164	169
Intérêts nets	3	1	1	5	5
Prestations versées	-4	-2	-	-6	-10
Gains / pertes actuariels	1	-1	-	-	-
dont gains / pertes actuariels sur les actifs du régime liés à des changements d'hypothèses démographiques	-	-	-	-	-
dont gains / pertes actuariels sur les actifs du régime liés à des changements d'hypothèses financières	1	-1	-	-	-
dont gains / pertes actuariels liés aux écarts d'expérience	-	-	-	-	-
Juste valeur des actifs en fin de période	88	52	24	165	164
Juste valeur des actifs en fin de période	88	52	24	165	164

Position nette

(en millions d'euros)	Surcomplémentaire	Indemnités fin de carrière	Autres avantages à long terme	31.12.2025	31.12.2024
Dette actuarielle fin de période	41	30	165	236	232
Juste valeur des actifs/droits à remboursement	-88	-52	-24	-164	-164
Position nette	-47	-22	140	71	68

Eléments reconnus immédiatement et comptabilisés dans le résultat global

(En millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Écarts actuariels générés sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	2	-
Ajustements de plafonnement des actifs	-	-
Total des éléments reconnus immédiatement dans l'année	-	-
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en fin d'année	-135	-137

Informations sur les actifs de financement des régimes

Les montants inclus dans la juste valeur des actifs du régime concernant les instruments financiers émis par le groupe et les biens occupés par le groupe ne sont pas significatifs.

Les actifs de couverture sont détenus par Suravenir et par une compagnie d'assurance externe au groupe pour la partie relative au régime surcomplémentaire. Au 31 décembre 2025, la durée moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies était de 7,1 ans (7,4 ans en 2024).

Composition des actifs de couverture

(En millions d'euros) Détails de la juste valeur des actifs du régime	31.12.2025			
	Titres de dettes	Instruments de capitaux propres	Immobilier	Autres
Actifs cotés sur un marché actif	102	5	-	-
Actifs non cotés sur un marché actif	13	6	16	-
Total	115	10	16	-

(En millions d'euros) Détails de la juste valeur des actifs du régime	31.12.2024			
	Titres de dettes	Instruments de capitaux propres	Immobilier	Autres
Actifs cotés sur un marché actif	102	4	-	-
Actifs non cotés sur un marché actif	12	6	16	-
Total	114	10	16	-

Analyse des sensibilités des engagements aux variations des principales hypothèses actuarielles

(En millions d'euros) (En pourcentage de l'élément mesuré)	31.12.2025			
	Surcomplémentaire	Indemnités fin de carrière	Médailles du travail	Compte épargne-temps
Variation de +0,5% du taux d'actualisation				
Impact sur la valeur actuelle des engagements au 31 décembre N	-3%	-3%	-4%	-4%
Variation de +0,5% du salaire net				
Impact sur la valeur actuelle des engagements au 31 décembre N	1%	4%	5%	4%

Les sensibilités publiées sont des moyennes des variations observées, pondérées par la valeur actuelle des engagements.

Note 37d. Paiements fondés en actions

La norme IFRS 2 « Paiements en actions et assimilés » impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise.

Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;

- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Pour les transactions réglées en capitaux propres, une charge est comptabilisée en contrepartie des capitaux propres. Cette charge est étalée sur la période d'acquisition des droits.

Pour les transactions dont le dénouement se fait en trésorerie, la juste valeur du passif, évaluée initialement à la date d'attribution, doit être réévaluée à chaque date de clôture et jusqu'à la date de règlement du passif. Les variations de juste valeur sont à comptabiliser en charges ou en produits au compte de résultat, et ce tant que la dette n'est pas réglée.

L'impact n'est pas significatif au 31 décembre 2025.

Note 37e. Autres charges d'exploitation

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Impôts et taxes	38	-42
Locations	-102	-97
- locations à court terme d'actifs ou de faibles valeurs/substantielles	-99	-94
- autres locations	-2	-3
Services extérieurs	-510	-480
Autres charges diverses	0	0
Charges d'exploitation liées aux activités d'assurance	-55	-46
Total	-705	-665

	31.12.2025			31.12.2024		
	PWC	Deloitte	Total	PWC	Deloitte	Total
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2,114	1,358	3,472	1,692	1,782	3,474
Crédit Mutuel Arkéa	0,687	0,471	1,158	0,601	0,630	1,231
Filiales consolidées	1,427	0,887	2,314	1,091	1,152	2,243
Services autres que la certification des comptes	0,522	0,444	0,966	0,621	0,564	1,185
Crédit Mutuel Arkéa	0,283	0,248	0,531	0,371	0,277	0,648
Filiales consolidées	0,239	0,196	0,435	0,250	0,287	0,537
Total	2,636	1,802	4,438	2,313	2,346	4,659

Le montant total des honoraires d'audit versés aux Commissaires aux comptes n'appartenant pas au réseau de l'un de ceux certifiant les comptes consolidés et individuels du Crédit Mutuel Arkéa, mentionnés dans le tableau ci-dessus, s'élève à 0,333 million d'euros au titre de l'exercice 2025 (contre 0,571 million d'euros au titre de l'exercice 2024).

Note 38. Dotations/reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

(En millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Amortissements	-140	-120
Immobilisations corporelles	-55	-51
dont droits d'utilisation - Immobilier	-17	-18
Immobilisations incorporelles	-85	-69
Dotations et reprises sur dépréciations	0	1
Immobilisations corporelles	0	1
dont droits d'utilisation - Immobilier	-	1
Immobilisations incorporelles	-	1
Autres charges liées aux activités d'assurance	-3	-2
Dotations/reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles rattachables aux contrats d'assurance	22	35
Total	-122	-85

Note 39. Coût du risque
Note 39a. Coût du risque sur le périmètre banque

(en millions d'euros)	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables		Recouvrement sur créances apurées	31.12.2025
			couvertes	non couvertes		
Pertes attendues à 12 mois	-155	99				-55
Prêts et créances Etablissements de crédit	-10	1				-9
Prêts et créances clientèle	-125	84				-41
dont location financement	-10	7				-3
Actifs financiers au coût amorti - Titres de dettes	-1	0				-1
Actifs financiers en JVOCI - Titres de dettes	-2	3				0
Actifs financiers en JVOCI - Prêts	-	-				-
Hors-bilan	-16	12				-4
Autres actifs	-	-				-
Pertes attendues sur la durée de vie	-173	199				26
Prêts et créances Etablissements de crédit	-	-				-
Prêts et créances clientèle	-167	193				26
dont location financement	-9	14				5
Actifs financiers au coût amorti - Titres de dettes	-	-				-
Actifs financiers en JVOCI - Titres de dettes	-	0				0
Actifs financiers en JVOCI - Prêts	-	-				-
Hors-bilan	-5	5				0
Autres actifs	-	-				-
Actifs dépréciés	-367	270	-101	-22	13	-208
Prêts et créances Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances clientèle	-356	259	-101	-22	13	-208
dont location financement	-34	26	-4	-	1	-12
Actifs financiers au coût amorti - Titres de dettes	-1	-	-	-	-	-1
Actifs financiers en JVOCI - Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers en JVOCI - Prêts	-	-	-	-	-	-
Hors-bilan	-8	10	-	-	-	1
Autres actifs	-2	2	0	-	-	0
Total	-694	568	-101	-22	13	-237

(En millions d'euros)	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables		Recouvrement sur créances apurées	31.12.2024
			couvertes	non couvertes		
Pertes attendues à 12 mois	-98	126	-	-	-	28
Prêts et créances Etablissements de crédit	-1	4				3
Prêts et créances clientèle	-82	102				19
dont location financement	-3	2				-1
Actifs financiers au coût amorti - Titres de dettes	0	2				1
Actifs financiers en JVOCI - Titres de dettes	-3	4				1
Actifs financiers en JVOCI - Prêts	-	-				-
Hors-bilan	-11	15				3
Autres actifs	-	-				-
Pertes attendues sur la durée de vie	-195	163				-32
Prêts et créances Etablissements de crédit	-	-				-
Prêts et créances clientèle	-190	158				-32
dont location financement	-2	2				0
Actifs financiers au coût amorti - Titres de dettes	-	-				-
Actifs financiers en JVOCI - Titres de dettes	0	0				0
Actifs financiers en JVOCI - Prêts	-	-				-
Hors-bilan	-5	6				0
Autres actifs	-	-				-
Actifs dépréciés	-304	182	-47	-16	9	-177
Prêts et créances Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances clientèle	-290	175	-47	-16	9	-169
dont location financement	-26	16	-3	-	0	-13
Actifs financiers au coût amorti - Titres de dettes	-1	-	-	-	-	-1
Actifs financiers en JVOCI - Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers en JVOCI - Prêts	-	-	-	-	-	-
Hors-bilan	-12	4	-	-	-	-7
Autres actifs	-1	3	0	-	-	1
Total	-597	471	-47	-16	9	-180

Note 39b. Périmètre banque - Informations sur les variations des encours soumis à provisions pour pertes attendues sur risque de crédit

(En millions d'euros)	31.12.2024	Acquisition / production	Vente / remboursement	Transferts entre buckets	Autres	31.12.2025
Actifs financiers au coût amorti - prêts et créances	14 207	4 393	-3 443	-	3	15 160
Etablissements de crédit						
pertes attendues à 12 mois	14 207	4 393	-3 443	-	3	15 160
pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-
pertes attendues à 12 mois	91 690	18 770	-15 881	-	0	94 579
pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	81 552	17 901	-13 394	444	0	86 503
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	8 281	549	-1 907	-940	-	5 983
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	1 640	280	-506	525	-	1 939
Actifs financiers au coût amorti - Titres	217	40	-74	-29	-	154
pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-	136	-126	-	-	1 560
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	11 175	136	-126	-1	-	1 558
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers en JVOCI - Titres de dettes	-	0	-	1	-	2
pertes attendues à 12 mois	-	--	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-	3 747	-4 085	-	-	10 837
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-	3 747	-4 085	-	-	10 837
Actifs financiers en JVOCI - Prêts	-	-	-	-	-	-
pertes attendues à 12 mois	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	118 621	-	-	-	-	-
pertes attendues à 12 mois	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-
Total		27 046	-23 535	-	3	122 136

Note 39c. Périmètre banque - Informations sur les variations des provisions pour pertes attendues sur risque de crédit

(En millions d'euros)	31.12.2024	Dotation	Reprise	Transferts	Changement de méthode	Autres	31.12.2025
Actifs financiers au coût amorti - prêts et créances	-5	-10	1	-	-	-	-14
Etablissements de crédit							
pertes attendues à 12 mois	-5	-10	1	-	-	-	-14
pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti - prêts et créances sur la clientèle	-1 308	-699	569	-	-	-	-1 438
pertes attendues à 12 mois	-172	-126	132	-48	-	-	-214
pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-304	-169	139	56	-	-	-278
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-744	-394	273	-8	-	-	-873
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-88	-12	26	-	-	-	-74
Actifs financiers au coût amorti - Titres	-2	-2	-	-	-	-	-4
pertes attendues à 12 mois	-1	-1	-	-	-	-	-2
pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-1	-1	-	-	-	-	-2
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers en JVOCI - Titres de dettes	-4	-3	3	-	-	-	-4
pertes attendues à 12 mois	-4	-2	3	-	-	-	-4

pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	0	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers en JVOCI - Prêts	-	-	-	-	-	-	-
pertes attendues à 12 mois	-	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés	-44	-24	37	-	-	-	-31
pertes attendues à 12 mois	-16	-16	12	-	-	-	-20
pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-7	-5	5	-	-	-	-7
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-21	-3	21	-	-	-	-4
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	-
pertes attendues à 12 mois	-	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-	-	-	-	-	-	-
pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés (indistinctement dépréciés ou non dès acquisition/création)	-	-	-	-	-	-	-
Total	-1 363	-738	610	-	-	-	-1 491

Note 39d. Périmètre banque – valeur comptable des créances clientèle par catégorie de risque de crédit

31.12.2025

Catégories de risque : PD à 1 an	Soumis aux pertes attendues à 12 mois	Soumis aux pertes attendues pour la durée de vie	Soumis aux pertes attendues sur actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès l'acquisition/création	Soumis aux pertes attendues sur actifs dépréciés à la clôture et dès l'acquisition/création
< 0,1	29 930	3	-	-
[0,1;0,25]	24 832	6	-	-
[0,26;0,99]	16 166	1 282	-	-
[1;2,99]	10 489	1 601	-	-
[3;9,99]	4 732	1 747	-	-
>=10	354	1 343	1 939	154
Total	86 503	5 982	1 939	154

31.12.2024

Catégories de risque : PD à 1 an	Soumis aux pertes attendues à 12 mois	Soumis aux pertes attendues pour la durée de vie	Soumis aux pertes attendues sur actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès l'acquisition/création	Soumis aux pertes attendues sur actifs dépréciés à la clôture et dès l'acquisition/création
< 0,1	30 874	6	-	-
[0,1;0,25]	16 752	5	-	-
[0,26;0,99]	14 853	2 638	-	-
[1;2,99]	8 930	1 762	-	-
[3;9,99]	9 823	2 564	-	-
>=10	320	1 306	1 640	217
Total	81 552	8 281	1 640	217

Note 39e. Périmètre banque – ventilation des créances brutes et dépréciations par type de contrepartie

	31.12.2024				31.12.2024			
Encours soumis à provisions	B1	B2	B3	Total	B1	B2	B3	Total
Banques centrales	298	-	-	298	167	-	-	167
Administrations publiques	14 662	43	-	14 705	14 785	48	-	14 833
Etablissements de crédit	22 619	-	-	22 619	21 136	-	-	21 136
Autres entreprises financières	1 829	193	35	2 058	2 350	218	23	2 591
Entreprises non financières	27 467	2 806	1 275	31 548	24 546	3 805	1 138	29 489
<i>Dont PME</i>	<i>11 885</i>	<i>1 518</i>	<i>794</i>	<i>14 198</i>	<i>10 479</i>	<i>2 079</i>	<i>700</i>	<i>13 258</i>
Ménages	47 182	2 940	785	50 908	45 498	4 209	698	50 404
Total	114 058	5 983	2 095	122 135	108 482	8 281	1 858	118 621

Provisions	31.12.2024				31.12.2024			
	B1	B2	B3	Total	B1	B2	B3	Total
Banques centrales	-	-	-	-	0	-	-	0
Administrations publiques	-11	-2	-	-13	-7	-2	-	-9
Etablissements de crédit	-15	-	-	-15	-6	-	-	-6
Autres entreprises financières	-10	-18	-20	-47	-9	-16	-10	-36
Entreprises non financières	-144	-147	-621	-912	-111	-189	-550	-850
<i>Dont PME</i>	-58	-75	-430	-563	-51	-102	-369	-522
Ménages	-54	-110	-308	-472	-48	-97	-272	-417
Total	-234	-278	-949	-1 460	-183	-304	-833	-1 319

Note 40. Gains ou pertes sur autres actifs

(En millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Immobilisations corporelles et incorporelles	1	0
Moins-values de cession	-3	-2
Plus-values de cession	3	2
Frais encourus dans le cadre d'un regroupement d'entreprise	0	-1
Plus ou moins-values de cession sur titres consolidés	0	0
Total	0	-1

Note 41. Impôt sur les bénéfices

(En millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Décomposition de la charge d'impôt		
Charge d'impôt exigible	-142	-38
Charge ou produit d'impôt différé net	-6	-63
Charge nette d'impôt sur le bénéfice	-147	-100
Résultat avant impôts, badwill et résultat des sociétés mises en équivalence	608	501
Taux effectif de l'impôt	24,24%	20,04%

Analyse du taux effectif de l'impôt	31.12.2025	31.12.2024
Taux normal d'impôt	25,83%	25,83%
Différences permanentes	2,05%	-1,07%
Imposition à taux réduit et exonérations	-5,13%	-1,35%
Impact des situations déficitaires	-0,06%	-1,55%
Crédits d'impôts	-0,66%	-0,80%
Exceptionnel	0,19%	0,07%
Autres	-0,47%	-1,11%
Surtaxe d'IS	2,50%	0,00%
Taux effectif de l'impôt	24,24%	20,04%

Les impôts doivent être évalués sur la base des taux adoptés à la clôture.

En cas de variation de taux, les impôts différés doivent être ajustés, selon le principe de symétrie, en contrepartie du résultat à moins qu'ils ne se rapportent à des éléments comptabilisés en dehors du résultat (parmi les autres éléments du résultat global (OCI) ou directement en capitaux propres).

Notes sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - En millions d'euros**Note 42a. Information sur les recyclages en résultat des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres**

(En millions d'euros)	Mouvements de la période 2025	Mouvements de la période 2024
Réévaluation des instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres	67	-59
- Reclassement vers le résultat	3	-2
- Autres mouvements	64	-57
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-
- Reclassement vers le résultat	-	-
- Autres mouvements	-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables de l'activité d'assurance	-	-
Réévaluation des contrats d'assurance et de réassurance en capitaux propres recyclables	4	4
Quote-part recyclable des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE	3	-5
Eléments recyclables en résultat	74	-60
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	1	-
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	1	-3
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-29	-180
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres de l'activité	-13	-1

d'assurance		
Réévaluation des contrats d'assurance en VFA - non recyclables	-	-
Quote-part non recyclable des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE	-	0
Eléments non recyclables en résultat	-39	-184
Total	35	-244

Note 42b. Impôt relatif à chaque composante des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En millions d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Réévaluation des instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables	90	-23	67	-79	20	-59
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables de l'activité d'assurance	-	-	-	-	-	-
Réévaluation des contrats d'assurance et de réassurance en capitaux propres recyclables	6	-2	4	5	-1	4
Quote-part des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	4	-1	3	-7	2	-5
Eléments recyclables en résultat	100	-26	74	-81	21	-60
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	1	-	1	-	-	-
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	1	-	1	-5	1	-3
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-32	3	-29	-187	7	-180
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	-14	1	-13	-1	-	-1
Effets de la réévaluation des contrats d'assurance en VFA - non recyclables	-	-	-	-	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	-	-	-	0	0	0
Eléments non recyclables en résultat	-44	4	-39	-193	8	-184
Total des variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	56	-22	35	-274	29	-244

Autres notes - En millions d'euros**Note 43a. Engagements donnés et reçus du périmètre banque**

(En millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés	17 276	16 693
Engagements de financement	12 039	11 653
En faveur des établissements de crédit et assimilés	1	1
En faveur de la clientèle	12 038	11 652
Engagements de garantie	4 692	4 824
D'ordre d'établissements de crédit et assimilés	24	25
D'ordre de la clientèle	4 668	4 799
Engagements sur titres	544	216
Titres acquis avec faculté de reprise	-	-
Autres engagements donnés	544	216
Engagements reçus	67 448	66 164
Engagements de financement	13 319	12 823
Reçus des établissements de crédit et assimilés	13 261	12 811
Reçus de la clientèle	57	11
Engagements de garantie	53 632	52 734
Reçus des établissements de crédit et assimilés	260	260
Reçus de la clientèle	53 372	52 473
Engagements sur titres	498	608
Titres vendus avec faculté de reprise	-	-
Autres engagements reçus	498	608

(En millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Créances données en garantie	15 396	15 015
Banque de France	13 740	13 606
Banque Européenne d'Investissement	523	365
Caisse de Refinancement de l'Habitat	683	547
Caisse des dépôts et consignations	449	495
Autres	1	1
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	747	796
Titres et valeurs données en pension	2 975	2 011

Pour son activité de refinancement, le groupe procède à la mise en pension de titres de dettes et/ou de capitaux propres. Elle se traduit par le transfert de la propriété de titres que le bénéficiaire peut à son tour prêter. Les coupons ou dividendes bénéficient à l'emprunteur. Ces opérations sont soumises à appels de marge.

Note 43b. Engagements donnés et reçus du périmètre assurance

(En millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés	-	0
Engagements reçus	1 705	993

Note 44. Informations sectorielles

(En millions d'euros)	Banque		Assurance et gestion d'actifs		Groupe	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Produit net bancaire	1 826	1 616	554	552	2 380	2 168
Gains ou pertes sur cession - dilution	44	15	-	-	44	15
Produit net bancaire y compris gains ou pertes sur cession - dilution	1 870	1 632	554	552	2 424	2 184
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-1 440	-1 370	-140	-131	-1 580	-1 502
Résultat brut d'exploitation	430	261	415	421	844	682
Coût du risque	-237	-181	-	1	-237	-180
Résultat d'exploitation	192	81	415	422	607	502
Quote-part des sociétés mises en équivalence	5	6	2	4	7	10
Autres	-11	-10	-	-2	-11	-12
Résultat courant avant impôt	186	76	417	424	603	500
Impôts sur les bénéfices	-32	-	-115	-100	-147	-100
Résultat net	154	76	302	324	456	400
dont Intérêts minoritaires	-	-	6	4	6	4
Résultat net part du Groupe	154	76	296	319	450	395
(En millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Actifs et Passifs sectoriels	136 785	131 708	74 819	66 721	211 604	198 429

L'analyse sectorielle s'appuie sur une segmentation en deux secteurs d'activité :

- la Banque correspond principalement aux réseaux de caisses du Crédit Mutuel de Bretagne et du Crédit Mutuel du Sud-Ouest, aux filiales spécialisées dans le marché des entreprises et le financement de l'immobilier,
- l'Assurance et la gestion d'actifs regroupent les filiales spécialisées dans la gestion d'OPCVM et les sociétés d'assurance.

L'analyse sectorielle par zone géographique n'est pas pertinente pour le groupe dans la mesure où la quasi-totalité de son activité est réalisée sur le territoire national.

Note 45. Information sur les parties liées

Les parties liées au groupe Crédit Mutuel Arkéa sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence. Les transactions réalisées entre le groupe Crédit Mutuel Arkéa et ses parties liées sont effectuées aux conditions normales de marché au moment de la réalisation de ces transactions.

La liste des sociétés consolidées du groupe est présentée dans la note 47. Les transactions réalisées et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules sont reprises dans le tableau ci-après les données relatives à ces opérations réciproques lorsqu'elles concernent les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable, consolidées par mise en équivalence.

(En millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
	Entités consolidées par mise en équivalence (1)	Entités consolidées par mise en équivalence (1)
Actifs		
Prêts et créances sur établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 514	1 496
Prêts et créances à la clientèle, au coût amorti	-	-
Actifs à la juste valeur par résultat	-	-
Actifs à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Titres au coût amorti	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs divers	-	-
Passifs		
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Passifs à la juste valeur par résultat	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Passifs divers	-	-
(1) Principalement CCCM		

(En millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
	Entités consolidées par mise en équivalence (1)	Entités consolidées par mise en équivalence (1)
Intérêts et produits assimilés	17	29
Intérêts et charges assimilés	-	-
Commissions (Produits)	-	-
Commissions (Charges)	-	-1
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	6	4
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti	-	-
Produit net des activités d'assurance	-	-
Produits des autres activités	-	-
Charges des autres activités	-	-
Produit Net Bancaire	23	33
<i>(1) Principalement CCCM</i>		

(En millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
	Entités consolidées par mise en équivalence	Entités consolidées par mise en équivalence
Engagements de financement		
Engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie		
Engagements de garantie donnés	-	-
Engagements de garantie reçus	-	-
Engagements sur titres		
Autres titres à recevoir	-	-
Autres titres à livrer	-	-

Relations avec les principaux dirigeants du groupe

Le Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa est composé, au 31 décembre 2025, de 21 membres élus pour 3 ans :

- 15 administrateurs représentant les sociétaires, élus par l'assemblée générale ordinaire ;
- 2 administrateurs indépendants ;
- 2 administrateurs représentant les salariés, élus ou désignés par le Comité de Groupe ;
- 2 censeurs.

Un représentant du Comité Social Économique assiste également, avec voix consultative, aux réunions du Conseil d'administration.

La rémunération globale allouée au Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa s'élève à 1,4 million d'euros (contre 1,4 million d'euros en 2024).

La rémunération brute totale versée aux principaux dirigeants du groupe au 31 décembre 2025 s'élève à 3,7 millions d'euros (La Directrice générale, les Directeurs généraux délégués et le président du directoire de Suravenir, en tant que partie liée) (contre 2,5 millions d'euros en 2024).

Le Président du Conseil d'administration de Crédit Mutuel Arkéa ne dispose pas de contrat de travail.

Le contrat de travail de la Directrice est suspendu depuis le 13 février 2020 et pendant la durée de son mandat, pour être repris automatiquement à son terme.

Les Directeurs généraux délégués sont titulaires d'un contrat de travail.

En cas de rupture de leur mandat ou de leur contrat de travail, la Directrice générale et les Directeurs généraux délégués sont susceptibles de percevoir des indemnités de rupture.

Le Président du Conseil d'administration bénéficie d'un régime de retraite à cotisations définies.

La Directrice générale et les Directeurs généraux délégués bénéficient d'un régime de retraite à cotisations définies. Les engagements de retraite existants au bénéfice de la Directrice générale et des Directeurs généraux délégués sous la forme d'un régime de retraite supplémentaire à prestations définies (dit « article 39 ») ont été, en application de la réglementation, cristallisés au 31 décembre 2019.

Au moment de leur départ en retraite, la Directrice générale et les Directeurs généraux délégués reçoivent une indemnité de fin de carrière égale à sept douzièmes de leur rémunération annuelle, s'ils ont au moins cinq ans d'ancienneté. Ils disposent d'un congé de fin de carrière calculé à hauteur de vingt-trois jours par année effectuée dans ses fonctions de cadre dirigeant du Crédit Mutuel Arkéa.

Le montant total des sommes provisionnées par le groupe au 31 décembre 2025 en application de la norme IAS 19 au titre des avantages postérieurs à l'emploi, autres avantages à long terme et indemnités de fin de contrat de travail s'élève à 0,3 million d'euros (contre 0,4 millions d'euros au 31 décembre 2024).

Note 46. Participation dans des entités structurées non consolidées

(En millions d'euros) 31.12.2025	Véhicules de titrisation	Gestion d'actifs (OPCVM/OPCI)	Autres entités structurées
Total bilan	2 351	9 845	-
Valeur comptable des actifs financiers (1)	651	2 757	-
Valeur comptable des passifs financiers (1)	-	-	-
Exposition maximale au risque de perte	651	2 757	-

(1) Valeur comptable des actifs et passifs que le groupe Crédit Mutuel Arkéa comptabilise vis-à-vis des entités structurées

Les participations dans des entités non consolidées concernent des participations détenues dans le cadre de contrats d'assurance vie en unité de compte sur lesquelles le Crédit Mutuel Arkéa n'exerce pas de contrôle. Il s'agit principalement de lignes d'OPCVM.

(En millions d'euros) 31.12.2024	Véhicules de titrisation	Gestion d'actifs (OPCVM/OPCI)	Autres entités structurées
Total bilan	1 999	17 069	-
Valeur comptable des actifs financiers (1)	510	5 974	-
Valeur comptable des passifs financiers (1)	-	-	-
Exposition maximale au risque de perte	510	5 974	-

(1) Valeur comptable des actifs et passifs que le groupe Crédit Mutuel Arkéa comptabilise vis-à-vis des entités structurées

Note 47. Périmètre de consolidation

Nom	Pays	Secteur / Activité	% Contrôle		% Intérêts	
			31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Crédit Mutuel Arkéa + Fédérations et Caisses du Crédit Mutuel de Bretagne et du Sud-Ouest Sociétés consolidées par intégration globale	France	Banque / Banque mutualiste	Entité consolidante			
ARKEA ASSET MANAGEMENT	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	100	100	100	100
ARKEA BANKING SERVICES	France	Banque / Prestations de services bancaires	100	100	100	100
ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS	France	Banque / Banque d'entreprises	100	100	100	100
ARKEA BOURSE RETAIL	France	Banque / Holding	100	100	100	100
ARKEA CAPITAL	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	100	100	100	100
ARKEA CAPITAL INVESTISSEMENT	France	Banque / Capital investissement	100	100	100	100
ARKEA CAPITAL PARTENAIRE	France	Banque / Capital investissement	100	100	100	100
ARKEA CREDIT BAIL	France	Banque / Crédit bail et location financement	100	100	100	100
ARKEA DIRECT BANK	France	Banque / Intermédiation financière et boursière	100	100	100	100
ARKEA FINANCEMENTS ET SERVICES	France	Banque / Banque de réseaux spécialisés	100	100	100	100
ARKEA FONCIERE	France	Banque / Immobilier	100	100	100	100
ARKEA FONCIERE RESIDENTIELLE	France	Banque / Immobilier	100	100	100	100
ARKEA HOME LOANS SFH	France	Banque / Structure de refinancement	100	100	100	100
ARKEA IMMOBILIER CONSEIL	France	Banque / Immobilier	100	100	100	100
ARKEA PUBLIC SECTOR SCF	France	Banque / Structure de refinancement	100	100	100	100
ARKEA REAL ESTATE	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs immobiliers	70	70	70	70
ARKEA REIM	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs immobiliers	70	70	70	70
ARKEA SCD	France	Banque / Prestations de services	99,9	99,9	99,9	99,9
CAISSE DE BRETAGNE DE CREDIT MUTUEL AGRICOLE	France	Banque / Banque mutualiste	94,9	94,9	94,9	94,9
CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE BANK (succursale)	Belgique	Banque / Banque de réseaux spécialisés	100	100	100	100
CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE BANQUE	France	Banque / Banque de réseaux spécialisés	100	100	100	100
FCT COLLECTIVITES	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	57,8	57,8	57,8	57,8
FEDERAL EQUIPEMENTS	France	Banque / Prestations de services	100	100	100	100
FEDERAL FINANCE	France	Banque / Banque de réseaux spécialisés	100	100	100	100
FEDERAL SERVICE	France	Banque / Prestations de services	98,4	98,1	98,4	98,1
FONDS DE DOTATION CMA	France	Fonds de dotation	100	100	100	100
GICM	France	Banque / Prestations de services	100	100	98,4	98,1
IZIMMO	France	Banque / Immobilier	100	100	100	100

Nom	Pays	Secteur / Activité	% Contrôle		% Intérêts	
			31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Sociétés consolidées par intégration globale						
KEYTRADE BANK (succursale)	Belgique	Banque / Intermédiation financière et boursière	100	100	100	100
MONEXT	France	Banque / Prestations de services	100	100	100	100
NEXTALK	France	Banque / Prestations de services	100	100	100	100
ONATA (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs immobiliers	70	/	70	/
PROCAPITAL	France / Belgique	Banque / Intermédiation financière et boursière	100	100	100	100
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE INTERFEDERALE	France	Banque / Immobilier	100	100	100	100
SEQINO A.X.I AXE-INNOVATION (1)	France	Banque / Prestations de services	100	/	100	/
SURAVENIR	France	Assurances et gestion d'actifs / Assurance vie	100	100	100	100
SURAVENIR ASSURANCES	France	Assurances et gestion d'actifs / Assurance non vie	100	100	100	100
Sociétés consolidées par mise en équivalence						
BELLATRIX SAS	Luxembourg	Banque / Holding	37,3	37,3	37,3	37,3
CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL	France	Banque / Banque mutualiste	20,8	20,2	20,8	20,2
LA BIENVEILLANCE FINANCIERE	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	32,6	32,6	32,6	32,6
SWEN CAPITAL PARTNERS (4)	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	/	40	/	40

Nom	Pays	Secteur / Activité	% Contrôle		% Intérêts	
			31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Sociétés consolidées par la méthode simplifiée						
ADS VENN COLLECTIVE ALPHA SMID US (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	62,9	/	62,9	/
AIS BIODIVERSITY P (EX AIS BIODIVERSITY FIRST)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	95,2	100	95,2
ARKEA CREDIT COURT TERME (T) (ex : FEDERAL OBLIGATIONS COURT TERME ESG)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	39,4	42	39,4	42
ARKEA DS - AMBITION CLIMAT (EX FEDERAL AMBITION CLIMAT) (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	99,4	99,1	99,4	99,1
ARKEA DS - DYNEO (C1) (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	/	100	/
ARKEA DS - OPTIMAL SELECT (DV) (EX FEDERAL OPTIMAL SELECT)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
ARKEA DS - PREMIUM HORIZON 2026 (EX FEDERAL PREMIUM HORIZON 2026)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	68,9	69,3	68,9	69,3
ARKEA DS - PREMIUM HORIZON OCTOBRE 2027 (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	59,8	/	59,8	/
ARKEA DS - PROTECT (P) (ex : FEDERAL PROTECT)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	97,4	/	97,4	/
ARKEA DS - PROTECT TRANSITION (EX : FEDERAL PROTECT TRANSITION)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	99,9	99,9	99,9	99,9
ARKEA DS - TRANSATLANTIC SELECT (DV) (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	/	100	/
ARKEA FINANCEMENT ENTREPRENEURS (EX FCPR AIS FINANCEMENT ENTREPRENEURS)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	81,3	84,4	81,3	84,4
ARKEA FRANCE SOUVERAINETE PME (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	50	/	50	/
ARKEA FOCUS - ARTIFICIAL INTELLIGENCE (EX FEDERAL FOCUS - Artificial Intelligence)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
ARKEA FOCUS - BIODIVERSITY (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	/	100	/
ARKEA FOCUS - EUROPEAN ECONOMY (EX AIS EUROPEAN ECONOMY FOCUS)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	68,4	70,3	68,4	70,3
ARKEA GLOBAL GREEN BONDS (EX FEDERAL GLOBAL GREEN BONDS)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	49,8	43,5	49,8	43,5
ARKEA FOCUS HUMAN (ex : FEDERAL FOCUS - HUMAN)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	36,5	35,9	36,5	35,9
ARKEA INDICIEL APAL (EX FEDERAL INDICIEL APAL)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	68,8	67,6	68,8	67,6

ARKEA INDICIEL JAPON (EX FEDERAL INDICIEL JAPON)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	71,8	66	71,8	66
ARKEA INDICIEL US (FEDERAL INDICIEL US)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	50,9	53,8	50,9	53,8
ARKEA MANDARINE GLOBAL TRANSITION (EX AIS MANDARINE GLOBAL TRANSITION) (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	76,8	/	76,8
ARKEA MULTI PATRIMOINE (EX FEDERAL MULTI PATRIMOINE) (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	99,6	/	99,6
ARKEA OBLIGATIONS ECHEANCE 2026 (ex : Federal Obligations ISR Échéance 2026)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	94,2	94,4	94,2	94,4
ARKEA OPTIMAL ACTIONS EUROS GESTION PRIVEE (EX FEDERAL OPTIMAL GESTION PRIVEE ESG)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	92,3	87,8	92,3	87,8
ARKEA SCHELCHER EQUITY CONVICTIONS (EX AIS SCHELCHER EQUITY CONVICTIONS)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	78,7	78,1	78,7	78,1
ARKEA SELECT - ACTIONS EUROPE (EX AIS SELECT ACTIONS EUROPE)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	99,7	99,6	99,7	99,6
ARKEA SELECT - LONG SHORT (EX AIS Select Long short) (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	100	/	100
ARKEA SELECT - MODERE (ES) (EX AIS SELECT MODERE)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	98,4	44,4	98,4	44,4

Nom	Pays	Secteur / Activité	% Contrôle		% Intérêts	
			31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Sociétés consolidées par la méthode simplifiée						
ARKEA SELECT - OBLIGATIONS (P) (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	/	100	/
ARKEA SELECT - OR ET MATIERES PREMIERES (EX FEDERAL MULTIOR ET MATIERES PREMIERES)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	90,5	91,6	90,5	91,6
ARKEA SELECT - EQUILIBRE (ES) (EX AIS SELECT - Equilibre)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	99,4	77,5	99,4	77,5
ARKEA SELECT – MEGATENDANCES (EX AIS SELECT - MEGATENDANCES)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	97,8	61,7	97,8	61,7
ARKEA SELECT - RENDEMENT (D)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	/	100	/
ARKEA SUPPORT MONETAIRE (P) (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	30,3	/	30,3	/
AUTOFOCUS AMBITION PLANETE JUILLET 2024 (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	99	/	99	/
AUTOFOCUS ESG AVRIL 2022 (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	99,5	/	99,5
AUTOFOCUS LOW CARBON DECEMBRE 2021 (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	95,1	/	95,1
AUTOFOCUS LOW CARBON FÉVRIER 2022 (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	97,9	/	97,9
Autofocus Transition Climat Avril 2023	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	98,4	98,3	98,4	98,3
Autofocus Transition Climat Avril 2024 (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	97,9	/	97,9	/
Autofocus Transition Climat Février 2023	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	96,9	96,9	96,9	96,9
Autofocus Transition Climat Février 2024 (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	93,6	/	93,6	/
Autofocus Transition Climat Juillet 2023	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	96,4	96,3	96,4	96,3
AUTOFOCUS TRANSITION CLIMAT OCTOBRE 2022 (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	96,5	/	96,5
AUTOFOCUS TRANSITION CLIMAT OCTOBRE 2024 (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	96,4	/	96,4	/
BREIZH ARMOR CAPITAL	France	Banque / OPCVM	50	50	50	50
CAP ATLANTIQUE (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	82,2	/	82,2	/
CHABRIÈRES RENDEMENT ESG	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	50,4	46,4	50,4	46,4
DNCA AC LG TER C	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
FCPR AIS FIN ENTREP (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	/	100	/
FCPR BREIZH MA BRO	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	65,5	66,3	65,5	66,3
FCPR CAPZA PD A1 (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	/	100	/

FCPR EDMOND DE ROTHES	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	64,6	88	64,6	88
FCPR ELEVATION MIRIA (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	/	100	/
FCPR EPOPEE INFRA A1 (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	98,5	/	98,5	/
FCPR MIROVA GREEN	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	57,6	57,6	57,6	57,6
FCPR Oddo BHF Invest for Tomorrow	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	57	100	57
FCPR ODDO GPE A1/A2 (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	42,1	/	42,1	/

Nom	Pays	Secteur / Activité	% Contrôle		% Intérêts	
			31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Sociétés consolidées par la méthode simplifiée						
FCPR TIKEHAU FINANCE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	58,5	91	58,5	91
FCT ARDIAN SURAVENIR	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
FCT MERIUS SURAVENIR	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	99,2	99,2	99,2	99,2
FCT PYTHEAS	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	60	73,3	60	73,3
FCT PYTHEAS BAUX REG 2018	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	96,8	96,8	96,8	96,8
FCT RESIDENTIAL DUTCH MORTGAGE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
FUND LARGO D	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	40	/	40	/
FCT SCHE INFRA TRA A (1)		Assurances et gestion d'actifs / OPCVM				
FCT SCORE E LOANS NAT	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
FCT SP EUROCREANCES	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	43,4	43,4	43,4	43,4
FCT SPG DETTE PRIVEE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
FCT SURAVENIR CONSO FUND (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	100	/	100
FCT SURAVENIR PRIVAT	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
(EX FCT SURAVENIR PRIVATE DEBT I)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
FCT SUR PRIV DEBT II		Assurances et gestion d'actifs / OPCVM				
FCT TIKEHAU SPD III	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
FEDERAL CAPITAL INV	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	99,9	100
Federal Support Court Terme ESG (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	33,3	/	33,3
FPS SUR INFRA DURABLES	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	99,9	100	99,9	100
FPS SURAVENIR ACTIONS	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
INTERNATIONALES CLIMAT	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
FPS SURAVENIR ACTIONS		Assurances et gestion d'actifs / OPCVM				
INTERNATIONALES PROTECT	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
FPS SURAVENIR ACTIONS PROTECT		Assurances et gestion d'actifs / OPCVM				
(ex : FPS SURAVENIR ACTIONS LOW VOL)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	/	100	/
FPS SURAVENIR ACTIONS SOCIALES		Assurances et gestion d'actifs / OPCVM				
PROTECT (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
FPS SURAVATION ACTIONS SOCIALES		Assurances et gestion d'actifs / OPCVM				
PROTECT II (ex : FPS SURAVENIR	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
ACTIONS MID CAPS)		Assurances et gestion d'actifs / OPCVM				
FPS SURAVENIR OVERLAY LOW VOL	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
ACTIONS	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
FPS UBS ARCHM PLATF2 (EX : FPS UBS		Assurances et gestion d'actifs / OPCVM				
ARCHMORE INFRASTRUCTURE DEBT	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	51,6	/	51,6	/
PLATFORM II)		Assurances et gestion d'actifs / OPCVM				
NEXSTAGE CROISSANCE (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	46,3	46,3	46,3	46,3
OPCI CLUB FRANCE RETAIL	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	39,2	/	39,2
OPCI PREIM DEFENSE 2 (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
OPCI PREIM EUROS	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
OPCI PREIM EUROS 2	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100

OPCI PREIMIUM	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	81,8	48,4	81,8	48,4
OPCI SOFIDY PIERRE EUROPE (A) (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	41	/	41
OPCI TIKEHAU RET PRO	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	39,3	39,3	39,3	39,3
OUESSANT	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	46,8	49,1	46,8	49,1

Nom	Pays	Secteur / activité	% contrôle		% intérêts	
			31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Sociétés consolidées par la méthode simplifiée						
PRIMO ELITE (FLEX)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
S.C.I PROGRES PIERRE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
S.C.I SURAVENIR PIERRE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
SC KEYS SELECTION VIE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	82,8	72,8	82,8	72,8
SC NOVAXIA R	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	51,1	53,6	51,1	53,6
SC Y IMMO	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	60,5	60,5	60,5	60,5
SCHELCHER CONVERTIBLE (Z) (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	26,1	/	26,1	/
SCHELCHER CONVERTIBLES MID CAP ESG (EX SP CONVERTIBLES MIDCAP ESG)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	44,4	33,3	44,4	33,3
Schelcher European Bank Bonds 2028	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	50,4	46,2	50,4	46,2
SCHELCHER FLEXIBLE SHORT DURATION	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	26,6	22,4	26,6	22,4
Schelcher Euro High Yield (EX SCHELCHER GLOBAL HIGH YIELD)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	48,5	35,6	48,5	35,6
SCHELCHER IVO GLOBAL YIELD 2024 (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	54,8	/	54,8
SCHELCHER IVO GLOBAL YIELD 2028	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	54,1	57	54,1	57
SCHELCHER IVO GLOBAL YIELD 2031 (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	58,7	/	58,7	/
SCHELCHER MULTI ASSET (EX SP CROISSANCE)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	78,6	78,3	78,6	78,3
SCHELCHER OPTIMAL INCOME ESG (EX SP OPPORTUNITES EUROPEENNES)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	48,6	35,5	48,6	35,5
SCHELCHER SHORT TERM ESG	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	32,2	34,9	32,2	34,9
SCI CLOVERHOME	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	50	50	50	50
SCI LE VINCI HOLDING	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
SCI PR2 PREIM RET 2	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	38	38	38	38
SCI SILVER AVENIR	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	82,3	83	82,3	83
SCI TERRITOIRES AVENIR	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	91	94,2	91	94,2
SCI USUFRUIMMO	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
SCI USUFRUIMMO 2028	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
SCOR SURAVENIR EURO LOANS (EX FCT SCOR SURAVENIR EURO LOANS)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
SCPI MOMENTIME	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	42,7	99,3	42,7	99,3
SURAVENIR INITIATIVE ACTIONS	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100	100	100	100
SPDR BLOOM GB AGG (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	38	/	38	/
UBS ETF MSCI EUR (1)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	46	/	46	/
WE POSITIVE INVEST	France	Banque / OPCVM	100	100	100	100
WE POSITIVE INVEST 2 (1)	France	Banque / OPCVM	78,9	/	78,9	/

(1) Société consolidées pour la première fois en 2025

(2) Liquidation

(3) TUP

La comptabilisation par la méthode simplifiée (dite *short cut method*) repose sur le recours à l'option de juste valeur pour tous les actifs détenus dans le cadre de l'OPCVM à consolider.

La méthode simplifiée consiste à :

- comptabiliser à la juste valeur les parts du fonds à l'actif sur une base de 100 %
- constater un passif (dette financière) à hauteur de la part non détenue par le groupe (intérêts minoritaires).

Conformément au règlement de l'Autorité des normes comptables n°2016-09, les sociétés établissant des comptes consolidés en normes IFRS doivent publier des informations complémentaires sur les entreprises non incluses dans leur périmètre de consolidation et sur les titres de participation présentant un caractère significatif. Ces éléments sont mis à jour annuellement et sont disponibles sur le site internet du groupe, au sein de l'information réglementée.

Note 48. Regroupement d'entreprises

Crédit Mutuel Arkéa a pris une participation majoritaire dans la société SEQINO, afin de permettre à ses clients professionnels de bénéficier d'une solution de facturation électronique.

(En millions d'euros)	Seqino
Date d'acquisition	09/04/2025
Prix d'acquisition	12
Situation nette consolidée à l'ouverture	-3
Méthode de consolidation	IG
Ecart d'évaluation	9
Ecart d'acquisition comptabilisé au bilan (goodwill complet)	3
Contribution au résultat 2025 du groupe	-1

La comptabilisation du regroupement est définitive.

Note 49. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est apparu postérieurement à la clôture du 31 décembre 2025.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée générale
CREDIT MUTUEL ARKEA
 1 rue Louis Lichou
 29480 Le Relecq-Kerhuon

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société CREDIT MUTUEL ARKEA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité des comptes.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés sont les suivants :

Pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit :

- Emission de lettres de confort notamment dans le cadre de programme d'émission obligataires ;
- Rapports relatifs au statut de société à mission ;
- Réalisation de missions de conformité réglementaire.

Pour le cabinet Deloitte & Associés

- Emission de lettres de confort notamment dans le cadre de programme d'émission obligataires ;
- Rapports relatifs au statut de société à mission.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

• Evaluation des dépréciations sur les portefeuilles de prêts à la clientèleRisque identifié

Les portefeuilles de prêts à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose le Crédit Mutuel Arkéa à une perte potentielle si ses clients ou contreparties sont dans l'incapacité de faire face à leurs engagements financiers.

Selon les dispositions du volet « Dépréciation » de la norme IFRS 9 Instruments financiers, le Crédit Mutuel Arkéa comptabilise des dépréciations et des provisions destinées à couvrir les pertes de crédit attendues (encours classés par groupes dits « buckets 1 et 2 » ou avérées (« bucket » 3)).

Les règles de dépréciation des pertes attendues sont présentées dans la note « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe aux comptes consolidés. Les dépréciations pour pertes attendues sont déterminées principalement sur la base de modèles statistiques faisant appel au jugement lors des différentes phases de calcul (établissement des projections macro-économiques, détermination des critères de déclassement, estimation du montant de pertes attendues en faisant appel au besoin à des ajustements post-modèle, ...), en particulier dans le contexte d'incertitude lié à la situation géopolitique et économique. Par ailleurs, le Crédit Mutuel Arkéa a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations individuelles des encours douteux.

Dans un contexte marqué par une dégradation de la conjoncture macroéconomique, le dispositif d'estimation des pertes de crédit attendues a été adapté sur l'exercice, tel que précisé dans le paragraphe « Dépréciation des actifs financiers et engagements donnés » de la note « Principes comptables et méthodes d'évaluation ».

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituaient un point clé de l'audit dans la mesure où elles font appel au jugement et aux estimations de la direction, en particulier dans le contexte actuel.

Au 31 décembre 2025, le montant total des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à 94 579 millions d'euros pour un montant total des dépréciations de 1 438 millions d'euros et un coût du risque bancaire de 223 millions d'euros au titre de l'année 2025 contre 182 millions d'euros en 2024 comme précisé dans les notes 6 « Prêts et créances sur la clientèle » et 39a. « Coût du risque sur le périmètre banque » de l'annexe aux comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Arkéa au 31 décembre 2025.

Notre approche d'audit

Nous avons pris connaissance du dispositif de gouvernance et de contrôle interne mis en place par le Crédit Mutuel Arkéa, testé les contrôles clés manuels et informatisés relatifs à l'identification du risque de crédit et à l'évaluation des pertes attendues pour étudier la conformité des principes et méthodologies déclinés par le Crédit Mutuel Arkéa avec la norme IFRS 9 *Instruments Financiers*.

Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les domaines suivants :

• Classement des encours par « bucket » :

o nous avons apprécié la cohérence de passage des encours entre les « buckets 1 et 2 au regard des critères de dégradation significative du risque de crédit ;
o nous avons vérifié l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différents encours de crédit.

• Evaluation des pertes attendues (« buckets » 1, 2 et 3) :

o avec l'aide de nos spécialistes en matière de risque de crédit intégrés dans l'équipe d'audit, nous avons apprécié le caractère approprié des modèles et des paramètres de risques utilisés pour l'évaluation des pertes attendues, la documentation d'ajustements de provisions en sortie de modèle, ainsi que la pertinence des scénarios macro-économiques retenus par le Crédit Mutuel Arkéa et de leur pondération ;
o nous avons apprécié, par le biais d'un recalcul indépendant à partir des hypothèses de calcul et des paramètres de risque retenus par le Crédit Mutuel Arkéa, l'évaluation des provisions pour pertes attendues sur un échantillon de portefeuilles classés en « buckets » 1 et 2 ;
o nous avons testé, sur la base d'un échantillon de dossiers de crédits du Pôle Entreprises et Institutionnels classés en « bucket » 3, les critères appliqués pour la classification des encours douteux ainsi que les hypothèses retenues pour l'estimation des dépréciations individuelles.

Nous avons également examiné les informations publiées dans le paragraphe « Dépréciation des actifs financiers et des engagements donnés » dans les « Principes comptables et méthodes d'évaluation » et la note 39a. « Coût du risque sur le périmètre banque de l'annexe aux comptes consolidés portant sur l'évaluation des dépréciations sur les portefeuilles de crédits à la clientèle.

• Dépréciation des écarts d'acquisitionRisque identifié

Lors d'opérations de croissance externe, le Crédit Mutuel Arkéa est généralement amené à comptabiliser des écarts d'acquisition à l'actif de son bilan consolidé. Ces écarts d'acquisition sont ensuite alloués aux différentes unités génératrices de trésorerie (UGT). Au 31 décembre 2025, ils s'élèvent à 457 millions d'euros. Dans le contexte d'incertitude et de tension économique, impactant les résultats et projections financières des filiales du groupe Crédit Mutuel Arkéa, ce dernier doit s'assurer de la présence ou non d'indices de pertes de valeur complémentaires sur ces écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum annuel. Ces tests sont fondés sur la comparaison entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable des ensembles homogènes de métiers, répartis en UGT. Les méthodes de détermination de la valeur recouvrable sont notamment basées sur la méthode de la rentabilité future escomptée, laquelle repose sur une estimation des flux futurs basée sur les plans d'affaires de chaque UGT, réalisés sur un horizon explicite. Ces plans d'affaires sont établis à partir de paramètres macro-économiques, lesquels tiennent compte du contexte d'incertitude et de tension économique.

Nous avons considéré que la dépréciation des écarts d'acquisition constitue un point clé de notre audit en raison du jugement exercé par la direction pour établir les hypothèses de résultats futurs des sociétés acquises et évaluer la valeur recouvrable des ensembles homogènes de métiers, notamment dans le contexte de tension économique.

Notre approche d'audit

Nous avons analysé le processus mis en place par le groupe pour identifier d'éventuelles pertes de valeur sur les écarts d'acquisition ainsi que le processus d'élaboration des tests de dépréciation découlant de la constatation d'indices de perte de valeur ou du processus annuel de revue.

Nous avons fait intervenir nos experts en valorisation afin de :

- Procéder à une analyse technique de la construction d'une sélection de modèles de valorisations s'appuyant sur la méthode de la rentabilité future escomptée ;
- Revoir les hypothèses utilisées pour déterminer les paramètres financiers intervenant dans le taux d'actualisation ;
- Réaliser une revue critique d'une sélection de plans d'affaires prévisionnels établis par les directions des entités concernées, et approuvés par la gouvernance et apprécier la pertinence du processus budgétaire en réalisant une comparaison des réalisations avec les budgets antérieurs. Une attention particulière a été portée aux conséquences de l'environnement économique sur la mise à jour de ces plans prévisionnels ;
- Revoir les analyses de sensibilité conduites à la fois sur les paramètres financiers et sur les plans d'affaires ;
- Réaliser une contre valorisation sur une sélection d'entités.

Enfin, nous avons validé les informations communiquées par le groupe au titre des écarts d'acquisition figurant dans la note 15 « Écart d'acquisition de l'annexe » aux comptes consolidés.

• Evaluation des titres de capital investissement

Risque identifié

Le Groupe Crédit Mutuel Arkéa détient à l'actif de son bilan consolidé, principalement à travers des filiales de capital -investissement, des titres de capitaux propres et dettes non cotés comptabilisés à la juste valeur par résultat.

Selon les dispositions de la norme IFRS 9 *Instruments financiers*, ces instruments sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur ainsi que lors des arrêts ultérieurs et jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Pour estimer la juste valeur de ces titres non cotés sur un marché actif, le Groupe Crédit Mutuel Arkéa applique des méthodes d'évaluation fondées sur des modèles internes utilisant des données non observables, comme indiqué dans le paragraphe « Détermination de la juste valeur des instruments financiers » de la note « Principes comptables et méthodes d'évaluation » complétées par la note 27c. « Hiérarchie de la Juste Valeur - Détail du niveau 3 du périmètre Banque » de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons estimé que l'évaluation de ces titres non cotés comptabilisés à la juste valeur par résultat et classés en niveau 3, constituait un point clé de l'audit en raison du recours au jugement et aux estimations de la direction dans la détermination de la juste valeur pour les instruments financiers non cotés de capital investissement, de la contribution significative aux résultats du groupe Crédit Mutuel Arkéa et, de la complexité de sa modélisation, notamment dans le contexte d'incertitude et de tension économique.

Au 31 décembre 2025, le montant total des titres non cotés enregistrés à l'actif du bilan en juste valeur par résultat et classés en niveau 3, s'élève à 348 millions d'euros pour les obligations et autres titres à revenu fixe et 826 millions d'euros pour les actions et autres titres à revenu variable, et enregistre un gain en résultat de 61 millions d'euros en 2025, comme précisé dans la note 27c. « Hiérarchie de la Juste Valeur - Détail du niveau 3 du périmètre Banque » de l'annexe aux comptes consolidés de Crédit Mutuel Arkéa au 31 décembre 2025.

Notre approche d'audit

Nous avons examiné les processus mis en place par le Groupe Crédit Mutuel Arkéa relatifs à l'évaluation des titres non cotés comptabilisés en Juste valeur par résultat en niveau 3.

Sur la base d'un échantillon de titres non cotés détenus par les entités de capital investissement du groupe Crédit Mutuel Arkéa, nos travaux ont également consisté à :

- analyser les méthodes de valorisation retenues par le Groupe Crédit Mutuel Arkéa, et le cas échéant leurs évolutions d'application dans le contexte économique décrit précédemment ;
- vérifier que les paramètres et les données non observables utilisés dans les modèles de valorisation sont en adéquation avec les données financières sous-jacentes des sociétés dans lesquelles le groupe Crédit Mutuel Arkéa a investi et reperformer arithmétiquement les calculs issus des modèles ;
- le cas échéant, contrôler que la valorisation retenue par le Groupe Crédit Mutuel Arkéa est comparable au prix observé lors de transactions récentes ;
- analyser les travaux conduits par les auditeurs locaux des filiales de capital investissement sur l'évaluation des titres en réponse à nos instructions d'audit.

Nous avons également examiné les informations publiées dans le paragraphe « Détermination de la juste valeur des instruments financiers » dans la note « Principes comptables et méthodes d'évaluation » et la note 27c. « Hiérarchie de la Juste Valeur - Détail du niveau 3 du périmètre Banque » de l'annexe aux comptes consolidés portant sur la détermination de la juste valeur et l'information sur le niveau 3 dans la hiérarchie de la Juste Valeur.

• Evaluation des passifs des contrats d'assurance des branches Epargne-retraite

Risque identifié

Au 31 décembre 2025, les passifs d'assurance évalués selon IFRS 17 représentent un montant net de 59,0 milliards d'euros contre 55,0 milliards d'euros au 31 décembre 2024, comme précisé dans la note 21 « Actifs des contrats de réassurance et Passifs des contrats d'assurance ». Les méthodes comptables et hypothèses retenues par le groupe pour estimer les passifs d'assurance sont décrites dans la note « Principes comptables et méthodes d'évaluation », qui précise que les contrats d'assurance du périmètre Vie/Epargne dits contrats participatifs sont évalués selon le modèle comptable des honoraires variables. Ces contrats représentent l'essentiel des passifs d'assurance (587 Mds d'euros au 31 décembre 2025 contre 54,7 Mds d'euros au 31 décembre 2024) comme indiqué dans la note « Principes comptables et méthodes d'évaluation ».

En date d'arrêté, l'évaluation des contrats du périmètre Vie/Epargne selon le modèle comptable des honoraires variables repose sur les principes suivants :

- la meilleure estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie à payer ou à recevoir nécessaires à l'exécution des obligations contractuelles envers les assurés et déterminée sur la base de modèles actuariels complexes faisant appel à des données et hypothèses relatives à des périodes futures, telles que la détermination du taux

d'actualisation, les lois de comportement des assurés, les décisions futures de gestion qui sont de nature à affecter de manière sensible le montant et l'échéancier des flux de trésorerie futurs,

- un ajustement au titre du risque non financier, destiné à couvrir l'incertitude sur le montant et l'échéancier des flux de trésorerie futurs à mesure que les contrats d'assurance sont exécutés et dont le niveau a été estimé selon un niveau de confiance retenu par le groupe en tenant compte de la diversification des risques, et
- une marge sur services contractuels représentant le profit non acquis qui sera reconnu au fur et à mesure des services rendus et dont le relâchement en revenus d'assurance tient compte du différentiel du rendement réel des placements sous-jacents par rapport à la projection actuarielle en risque neutre.

Les jugements significatifs exercés par le management nous ont conduits à considérer l'évaluation des passifs d'assurance selon la méthode des honoraires variables en date d'arrêté comme un point clef de l'audit.

Notre approche d'audit

Avec le concours de nos spécialistes en modélisation actuarielle, nos procédures d'audit ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance du dispositif déployé par le Crédit Mutuel Arkéa pour mettre en œuvre la norme comptable IFRS 17 et de l'adaptation de la gouvernance en charge de la validation des modèles, des paramètres et hypothèses à appliquer en date d'arrêté et des impacts financiers sur l'estimation des passifs nets d'assurance ;
- Evaluer la conformité aux dispositions de la norme IFRS 17 des principes comptables appliqués par le groupe ;
- Evaluer l'éligibilité des contrats épargne retraite au modèle des « honoraires variables » et s'assurer de sa correcte application ;
- Analyser sur les périmètres significatifs les principaux paramètres retenus en date d'arrêté pour le calcul des actifs et passifs d'assurance des contrats d'épargne retraite et apprécier leur caractère pertinent au regard des informations externes disponibles et des données de gestion propres au groupe, ces procédures comprenant l'évaluation de l'adéquation des éventuels changements d'hypothèses, de paramètres ou de modélisation ;
- Tester par sondage la fiabilité des données sous-jacentes utilisées dans les modèles de projection et les calculs des passifs d'assurance ;
- Réaliser des travaux sur l'environnement de contrôle interne des systèmes d'information utilisés dans le calcul des actifs et passifs d'assurance des contrats épargne retraite ;
- Revoir et tester les contrôles clés mis en œuvre par le groupe (y compris la qualité des données aux différentes étapes de calcul) pour fiabiliser l'information financière produite ;
- Réaliser un calcul indépendant de la meilleure estimation des flux de trésorerie sur une base d'échantillons de passifs d'assurance épargne retraite ;
- Réaliser des procédures analytiques sur les évolutions afin d'identifier le cas échéant toute variation incohérente ou inattendue significative.

Nous avons par ailleurs revu les informations publiées dans les notes afférentes aux états financiers incluant les informations de sensibilité aux risques.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la Direction Générale. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CREDIT MUTUEL ARKEA par vos assemblées générales, du 11 mai 2021 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers. Audit et du 11 mai 2007 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 5^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 19^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au Comité des comptes

Nous remettons au Comité des comptes un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité des comptes figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité des comptes la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 13 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre CLAVIE

Nicolas JOLIVET

Deloitte & Associés
Jean-Vincent COUSTEL

Jean-Marc MICKELER

VII. — Rapport de gestion

En application du règlement ANC n°2014-07, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante : CREDIT MUTUEL ARKEA : 1 rue Louis Lichou, 29480 LE RELECQ-KERHUON